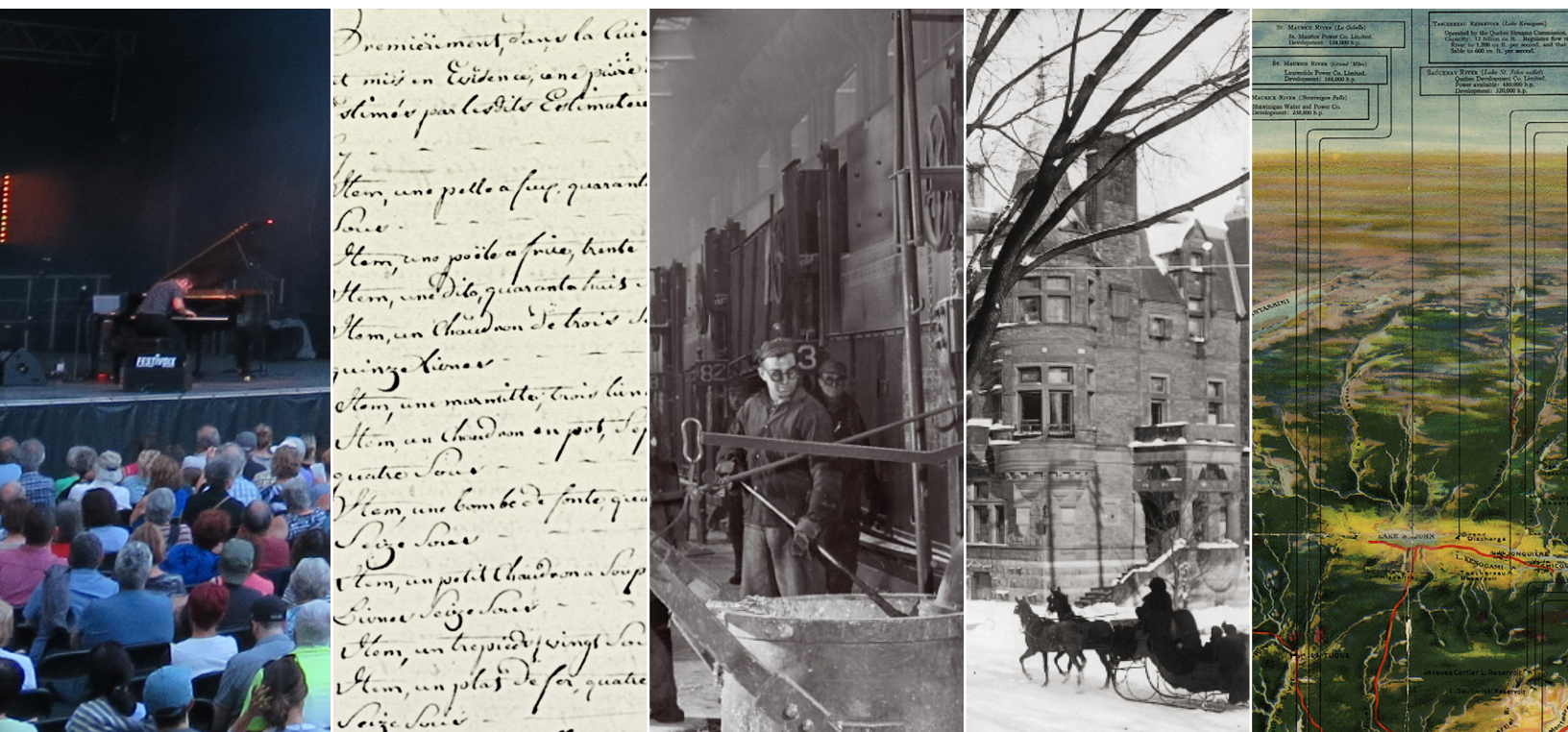


cheminements



CONSOMMATION ET IDENTITÉ

Production et occupation de l'espace
aux XIX^e et XX^e siècles

Actes des 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ

Sous la direction de Julie Francœur et Ian Mercier

cheminements

CONSOMMATION ET IDENTITÉ

Production et occupation de l'espace
aux XIX^e et XX^e siècles

Actes des 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ

Sous la direction de Julie Francoeur et Ian Mercier

QUÉBEC, 2022

ciéq Centre
interuniversitaire
d'études québécoises

Cet ouvrage est réalisé grâce au soutien financier du
Fonds de recherche du Québec - société et culture (FRQSC).

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada**

Titre : Consommation et identité: production et occupation de l'espace aux XIX^e et XX^e siècles: actes des 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ / sous la direction de Julie Francoeur et Ian Mercier.

Noms: Centre interuniversitaire d'études québécoises. Colloque étudiant (25^e: 2019: Trois-Rivières, Québec), auteur. | Francoeur, Julie, 1994- éditeur intellectuel. | Mercier, Ian, éditeur intellectuel. | Centre interuniversitaire d'études québécoises. Colloque étudiant (26^e: 2021), auteur. | Centre interuniversitaire d'études québécoises, organisme de publication.

Collections: Cheminements (Québec, Québec)

Description: Mention de collection: Cheminements | Textes présentés lors des colloques tenus à Trois-Rivières le 3 mai 2019 et en ligne le 7 mai 2021. | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana 20220009732 | ISBN 9782921926973 (PDF)

Vedettes-matière: RVM: Aménagement du territoire—Québec (Province)—Histoire—19^e siècle—Congrès. | RVM: Aménagement du territoire—Québec (Province)—Histoire—20^e siècle—Congrès. | RVM: Urbanisme—Québec (Province)—Histoire—19^e siècle—Congrès. | RVM: Urbanisme—Québec (Province)—Histoire—20^e siècle—Congrès. | RVM: Consommation (Économie politique)—Québec (Province)—Congrès. | RVM: Identité collective—Québec (Province)—Congrès. | RVMGF: Actes de congrès.

Classification: LCC HT395.C32 Q8 2022 | CDD 307.1/209714—dc23

Iconographie de la couverture

Festivoix, 2019. Photo : Jean-François Veilleux

Extrait de l'inventaire après décès d'Alexandre Rousseau, 6 mars 1820 (détail). BANQ-Trois-Rivières, Fonds Cour Supérieure, District judiciaire de Trois-Rivières, Greffes de notaires, CN401,S33, n° 528.

Vue d'une salle de cuves à l'usine de l'Alcan d'Arvida vers 1940 (détail). Société historique du Saguenay, Fonds Le Lingot, FPH01, P1492-01.

La rue Sherbrooke en hiver, Montréal, 1896 (détail) © Musée McCord, VIEW-2801.

The Province of Quebec [...] a bird's eye view showing natural resources, mines, water-power plants, settled districts as well as the principal towns, highways and railway lines, 1924 (détail). Commission des eaux courantes de Québec, Northland Studios, BANQ-Rosemont-La-Petite-Patrie, G/3451/G3/1924/Q42.CAR.

Belgo Paper Co à Shawinigan (non datée). BANQ-Rosemont-La-Petite-Patrie, CP 021164 CON.

Design graphique et mise en page Émilie Lapierre Pinal (CIEQ)

Révision linguistique Solange Deschênes

© Centre interuniversitaire d'études québécoises

Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Canada), 2^e trimestre 2022

ISBN 978-2-921926-97-3 (PDF)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PARTIE 1 AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE: PRODUCTION ET IDENTITÉS	3
Conditions d'existence et transition au capitalisme: l'environnement matériel et les habitudes de consommation dans le district de Trois-Rivières au XIX ^e siècle Camille Trudel	5
Le Montreal Local Council of Women et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste: entre identités et marginalisations, 1893-1914 Geneviève Béliveau	13
La formation de villes papetières au Québec à travers l'analyse morphologique: entre planification centralisée et initiatives locales, 1880-1950 Maxime Nadon-Roger	21
PARTIE 2 CONSOMMATION DE MASSE: PUBLICITÉS ET SOCIABILITÉS	37
Promouvoir des idées par la publicité: l'étude d'une campagne de propagande de guerre de l'Alcan (1939-1945) Myriam Gauthier	39
Pour une histoire des festivals de musique au Québec de la Révolution tranquille à nos jours: à la recherche de la sociabilité musicale québécoise Jean-François Veilleux	47
NOTICES BIOGRAPHIQUES	57

INTRODUCTION

Depuis plus d'une vingtaine d'années, le Centre inter-universitaire d'études québécoises (CIEQ) favorise la rencontre des étudiants des cycles supérieurs de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le colloque étudiant annuel du CIEQ, résolument interdisciplinaire, permet aux étudiants et étudiantes du centre de présenter les résultats partiels ou finaux de leurs recherches à l'oral, lors de l'évènement, et à l'écrit, dans les présents Actes. C'est dans cet esprit que se sont tenus les 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ, malgré le report d'un an du second en raison de la pandémie de COVID-19.

Le thème de la première rencontre, «Interpréter le Québec: sources, démarches et discours pluriels» (3 mai 2019), s'articulait autour des processus de production des savoirs en sciences humaines. Les jeunes chercheurs et chercheuses ont pu réfléchir à l'interprétation des sources et des discours qu'elles renferment. Le second colloque, «Marginalités et identités: récits et contre-récits de la société québécoise» (7 mai 2021), soulevait les questions de norme et de marginalité dans la construction d'identités au Québec. Tant dans le processus de recherche que dans ses objets, la pluralité des identités et de ce qui les définit doit être prise en compte.

La présente revue rassemble cinq articles issus de ces deux événements. Deux notions récurrentes émergent de l'ensemble, soit la production et l'occupation de l'espace aux XIX^e et XX^e siècles. Elles mettent de l'avant des considérations reliées à l'identité des acteurs sociaux dans l'appropriation de l'espace privé et public.

Les textes sont regroupés en deux parties. La première, intitulée «Aménagement de l'espace: production et identités», inclut les textes de Camille Trudel, Geneviève Béliveau et Maxime Nadon-Roger. Mme Trudel, qui s'intéresse à l'environnement matériel, nous renseigne sur l'avènement de nouvelles conditions d'existence qui émergent tout au long du XIX^e siècle. Dans son texte «Conditions d'existence et transition au capitalisme: l'environnement matériel et les habitudes de consommation dans le district de Trois-Rivières au XIX^e siècle», elle observe les habitudes de consommation tout au long du XIX^e siècle et dévoile des transformations d'ordre matériel engendrées par la transition au capitalisme industriel. La volonté d'aménager son espace en conformité avec son rang social déborde le cadre domestique avec les travaux de Mme Béliveau. Son article, «Le Montreal Local Council of Women et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste: entre identités et marginalisations, 1893-1914», met de l'avant l'action particulière des femmes bourgeoises de Montréal sur le développement urbain. En analysant les discours tenus lors de rencontres de deux groupes d'associations de femmes, elle démontre que la rhétorique de la famille, en particulier les considérations d'ordre maternel, est utilisée afin d'influencer le développement immobilier et l'aménagement urbain.

À une plus grande échelle encore, hors des considérations et des volontés citoyennes, l'organisation de l'espace au tournant du XX^e siècle est fortement influencée par le capital industriel. C'est précisément ce que nous démontre M. Nadon-Roger dans son article: «La formation de villes

papetières au Québec à travers l'analyse morphologique: entre planification centralisée et initiatives locales, 1880-1950». L'industrie papetière, considérée comme le secteur le plus dynamique au Canada à la fin du XIX^e siècle, génère et stimule le développement des quartiers urbains attenants aux usines. L'auteur démontre que les formes de l'aménagement industriel et urbain se déploient en tenant en compte plusieurs degrés de planification et de contrôle. Ce contrôle demeure néanmoins fort relatif aux conditions et ressources locales lorsqu'il est question de l'habitat et du développement urbain. En d'autres mots, cette première partie des actes des 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ expose l'organisation des espaces au Québec allant de l'aménagement à l'intérieur des foyers – les espaces privés – jusqu'à la planification des espaces publics urbains.

La seconde partie des actes regroupe, sous le thème «Consommation de masse: publicités et sociabilités», les articles de Myriam Gauthier et de Jean-François Veilleux. Celui de Mme Gauthier décrit comment les procédés publicitaires du milieu du XX^e siècle vont être récupérés par une corporation afin de promouvoir ses activités. Son article, «Promouvoir des idées par la publicité: l'étude d'une campagne de propagande de guerre de l'Alcan (1939-1945)», expose comment la compagnie Alcan va exploiter des mécanismes publicitaires dans le but de mobiliser ses travailleurs de l'usine d'Arvida au Saguenay–Lac-Saint-Jean alors enclin à la grève au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cette volonté de fédérer une population donnée autour d'objectifs communs est

également mise de l'avant par l'étude de M. Veilleux. Toutefois, plutôt que de traiter seulement de la promotion d'une idée par des intérêts strictement privés, il s'intéresse aux sociabilités et aux rassemblements publics, plus précisément les festivals de musique au Québec depuis la Révolution tranquille. Son texte, intitulé «Pour une histoire des festivals de musique au Québec de la Révolution tranquille à nos jours: à la recherche de la sociabilité musicale québécoise», propose une revue détaillée de l'évolution de ce type d'événement, en tenant compte à la fois des objectifs des organisateurs, des populations ciblées et des modalités de financement.

Nous remercions chaleureusement ceux et celles qui ont permis la publication de ces Actes: Mélanie Lanouette, l'ancienne coordinatrice du CIEQ, qui nous a aidés à enclencher le processus d'édition, Sophie Marineau, coordinatrice actuelle, qui nous a accompagnés tout au long de ce périple, Marie-Claude Rouleau et Émilie Lapierre Pintal, pour la révision linguistique et le montage du document. Merci aussi aux co-directeurs du CIEQ qui nous ont fait confiance pour l'édition de ce numéro de *Cheminements*. Enfin, nous remercions spécialement les auteurs et autrices qui ont soumis des articles pour la rigueur de leur travail et leur diligence dans la remise des textes.

Julie Francœur et Ian Mercier

PARTIE 1

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE: PRODUCTION ET IDENTITÉS

Item, une bombe de fonte, quatre livres	4	16
Seize livres		
Item, un petit chaudron à soupe, quatre	4	16
livres, seize livres		
Item, un trepiéd, vingt livres	1	
Item, un plat de fer, quatre livres	4	16
Seize livres		
Item, deux fus à siffler, trois	3	
livres		
Item, une vieille Castina, quinze livres		15

Conditions d'existence et transition au capitalisme

L'environnement matériel et les habitudes de consommation
dans le district de Trois-Rivières au XIX^e siècle

Par **Camille Trudel**, étudiante à la maîtrise en études
québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Le 19 janvier 1882, le notaire Pierre Désilets se rend à Notre-Dame-du-Mont-Carmel pour procéder à l'inventaire des biens de la communauté qui a existé entre le cultivateur Luc Landry et Marie Laura Bergeron, son épouse décédée le 10 septembre 1881 à 28 ans (BANQ-TR/Fonds CN401 S116). L'acte notarié produit devant témoins répertorie les biens mobiliers et immobiliers possédés par le couple et fait état de leurs dettes actives et passives. La présence d'articles comme une pendule, un pot de cristal avec son couvercle, un poêle double de trois pieds et d'éléments de décoration comme une image encadrée du pape Pie IX nous renseigne sur l'avènement de nouvelles conditions d'existence qui émergent tout au long du XIX^e siècle et sur l'environnement matériel propre au milieu auquel appartenait le couple.

Des changements sans précédent surviennent tout au long du XIX^e siècle. Certains, qui s'amorcent dès les dernières décennies du XVIII^e siècle sous l'effet d'une croissance de la consommation, affectent le quotidien de la majorité; d'autres, plus englobants, ont trait aux transformations des structures démographique et économique (Hardy, 2001 : 7). Sous l'impulsion combinée de la croissance naturelle et de l'immigration, majoritairement anglo-saxonne, la population du Bas-Canada se multiplie par quatre entre 1790 et 1844 pour atteindre environ 697 000 habitants. Les effets de cette croissance se font sentir tant à la ville qu'à la campagne. Disponibilité des terres, emplois, salaires, religions, mœurs et, bien sûr, habitudes de consommation sont affectés. De nombreux travaux sur le niveau de vie et l'enrichissement collectif dans le premier tiers du XIX^e siècle le démontrent.

Entre les élites marchande et professionnelle qui bénéficient d'une augmentation quasi constante de leur niveau de vie et les habitants qui demeurent tributaires des aléas climatiques et environnementaux et des conditions du marché local et international (Hardy, 2001 : 8), c'est une pluralité de conditions d'existence qui dicte la vie quotidienne de tout un chacun.

Dans cet article, nous caractériserons certaines mutations de l'environnement matériel des populations et observerons les habitudes de consommation tout au long du XIX^e siècle. Cette démarche permettra de mettre en lumière les transformations d'ordre matériel engendrées par la transition au capitalisme industriel. Nous faisons dans un premier temps un bref survol de la méthodologie employée et des sources analysées. Dans un deuxième temps, nous examinons les transformations dans l'occupation de l'espace domestique. Nous pourrions ainsi nous pencher sur une possible amélioration des conditions d'existence, voire une véritable augmentation du niveau de richesse des populations du district de Trois-Rivières. Il sera finalement question de l'évolution des habitudes de consommation et d'utilisation du marché. Nous pourrions ainsi examiner l'émergence éventuelle de nouveaux modèles de consommation et la question de la mise en place de ce qui deviendra, plus tard au XX^e siècle, un véritable pouvoir d'achat.

L'historiographie, la méthodologie et les sources employées

Dans le large champ de l'histoire sociale, les actes notariés, et plus particulièrement les inventaires après décès, constituent une source incontournable pour les historiens et les anthropologues qui ont tenté de dresser un portrait des caractéristiques sociales et matérielles de certaines classes sociales à une époque bien précise, que ce soit de l'élite urbaine, des hommes de métier ou encore de la paysannerie. Ces travaux ont pris pour assise conceptuelle la culture matérielle, une notion permettant d'appréhender les phénomènes de distribution, de consommation et, surtout, d'appropriation individuelle ou collective des biens et des marchandises (Roche, 1997). Jean-Pierre Hardy (2001) en a fait le concept phare de sa vaste observation de la vie quotidienne dans la vallée laurentienne entre 1790 et 1835, affirmant qu'il permet de combiner à la fois l'étude des commodités matérielles et celle de leurs significations inhérentes, permettant ainsi de faire le lien entre objets et mentalités. L'intégration de ce concept dans notre approche permet ainsi une meilleure compréhension des multiples changements entraînés par l'essor du capitalisme industriel, notamment en ce qui a trait à la consommation de biens et aux transformations des habitations.

Par ailleurs, de nombreuses études portant principalement sur les régions de Montréal et Québec s'intéressent à la culture matérielle au tournant du XIX^e siècle et offrent

des assises solides pour comprendre les transformations des conditions d'existence des populations et des rapports culturels qu'elles entretiennent avec les objets du quotidien (Bervin, 1982 et 1983; Bouchard, 1994; Hardy, 1987, 1997 et 2001). Mais très peu, voire aucune, de ces études portent sur les dernières décennies du XIX^e siècle ou sur une société régionale comme la Mauricie et le Centre-du-Québec. Aucune ne s'attarde non plus à analyser les effets de la transition au capitalisme sur ces mêmes conditions d'existence.

Notre étude est circonscrite aux deux premières et aux deux dernières décennies du XIX^e siècle (1800-1820 et 1880-1900). Notre terrain d'enquête, le district judiciaire de Trois-Rivières, est un vaste territoire s'étendant jusqu'à la frontière américaine au début du XIX^e siècle. Amputé une première fois en 1831, puis à nouveau en 1857, le district est réduit au comté de Nicolet sur la rive sud et aux comtés de Saint-Maurice, Champlain et Maskinongé à la fin du siècle (Hardy et Séguin, 2004 : 297). Le corpus d'inventaires analysé a été composé par un échantillonnage en deux volets. Le premier volet a servi à cibler les inventaires produits pendant les deux périodes à l'étude. Un dépouillement exhaustif des index des greffes de notaires du district disponibles sur le site de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) a permis de répertorier 332 inventaires pour la période 1800-1820 et 470 inventaires pour la période 1880-1900. Le second volet d'échantillonnage a eu pour but d'obtenir un corpus de taille un peu plus raisonnable. Nous avons ainsi retenu deux inventaires sur cinq pour la première période (pour un total de 134) et un inventaire sur cinq pour la deuxième période (pour un total de 94). Par la suite, 25 inventaires ont été exclus du corpus complet parce qu'ils ont été produits en dehors du district ou parce qu'ils étaient tout simplement manquants des greffes.

Le traitement du corpus d'inventaires a été principalement de nature quantitative. En plus de relever les divisions entre les biens meubles et immeubles, nous avons porté une attention particulière aux divers types de biens meubles (la vaisselle, les vêtements, les outils de travail, les meubles fonctionnels, les luminaires, le cheptel, etc.), à la nature des dettes actives et passives et à la valeur totale du patrimoine. Ces informations, construites en variables, ont par la suite été comptabilisées et croisées entre elles, que ce soit en fonction du métier ou de la période, pour examiner, notamment, les transformations dans l'occupation de l'espace domestique et l'émergence de nouveaux modèles de consommation.

L'inventaire après décès «est une description des biens d'un défunt, délaissés après sa mort, laquelle se fait solennellement et par des officiers de justice [des notaires], pour maintenir les droits de tous ceux qui peuvent avoir intérêt, comme des créanciers, des héritiers, légataires et autres; et cet inventaire doit être fait à la réquisition des parties» (de Ferrière, 1752, t. 2 : 287), que ce soit

par le conjoint survivant, l'exécuteur testamentaire ou le tuteur des enfants mineurs. Bien que la loi n'exige pas la production d'un inventaire après décès, diverses situations peuvent le rendre nécessaire. D'abord, un inventaire permet aux héritiers de «justifier de leur bonne foi» (de Ferrière, 1752, t. 2: 287). L'inventaire permet également de voir l'état de la succession, «pour l'accepter ou y renoncer suivant ce que l'on juge à propos» (de Ferrière, 1752, t. 2: 288). Aussi, il est essentiel de recourir à l'inventaire après décès pour interrompre la communauté de biens entre l'individu décédé et le conjoint survivant. Si l'inventaire n'est pas produit dans le délai prescrit par la loi (trois mois après le décès), le conjoint survivant est réputé avoir accepté tacitement la communauté; celle-ci se continue entre le conjoint survivant et les enfants nés du mariage, avec de nombreux inconvénients, dont la responsabilité des dettes de la communauté (Paquet et Wallot, 1976: 177).

En règle générale, l'inventaire après décès contient une multitude d'informations de nature quantitative et qualitative. Outre les noms du défunt et du requérant et le lieu et la date de production, on retrouve dans les inventaires une description sommaire et la prise (l'estimation de la valeur) des biens mobiliers, une description des dettes actives et passives, une liste des actes notariés laissés par le défunt, une énumération des biens immobiliers, ainsi qu'une liste des biens personnels des époux (habits, linges, hardes) et des «biens propres» du survivant. Puisque les inventaires sont faits par des notaires en présence d'arbitres et de témoins choisis par la famille, le caractère public de l'acte et la présence d'un officier civil constituent généralement des garanties d'intégrité.

Ce type de sources présente toutefois quelques difficultés, voire quelques biais, dont il faut tenir compte. L'inventaire après décès a pour finalité le recensement en principe exhaustif des éléments qui composent le patrimoine mobilier et immobilier d'un ménage ou d'un individu. Toutefois, l'exactitude du relevé peut considérablement varier d'un inventaire à l'autre et selon le soin que le notaire porte à l'opération. Si certains notaires entrent dans les moindres détails, d'autres inventorient en vrac un ensemble d'objets (tous les ustensiles, par exemple) sans les distinguer. À cela s'ajoutent, d'une part, la prise des biens répertoriés qui est souvent laissée à la discrétion du notaire et, d'autre part, la difficulté à distinguer ce qui a été produit à domicile de ce qui a été acheté. Certains inventaires, s'ils ne sont pas carrément incomplets, demandent des recherches supplémentaires pour trouver certaines informations manquantes, comme l'âge au moment du décès et la profession du chef de famille. Un croisement avec les recensements canadiens de 1871, 1881 et 1891 ainsi que les registres paroissiaux a permis de combler partiellement ce manque.

Sans nécessairement affecter la fiabilité de l'acte, la question de l'âge introduit aussi un biais non négligeable.

En effet, des disparités peuvent ressortir de la comparaison entre l'inventaire d'un homme décédé dans la trentaine qui n'a pas encore établi ses enfants et celui d'un homme décédé dans la soixantaine qui a déjà donné ou vendu une partie de ses biens de son vivant. Le patrimoine de l'un peut paraître plus important que celui de l'autre parce que les deux hommes n'ont pas franchi les mêmes étapes du cycle de vie familiale. Il est aussi important de rappeler que l'inventaire après décès demeure un instantané du patrimoine au moment du décès et ne dresse en aucun cas un portrait complet de tous les biens possédés par un individu tout au long de sa vie.

Les transformations de l'espace domestique

Que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural, la maison remplit des fonctions concrètes et importantes. Elle est un abri contre les éléments et les variations saisonnières du climat; elle est un lieu de production domestique et de reproduction sociale (Martin, 1999: 2; Roche, 1997: 96). Témoin de la vie quotidienne des hommes et des femmes qui l'habitent, la maison paysanne du XIX^e siècle fait l'objet de nombreuses transformations d'ordre structurel et symbolique. Déjà à la fin du XVIII^e siècle, les couches inférieures de la société cherchent à imiter une manière «bourgeoise» de se loger qui privilégie le bien-être matériel, le confort et l'individualité (Hardy et Séguin, 2004: 503; Hardy, 2001; Martin, 1999).

La multiplication du nombre de pièces (entendues comme divisions internes) dans la maison est un indice probant des transformations structurelles de l'habitation entre le début et la fin du XIX^e siècle. Les changements en ce sens sont de deux ordres: d'une part, ceux qui affectent l'aire semi-publique de la maison et, d'autre part, ceux qui touchent les espaces privés réservés aux membres de la famille (Martin, 1999: 119). Les inventaires après décès permettent, dans une certaine mesure, de relever certaines de ces modifications de l'espace domestique.

Le **tableau 1** présente la répartition du nombre de divisions internes dans les demeures de 94 cultivateurs, soit la totalité des ménages paysans échantillonnés pour la période 1800-1820. Les maisons ne comptant aucune division interne dominant, représentant un peu plus de 63 % des occurrences¹. Les maisons comptant une à deux divisions arrivent au second rang avec 18 % et celles comptant trois ou quatre pièces représentent, quant à elles, 16 % des occurrences. Sauf exception, les sources indiquent que, lorsqu'une maison compte au moins trois pièces, une de ces pièces est généralement une chambre à coucher. Les divisions internes les plus communes en

1. Sans remettre en question la généralité de la maison sans division en milieu rural, précisons que les résultats obtenus ne sont pas absolus dans la mesure où il est possible que certains notaires n'aient pas jugé nécessaire de faire la nomenclature des pièces de la maison de manière systématique.

	DIVISIONS INTERNES				Total
	Aucune	1-2	3-4	5 et plus	
Nombre de maisons	60	17	15	2	94
Pourcentage	63,8%	18,0%	16,0%	2,1%	100%

Tableau 1 Répartition du nombre de divisions internes dans la maison des cultivateurs (1800-1820)
Sources: BANQ-TR/Fonds CN401, 94 inventaires des années 1800-1820.

	DIVISIONS INTERNES						Total
	Aucune	1-2	3-4	5-6	7-8	9 et plus	
Nombre de maisons	22	12	7	4	7	3	55
Pourcentage	40,0%	21,8%	12,7%	7,3%	12,7%	5,5%	100%

Tableau 2 Répartition du nombre de divisions internes dans la maison des cultivateurs (1880-1900)
Sources: BANQ-TR/Fonds CN401, 55 inventaires des années 1880-1900.

milieu rural dans les années 1800-1820 sont la cuisine, le grenier et la chambre, avec occasionnellement une salle ou un cabinet supplémentaire.

Selon Paul-Louis Martin (1999: 177), dès qu'augmente la superficie des maisons pour atteindre plus ou moins 30 pieds de long sur 28 pieds de large, on note l'addition d'une ou de deux pièces supplémentaires, appelées cabinets ou « petites chambres » et, après 1810, « chambres à coucher ». Sans grande surprise, les habitations comptant cinq pièces et plus sont plutôt rares dans la campagne du début du siècle. Seuls quelques cultivateurs plus aisés, comme François Couturier dit Verville de Saint-François-du-Lac (BANQ-TR/Fonds CN401 S31) dont la maison compte cinq pièces, semblent avoir sensiblement assimilé cette « manière bourgeoise » de se loger qui sépare plus nettement les aires publiques des aires privées.

L'absence complète de cloisonnement dans la maison peut être interprétée comme le signe d'une pauvreté matérielle inhérente ou, du moins, d'un environnement matériel rudimentaire. Dans certains cas, les cultivateurs et leur famille occupent un espace relativement restreint ne dépassant pas 200 pieds carrés et ne comptant aucune division interne. Par exemple, Antoine Trottier, Josephte Bronssard dit Langevin et leurs trois enfants mineurs occupent, au moment du décès du chef de famille, une maison d'une superficie de 196 pieds carrés (BANQ-TR/Fonds CN401 S45). Ces habitations unicellulaires n'offrent que bien peu d'espace aux membres de la famille et la répartition spatiale s'y organise autour du foyer, qui est le centre de la vie quotidienne (Martin, 1999: 71-72). C'est donc dans une seule et même pièce que se situe l'aire d'alimentation, de chauffage et d'éclairage et, parfois, de travail. Afin de déterminer dans quelle mesure la maison paysanne a subi des transformations internes en deuxième

période, nous avons fait le même exercice pour 55 cultivateurs, soit l'ensemble des ménages paysans échantillonnés pour les années 1880-1900 (voir **tableau 2**).

À l'instar des résultats obtenus pour la première période, on remarque que la maison sans division interne est encore largement représentée, signe de la persistance, peut-on croire, d'une large frange de très modestes familles de cultivateurs. Ce qui distingue les deux périodes, toutefois, c'est la multiplication relativement importante du nombre de divisions dans les habitations. En effet, un peu plus de 38 % des habitations rurales de la grande région trifluvienne comptent au moins trois pièces dans les dernières décennies du XIX^e siècle, contre seulement 18 % au début siècle.

Ces transformations structurelles se traduisent, d'une part, par une augmentation du nombre de chambres à coucher. La majorité des habitations paysannes ne comptent qu'une ou deux chambres à coucher. La demeure de Joseph Rivard, résident de Sainte-Flore, fait toutefois exception avec six chambres (BANQ-TR/Fonds CN401 S124). D'autre part, on constate un accroissement de l'aire semi-publique de la maison avec l'introduction de la salle d'entrée et du salon. Ces deux pièces, grandes absentes au début du siècle, sont présentes plus fréquemment pendant la période 1880-1900. Certaines habitations paysannes de la fin du siècle rivalisent donc avec celles des élites marchande et professionnelle du début du XIX^e siècle en ce qui a trait aux divisions internes. La maison de Maxime Loranger de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (BANQ-TR/Fonds CN401 S125) compte 11 pièces réparties sur deux étages. Ces divisions internes s'apparentent à celles que George Bervin (1982: 6-7) a recensées dans la demeure de trois marchands-négociants de la ville de Québec dans les années 1820.

MEUBLES FONCTIONNELS					
	Armoire*	Buffet	Coffre	Table	Chaise
1800-1820					
Nombre d'inventaires	29	51	95	100	103
Pourcentage	24,4 %	42,9 %	79,8 %	84,0 %	86,6 %
Moyenne	1,6	1,2	2,0	2,2	8,0
1880-1900					
Nombre d'inventaires	47	25	24	68	71
Pourcentage	55,9 %	29,8 %	28,6 %	80,9 %	84,5 %
Moyenne	1,8	1,3	1,5	3,2	13,9

Tableau 3 Proportion d'inventaires contenant des meubles fonctionnels selon la période

* Incluant les garde-manger. Sources: BANQ-TR/Fonds CN401, inventaires des années 1800-1820 et 1880-1900.

L'émergence d'une classe de cultivateurs aisés capables de commercialiser leur production agricole est certainement en cause dans ces transformations de l'espace domestique, confirmant l'existence d'inégalités parfois frappantes au sein de la paysannerie du district de Trois-Rivières.

Une augmentation du nombre de pièces dans la maison, particulièrement de celles qui sont rattachées à l'aire privée, contribue à définir de nouvelles pratiques en matière d'intimité. Puisque de nombreuses familles semblent avoir délaissé la coutume ancestrale de s'isoler en suspendant des rideaux autour du lit (Hardy et Séguin, 2004: 505), c'est un tout nouveau cadre de vie qui prend forme à la fin du XIX^e siècle.

Les habitudes de consommation

Lorsque le nécessaire est assuré, les moins pauvres des habitants peuvent se permettre d'agrémenter leur environnement en multipliant, à diverses échelles, les meubles² de rangement, les chaises, les tables, en ajoutant, ici et là, quelques objets décoratifs ou en faisant l'acquisition d'un instrument de musique. Signe d'un certain degré d'aisance financière et de réussite, ces biens dépassent généralement le cadre de la première nécessité et sont, à bien des égards, superflus³. Par l'analyse d'une catégorie de biens meubles, soit les meubles fonctionnels et

d'apparat, nous avons tenté de rendre compte de manière plus précise de l'émergence de nouveaux modèles de consommation et de rapport au marché tout au long du XIX^e siècle.

Certains meubles, essentiellement fonctionnels, font partie intégrante de l'environnement matériel des populations dès la fin du XVIII^e siècle. L'armoire, le buffet, le coffre, la table et les chaises sont de ceux-là (Hardy, 2001: 62). Qu'ils soient destinés au rangement ou à la sociabilité, ces meubles participent à leur manière à l'amélioration du bien-être matériel. Le **tableau 3** présente un survol de la proportion d'inventaires contenant des meubles fonctionnels selon la période et la moyenne d'articles par ménage qui en possède. De fait, la table et les chaises sont répertoriées dans environ 85 % des inventaires produits tant au début et qu'à la fin du siècle. C'est donc dire que riches et pauvres sont pourvus en meubles nécessaires à la prise des repas en commun et facilitant, lorsque l'occasion s'y prête, les rapports de sociabilité: 2 tables et 8 chaises en moyenne par famille au début du siècle, et 3 tables et 14 chaises en moyenne à la fin du siècle. Cette augmentation du nombre moyen de tables et de chaises suggère une certaine accumulation de la part des ménages.

Une différenciation non négligeable est cependant à noter quant au nombre de tables et de chaises possédées. Certains ménages, parmi les plus pauvres, se trouvent nettement sous la moyenne. C'est le cas, par exemple, de Jean-Baptiste Fleurie (BANQ-TR/Fonds CN401 S77) et Pierre Thiffault (BANQ-TR/Fonds CN401 S122), tous deux cultivateurs, chez qui on a respectivement inventorié une table et trois chaises et une table et quatre chaises. Chez les plus fortunés, le nombre de tables et de chaises va croissant, indice d'une certaine accumulation,

2. Précisons que les meubles ne sont pas toujours un signe de consommation. Certains habitants ou artisans les fabriquent eux-mêmes et, chez les plus modestes, ils ont d'abord une fonction utilitaire.
3. Ce qui distingue le superflu de l'essentiel est relatif au milieu. Une multiplication des biens peut être attribuable à une augmentation des besoins familiaux. De fait, il y a une différence entre une table (bien de première nécessité) et une bibliothèque en acajou (bien utile, mais d'apparat).

MEUBLES FONCTIONNELS					
	Horloge*	Sofa	Canapé	Commode	Chiffonnier
1800-1820					
Nombre d'inventaires	6	17	-	6	-
Pourcentage	4,9 %	13,8 %	-	4,9 %	-
Moyenne	1,3	1,2	-	1,3	-
1880-1900					
Nombre d'inventaires	54	23	19	31	22
Pourcentage	64,3 %	27,4 %	22,6 %	36,9 %	26,2 %
Moyenne	1,4	1,6	1,2	1,2	1,3

Tableau 4 Proportion d'inventaires contenant des meubles d'apparat selon la période

* Incluant les pendules. Sources: BANQ-TR/Fond CN401, inventaires des années 1800-1820 et 1880-1900.

voire d'une surcharge de meubles. On dénombre chez le médecin Joseph-Édouard-Alphonse Méthot 7 tables et 25 chaises (BANQ-TR/Fonds CN401 S119) et chez l'écurier Joseph-Claude Poulin de Courval 4 tables et 23 chaises (BANQ-TR/Fonds CN401 S31). L'armoire, le buffet et le coffre ne sont pas non plus répartis uniformément, mais demeurent les meubles de rangement les plus populaires au début du siècle. La majorité des ménages (87,4 %), qu'ils soient aisés ou non, possèdent au moins un meuble nécessaire au rangement. Les sources indiquent cependant une modification dans la manière de ranger à la fin du siècle. Le buffet et le coffre, moins répandus dans les inventaires de la période 1880-1900, semblent avoir cédé le pas à l'armoire et, comme nous le verrons, à certains autres meubles d'apparat. Cette diversification laisse entrevoir une amélioration des conditions d'existence.

Un signe éloquent de la transformation de l'environnement matériel des populations entre le début et la fin du XIX^e siècle est l'apparente hausse de popularité des meubles d'apparat. Bien sûr, le meuble d'apparat ne sert pas exclusivement à décorer; il est la plupart du temps tout à fait fonctionnel et son apparence, son style et les ornements qui l'embellissent ont parfois bien peu de liens avec sa fonction (Hardy, 2001 : 63).

Le tableau 4 présente la proportion d'inventaires contenant des meubles d'apparat selon la période ainsi que la moyenne d'articles par ménage qui en possède. Sans parler d'une véritable généralisation, un plus grand nombre de ménages possèdent un ou plusieurs meubles d'apparat à la fin du siècle. Certains de ces meubles, comme le fauteuil, le sofa et le canapé, participent non seulement au bien-être et au confort, mais aussi à la sociabilité des membres de la famille. Sièges confortables d'abord prisés par les élites, le sofa et le canapé semblent

s'être taillé une place dans un nombre grandissant de résidences tout au long du XIX^e siècle. Bien que la moyenne du nombre de sofas par foyer demeure relativement constante entre les deux périodes, la proportion de ménages qui possèdent au moins un sofa ou un canapé passe de 13,8 % au début du siècle à 40,5 % à la fin du siècle. Il est toutefois important de noter que le sofa du marchand n'est pas celui de l'artisan ou du cultivateur. Le cultivateur Michel René dit Cottenette, résident de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, possède un sofa inventorié avec une paillasse, des draps et une courtepoinette (BANQ-TR/Fonds CN401 S35). Cette combinaison suggère que certains sofas étaient utilisés en remplacement de la couchette et servaient davantage au repos qu'à la sociabilité.

À mi-chemin entre le coffre et l'armoire, la commode tient son nom de la nouvelle commodité d'ouverture par tiroirs (Mathieu, 1984 : 4). Bien qu'elle soit présente dans certaines résidences en milieu rural dès les premières décennies du XIX^e siècle, la commode ne semble être adoptée par une plus vaste part de la population, peut-être en remplacement du coffre, que vers la fin du siècle. Généralement plus modeste que celle des élites, la commode du cultivateur est typiquement faite d'un bois mou, comme le pin. Les notaires sont avares de détails quant à la facture de ce type de meuble, qui est évalué entre 0,50 \$ et 12 \$ pendant la période 1880-1900. Cette variation dans la prisée laisse croire que certaines commodes se distinguent des autres, certes par leur taille, mais aussi par leur style, leurs matériaux et leur degré d'usage. Dans les inventaires de la période 1880-1900, la présence du chiffonnier, un haut meuble étroit à tiroirs superposés, est un autre signe de la transformation des habitudes de rangement. Avec la commode, ce meuble

concurrence le coffre dans la mesure où 48,8 % des ménages comptent au moins l'un ou l'autre parmi leurs biens mobiliers. C'est donc un environnement matériel en changement qui se dessine à la fin du XIX^e siècle, un environnement qui accueille la nouveauté et la diversité.

On dit que le temps a été l'une des obsessions du XVIII^e siècle et que, de ce fait, les instruments conçus pour le mesurer, comme le cadran, la pendule et l'horloge, se sont alors répandus (Hardy, 1997 : 135). Au Canada, outre chez les élites, cette préoccupation prend du temps à se généraliser. La lecture du **tableau 4** indique que la situation semble avoir bien peu changé sur le territoire du district de Trois-Rivières dans les premières décennies du siècle suivant. Or, avec l'avènement de l'industrialisation, c'est une toute nouvelle conception du temps, dictée par le travail et les échanges commerciaux, qui s'impose progressivement. Il n'est donc pas surprenant de constater que 64 % des inventaires de la deuxième période contiennent au moins une horloge ou une pendule. L'horloge est un meuble dont la fonction ornementale est indéniable et dont la valeur varie considérablement en fonction de la qualité de son cadran et de sa gaine. La pendule, plus petite, est généralement déposée sur le tablier de la cheminée ou accrochée au mur. Que ce soit chez les mieux nantis ou chez les plus humbles, avec l'horloge et la pendule, c'est la modernité et un nouvel ordonnancement du temps qui s'invitent dans les foyers.

Conclusion

Malgré les omissions et les non-dits des inventaires après décès, les données récoltées permettent de tirer certaines conclusions quant aux transformations inhérentes aux conditions d'existence au XIX^e siècle. De l'analyse des transformations de l'habitation paysanne, il ressort que la restructuration de l'espace interne, déjà amorcée à la fin du siècle précédent, se poursuit et s'affirme à la fin du XIX^e siècle. L'augmentation du nombre de pièces laisse présager de nouvelles utilisations, plus spécialisées peut-être, de l'espace domestique. Alors que la maison du monde préindustriel ne fait que peu ou pas de distinction entre le milieu de vie et le milieu de travail, celle de la fin du XIX^e siècle, à la manière de celle des élites, sépare plus nettement les aires publiques des aires privées. À ces grands changements correspondent donc de nouvelles façons d'habiter. Pour bien des ménages paysans, la pratique de s'isoler en suspendant des rideaux ou des draps autour des lits semble bel et bien chose du passé. Ces changements structurels se conjuguent à une recherche de confort.

L'analyse de l'évolution des habitudes de consommation a, quant à elle, mis en évidence de nouveaux modèles de consommation, aussi embryonnaires soient-ils. Bien évidemment, ces nouvelles pratiques ne peuvent être associées à « société de consommation » telle qu'on l'entend aujourd'hui. Il s'agit tout de même d'une forme

de consommation liée à l'acquisition de biens dépassant le cadre de la première nécessité. De fait, les meubles fonctionnels et d'apparat se retrouvent, à la mesure de leurs moyens financiers, chez ceux et celles qui désirent afficher leur réussite. Ceux qui atteignent un certain degré de richesse n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes goûts et ne recourent pas aux mêmes attributs pour s'accorder un peu de confort ou pour afficher un rang social. La fin du siècle voit une transformation des habitudes de rangement; on délaisse le coffre et le buffet au profit de nouveaux meubles d'apparat, comme la commode et le chiffonnier. Les changements notés sont, à bien des égards, énonciateurs de transformations plus profondes encore qui se poursuivront tout au long du XX^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites

Fonds de la Cour supérieure, district de Trois-Rivières, greffes des notaires (CN401) disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Trois-Rivières (dorénavant BANQ-TR/Fonds CN401).

Source imprimée

DE FERRIÈRE, Claude-Joseph (1752). *La science parfaite des notaires ou Le parfait notaire: contenant les ordonnances, arrests & réglemens rendus touchant la fonction des notaires, tant royaux qu'apostoliques*. Vol. 2, Paris.

Études

BERVIN, George (1982). «Espace physique et culture matérielle du marchand-négociant à Québec au début du 19^e siècle (1820-1830)». *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, n° 14, p. 1-18.

BERVIN, George (1983). «Environnement matériel et activités économiques des conseillers exécutifs et législatifs à Québec, 1810-1830». *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, n° 17, p. 45-62.

BOUCHARD, Dominique (1994). «La culture matérielle des Canadiens au XVIII^e siècle: analyse du niveau de vie des artisans du fer». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 4, p. 479-498.

HARDY, Jean-Pierre (1983). «Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850». *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, n° 17, p. 63-94.

HARDY, Jean-Pierre (1987). «Quelques aspects du niveau de richesse et de la vie matérielle des artisans de Québec et de Montréal, 1740-1755». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 3, p. 339-372.

HARDY, Jean-Pierre (1997). *La naissance du confort ou La mutation de la vie quotidienne dans la vallée du Saint-Laurent (1790-1835)*. Thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal.

HARDY, Jean-Pierre (2001). *La vie quotidienne dans la vallée du Saint-Laurent*. Sillery: Septentrion et Musée canadien des civilisations.

HARDY, René, et Normand SÉGUIN (dir.) (2004). *Histoire de la Mauricie*. Québec: Les Éditions de l'IQRC et Les Presses de l'Université Laval.

MATHIEU, Jocelyne (1984). «Le mobilier contenant. Traitement comparatif Perche-Québec, d'après des inventaires de biens après décès des XVII^e et XVIII^e siècles». *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, n° 20, p. 1-18.

MARTIN, Paul-Louis (1999). *À la façon du temps présent: trois siècles d'architecture populaire au Québec*. Québec: Presses de l'Université Laval.

PAQUET, Gilles, et Jean-Pierre WALLOT (1976). «Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX^e siècle: préliminaires à une analyse». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, n° 2, p. 163-221.

ROCHE, Daniel (1997). *Histoire des choses banales: naissance de la consommation dans les sociétés traditionnelles (XVII^e-XIX^e siècles)*. Paris: Fayard.



Le Montreal Local Council of Women et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste

Entre identités et marginalisations, 1893-1914

Par **Geneviève Béliveau**, étudiante à la maîtrise
en histoire à l'Université de Montréal

Dans le Montréal du tournant du XX^e siècle, les femmes fédérées autour des deux principales associations féminines et féministes, à savoir le Montreal Local Council of Women (MLCW) et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), cherchent à agir sur la ville industrielle. Elles visent à améliorer les conditions de vie de la population montréalaise et, en particulier, des femmes, de même qu'à embellir et optimiser la ville en cette période de transformations rapides. Alors que les études concernant ces associations se sont concentrées davantage sur les aspects sociaux et politiques de leurs actions que sur leurs dimensions urbaines (voir entre autres: Baillargeon, 2012, 2019; Lavigne et Pinard, 1983) et que l'histoire urbaine de Montréal présente peu

l'influence des femmes sur le tissu matériel de la ville (voir entre autres: Dagenais, 2000; Linteau, 2017; Robichaud, Bérubé et Fyson, 2014), mes recherches mettent de l'avant l'action spécifique des femmes bourgeoises de Montréal sur les développements urbains, qu'elles justifient en mobilisant une identité multi-facette. Dans une perspective similaire à celle qui a été adoptée dans l'ouvrage collectif *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal* (Bradbury et Myers, 2005) et tirant inspiration des travaux de Maureen Flanagan (2002) et Sarah Deutsch (2000), je m'intéresse aux modifications matérielles, comme la construction de nouveaux bâtiments, l'aménagement de parcs et d'espaces de jeu, l'enjeu du logement ainsi que les améliorations au parc immobilier

aux niveaux technique, hygiénique et esthétique. Cet article vise à exposer l'appareil discursif et théorique qui permet de comprendre comment ces Montréalaises en viennent à justifier leurs actions sur et dans la ville. Ces réflexions s'ancrent dans une compréhension phénoménologique de l'agentivité qui débouche sur une matérialité expérientielle et subjective et s'inspirent des travaux de Karine Hébert (1997), Elizabeth Kirkland (2011), histoire Germain (1981) et Sarah Schmidt (1996). En émane une identité à la croisée du maternalisme et du réformisme qui permet à ces Montréalaises d'agir sur leur environnement urbain en reprenant certains des codes qui, autrement, servent la marginalisation des femmes et leur enfermement dans les rôles de mères et d'épouses. Cette réflexion théorique est nourrie des recherches que j'ai pu effectuer dans les archives à ce jour, plus précisément dans les rapports annuels, de 1893 à 1914, du MLCW, dans lesquels nous retrouvons l'allocution de sa présidente et de courts rapports d'activités de ses comités, la revue mensuelle *Le Coin du feu*, fondée et dirigée par Joséphine Marchand-Dandurand et qui agit comme relais journalistique des préoccupations des femmes montréalaises entre 1893 et 1896, ainsi qu'une partie des procès-verbaux du bureau de direction de la FNSJB, de leur deuxième congrès et de quelques rapports qui nous sont parvenus par leurs fonds d'archives, entre 1906 et 1914. Ces sources montrent que les femmes utilisent effectivement un discours maternaliste pour justifier leurs interventions sur le tissu matériel de la ville, qui s'inscrivent dans des préoccupations réformistes. Après avoir présenté brièvement la manière dont j'utilise les concepts d'agentivité et de matérialité au cœur de mon projet, je montrerai comment ces femmes du MLCW et de la FNSJB s'inscrivent consciemment dans une identité qui réhabilite des codes marginalisants en combinant les idéologies maternaliste et réformiste. Ce cadre théorique et discursif met au jour des tensions entre une identité négociée à même une marginalité et une identité qui à son tour marginalise. Je présenterai finalement quelques projets que mes dépouillements ont mis en lumière et dans lesquels les femmes qui nous concernent déploient cette identité.

Agentivité et matérialité

Les travaux de Diana Coole (2005) et de Beth A. Robertson (2019) permettent d'envisager l'agentivité de façon phénoménologique. Il s'agit de comprendre ce concept comme une fonction humaine de base qui comporte des degrés dont la portée est modélisée par les conditions environnementales, sociales, politiques, économiques qui sont présentes dans la vie des individus, plutôt que de voir l'agentivité comme un attribut qui serait binaire – soit nous en avons, soit nous n'en avons pas (Coole, 2005). Dans une perspective historique, Robertson propose de laisser à nos sujets la liberté de

nous montrer comment leur agentivité s'exprime plutôt que de tenter de discerner une agentivité déterminée d'avance, qui par ailleurs « conforms to highly gendered historical constructions of rationality and autonomy » (Robertson, 2019: 131). Cette perspective me permet de considérer les femmes auxquelles je m'intéresse comme des agentes, malgré qu'elles n'aient pas formellement accès aux pouvoirs politiques formalisés par l'État et sans non plus qu'elles en aient besoin. De même, elle rend possible l'agentivité de ces femmes, malgré une adhérence claire aux idéologies libérales-bourgeoises et religieuses qui portent des discours pouvant autrement restreindre les rôles des femmes. Ce processus d'agentivité subjective engage toutefois en retour des dynamiques de pouvoir particulières, sur lesquelles nous reviendrons. Parce qu'elle s'inscrit dans l'intersubjectivité et la corporalité – l'agentivité émergeant de nos environnements –, cette approche me permet d'envisager la matérialité comme un concept utile pour comprendre comment des personnes interagissent avec leurs milieux et comment des identités peuvent émerger dans ces interactions. Ce rapport matériel se rapproche de l'analyse de Michèle Dagenais (2014) concernant le déploiement du pouvoir de l'administration municipale par ses interventions sur la matière dans l'espace et le territoire montréalais. Dagenais fait valoir que c'est en agissant sur l'environnement quotidien et matériel des habitants et habitantes de la ville, notamment le réseau d'aqueduc et l'aménagement des parcs, que l'administration montréalaise développe et justifie son autorité sur le territoire. En accord avec les réflexions de Bradbury et de Myers (2005) sur l'émergence d'une agentivité propre à l'interaction des individus avec leurs milieux, je considère que c'est d'abord en habitant la ville et en étant en contact quotidien avec celle-ci que les femmes bourgeoises regroupées autour des associations fédérées vont se permettre et se sentir justifiées d'agir dans et sur Montréal, en mobilisant principalement les idéologies maternaliste et réformiste.

Maternalisme et ville

Les grandes associations fédératives féminines de Montréal s'appuient sur l'idéologie maternaliste pour justifier leurs actions, comme le démontrent le mémoire de Karine Hébert (1997), *Une organisation maternaliste au Québec: la fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (1900-1940)* et la thèse d'Elizabeth Kirkland (2011), *Mothering Citizens: Elite Women in Montreal, 1890-1914*. Ces études révèlent, d'une part, comment la FNSJB mobilise un discours maternaliste dans ses luttes et, d'autre part, comment les femmes de l'élite montréalaise ont créé une identité à la croisée du maternalisme et de la citoyenneté, en se retrouvant dans leurs identités de classe bourgeoise et de genre. Le discours identitaire que les femmes du MLCW et de la FNSJB mettent de l'avant s'appuie sur les rôles féminins de maternité et de domesticité prescrits

par l'idéologie des sphères séparées, qui définit le domaine public – politique, économique, discursif – comme un espace réservé aux hommes et le domaine privé – famille et foyer – comme un espace proprement féminin (Hébert, 1997 et Kirkland, 2011). Si cette idéologie paraît largement acceptée par ces femmes, comme en témoigne leur mobilisation du discours maternaliste, on sait cependant qu'elle n'avait pas une prise absolue sur les comportements sociaux ni sur l'occupation de l'espace (Bradbury et Myers, 2005: 5). De même, l'adoption de ce discours sur la place des femmes leur permet de se penser et de se projeter dans l'espace dit public. Cette citation de Marie-Joséphine Gérin-Lajoie, bien qu'elle soit externe à la période étudiée, illustre la conceptualisation d'une porosité des mondes privé et public (Hébert, 1997: 10): «Hélas! nous ne le savons que trop: le foyer bien clos, c'est une légende sans réalité: tous les foyers ont des fenêtres sur le dehors et, quand l'air du dehors est délétère, ceux qui sont dans la maison peuvent en souffrir, ils en peuvent mourir» (BANQ-Numérique/La Bonne Parole/mars 1922). Cette porosité, avec l'usage que les associations font du maternalisme, leur permet de conceptualiser la ville et ses habitants et habitantes comme des extensions naturelles de la famille et du foyer. C'est en mobilisant leurs rôles de mères et de gestionnaires du foyer pour se les réapproprier que les femmes de l'élite vont justifier leurs interventions et considérer qu'elles peuvent contribuer aux développements urbains (Hébert, 1997 et Kirkland, 2011). Julia Parker Drummond, présidente du MLCW, évoque le glissement famille-société à l'occasion de la troisième rencontre annuelle du Conseil en 1897:

She who does not love her own with a special devotion, to whom her home, her own home, is not most sacred and most dear, can have but a shadowy realization of the wider human affections, for it is from the sense of the peculiar ties of the family that the sentiment of the universal brotherhood has sprung (cité dans Kirkland, 2011: 35).

Il semble que le glissement s'opère aussi dans la perspective matérielle, c'est-à-dire de leur maison vers la ville. D'abord, dans le second rapport annuel, la présidente appelle les femmes à se concentrer sur l'extérieur, pour le bien de l'intérieur, comme le souligne la citation suivante:

Unless we learn to merge merely personal considerations in the larger contemplation of the general good, unless we widen our knowledge of the social questions that are pressing for solution to-day [...] the sin and sorrow of that outer world which we have not learned to recognize as, in a wider sense our home, will creep into that little world so dear to us, that home which we have lived and would have died to shield (BANQ-Montréal/Fonds P653).

Ensuite, l'expérience des femmes de l'élite en rapport avec leurs propres maisons se reflète dans leur manière de définir leur action dans et sur la ville. Les maisons

des familles de l'élite montréalaise impressionnaient par leur richesse et leur stature (Kirkland, 2011: 41), ce que les femmes des associations semblent vouloir répliquer pour Montréal, lorsqu'elles comparent la ville à New York et Paris (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/février 1894) et qu'elles proposent des améliorations pour rehausser le prestige de la ville au moyen de son architecture ou de l'art urbain (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/février 1894). De même, le soin que ces femmes de l'élite mettent dans leurs propres maisons, notamment en ce qui concerne la construction et la décoration (Kirkland, 2011: 52-53), la fonctionnalité, la gestion des domestiques chargés de l'entretien et la réception d'événements sociaux (Kirkland, 2011: 93-98), trouve écho dans les projets qu'elles pilotent ou appuient à l'échelle de la ville. On retrouve dans les sources du MLCW et de la FNSJB plusieurs projets qui touchent, entre autres, à la construction de nouveaux immeubles, à l'entretien du parc immobilier et des voies de circulation, à la ventilation et à la qualité des matériaux ainsi qu'à l'art et à l'esthétisme. Par ailleurs, il se dégage des rapports du MLCW un sentiment de fierté à l'égard de Montréal, qui témoigne d'un attachement à l'espace que ces Montréalaises occupent et habitent. Cet attachement est visible entre autres par l'utilisation du possessif «our city» dans le discours du MLCW, comme l'exemplifie cette citation extraite d'un discours sur les enfants en situation de handicap: «what, if anything, was being done for such afflicted ones of our city» (BANQ-Montréal/Fonds P653). Il apparaît ainsi que les femmes qui agissent au sein des associations montréalaises se pensent en tant que mères et justifient de cette façon leurs interventions sur et dans leur ville, qu'elles considèrent comme une extension de leurs propres maisons.

Réformisme

Si les liens entretenus par le MLCW et la FNSJB avec les organisations réformistes à Montréal n'ont pas fait l'objet d'une étude en soi, Annick Germain (1981), dans sa thèse sur les mouvements sociaux de réforme urbaine à Montréal, évoque de nombreux points de rencontre. D'abord, les femmes de la FNSJB et du MLCW appartiennent au même groupe social que les réformistes, membres des couches bourgeoises et professionnelles, avec lesquels elles partagent des liens familiaux et conjugaux (Germain, 1981: 62 et 117). Ensuite, il y a entre les associations féminines et les organisations mixtes de réforme une similitude d'enjeux. Germain en recense quelques-uns qui recourent le mouvement réformiste, à savoir le mouvement pour la ville belle, l'hygiénisme, la purification morale de la vie urbaine, le bien-être social, les problèmes liés à l'enfance ainsi que l'efficacité de l'urbanisme (Germain, 1981: 47 à 51). Mon examen des rapports annuels du MLCW et des publications et procès-verbaux de la FNSJB confirme que les projets

de ces associations recouper les mêmes intérêts que ceux qui sont associés plus largement au mouvement réformiste. En outre, le dépouillement des rapports annuels du MLCW, la thèse de Kirkland (2011) et celle de Germain (1981) semblent indiquer qu'il y avait de très bonnes relations entre les femmes des associations et les organisations réformistes, notamment avec la City Improvement League. Ces indices de l'identification des femmes de la FNSJB et du MLCW au mouvement réformiste permettent de penser que ces femmes avaient un pouvoir d'action et qu'elles cherchaient activement à en faire usage. Le fait qu'elles étaient fréquemment sollicitées par des organisations réformistes pour collaborer à leurs objectifs, comme c'est le cas lorsque la Citizen's Association demande au MLCW de faire sortir le vote réformiste des femmes ayant accès au suffrage municipal (BANQ-Montréal/Fonds P653), donne à penser qu'elles sont prises au sérieux et qu'on les considère en mesure d'exercer un pouvoir dans la ville. L'identité maternaliste semble ainsi s'accompagner d'un réformisme, qui est d'ailleurs explicitement revendiqué. Dans le second rapport annuel du MLCW, la présidente, Drummond, relate ainsi les raisons évoquées pour justifier l'existence du Conseil: «When our Council was first formed, and all men were asking, What is it for? and some said "Women's Rights" and others said "Reform"» (BANQ-Montréal/Fonds P653). Cette identité réformiste fait aussi état de la reprise des codes de la marginalisation pour le compte d'une capacité d'action sur la ville, notamment par l'approche de la morale, domaine d'action des mères dans l'idéologie des sphères séparées. Plus spécifique à l'action concertée des réformistes, l'idée de la complémentarité des sexes, aussi promue par les sphères séparées, est reprise par les femmes des grandes associations (Kirkland, 2011: 75-76). Cette reprise de la complémentarité est clairement explicitée par Drummond dans son adresse de clôture du congrès du National Council of Women en 1896:

not because women are better than men (oh! Foolish comparison!), but because, as I have said, only their combined judgement can solve the problems of this complex world... so it is with the man and the woman, who also in their perfect union are the type and expression of that unity which is the ultimate principle of all things, a unity which implies the differences which it harmonizes and transcends (cité dans Kirkland, 2011: 76).

L'identité réformiste que les femmes du MLCW et de la FNSJB appuient sur la logique maternaliste, en reprenant ici aussi des codes qui servent leur marginalisation dans l'espace privé pour se projeter dans le public, contribue à l'affirmation d'une capacité d'action et une légitimation de celle-ci.

Une identité qui marginalise

Ce discours à partir duquel les femmes des associations peuvent se réclamer d'une capacité d'action s'appuie cependant sur la marginalisation d'autres femmes. Il paraît nécessaire d'insister sur les dynamiques de pouvoir qui existent entre ces femmes bourgeoises et blanches des associations montréalaises dans leurs rapports avec les autres femmes de la ville. Le discours maternaliste et réformiste qu'elles mobilisent est attaché à un système de valeurs bourgeois, qui comprend des dynamiques propres à la classe et à la «race» (Kirkland, 2011; Schmidt, 1996). De fait, les femmes des classes populaires sont marginalisées par le discours sur la femme dans la famille qui émane de considérations culturelles et idéologiques bourgeoises et qui dicte les comportements bons et moraux, particulièrement en ce qui concerne la fonction maternelle et le comportement des jeunes filles (Schmidt, 1996: 123; Kirkland, 2011: 298). Schmidt démontre que c'est dans une optique de contrôle social que les femmes du Parks' Protective Association – qui deviendra la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA), fédérée au MLCW – s'opposent au projet de tramway sur le mont Royal, en mobilisant des arguments classistes et genrés qui édictent la nécessaire protection des mères bourgeoises et l'éloignement des individus à comportements indésirables, comme les jeunes couples populaires (Schmidt, 1996: 34, 40-41 et 103-104). De même, Tamara Myers (2006) montre comment les femmes de la bourgeoisie participent au contrôle social et moral des «jeunes délinquantes» et à leur évacuation de certains espaces dans la ville. Plus encore, les citations rapportées ci-dessus de Gérin-Lajoie et Drummond en rapport avec le glissement privé-public font état de leur préoccupation à l'égard des possibles effets négatifs des mauvaises conditions de vie et de l'immoralité que l'on retrouve à l'extérieur sur leur foyer bourgeois. Il y a donc aussi une dimension de protection de leurs propres modes de vie face aux dangers perçus comme émanant des couches populaires, qui est par ailleurs une des motivations mentionnées par Schmidt (1996) derrière la volonté de contrôle de l'espace des réformistes. Concernant les dynamiques raciales, les femmes non blanches sont marginalisées par un discours sur la «race» qui priorise l'identité culturelle blanche et occidentale. Notamment, ce discours hiérarchise les immigrants et immigrantes selon le degré de succès envisagé de leur intégration à la nation canadienne (Kirkland, 2011: 303-304). Plus crucialement, les deux associations agissent dans une optique d'avancement de la «race» canadienne-française (BANQ-Montréal/Fonds P120) et de «home-mak[ing] for the race» (BANQ-Montréal/Fonds P653), soulignant le caractère exclusif de l'agentivité dont elles se réclament. Cette exclusion à la fois explicite et implicite, avec la volonté d'agir pour leur communauté, est parmi les raisons menant à la fondation du Coloured Women's Club de Montréal (CWCM) en

1902, dans ce qui est aujourd'hui la Petite-Bourgogne (Este, Sato et McKenna, 2017: 90). Le CWCM ne sera pas fédéré aux deux grandes associations examinées dans cet article durant la période étudiée, malgré des vocations similaires d'aide et de réforme (Este, Sato et McKenna, 2017: 90). Le CWCM constitue ainsi un exemple de résistance sociale à l'ordre auquel les femmes du MLCW et de la FNSJB souscrivent, précisément en s'associant et en travaillant à l'amélioration des conditions de vie au sein de leur communauté (Este, Sato et McKenna, 2017: 91). De même, les populations autochtones sont pratiquement absentes dans les archives consultées. Une des rares mentions à leur égard, par ailleurs indirecte, sert justement à conforter l'action des femmes blanches et bourgeoises auprès de la société. Ces dernières sont comparées aux premières femmes de la Nouvelle-France, dont les vertus d'abnégation et de don de soi dans leur action missionnaire et prosélyte sont exaltées, passant sous silence les violences coloniales à l'endroit des populations autochtones qu'on venait supposément sortir de la misère (BANQ-Numérique/La Bonne Parole/mai 1913). Ainsi, dans la définition de l'identité des femmes du MLCW et de la FNSJB, il est nécessaire de considérer leurs positions subjectives de bourgeoises et de blanches, au même titre que leur maternalisme et leur réformisme, comme piliers à partir desquels elles arrivent à agir dans et sur la ville.

Mobilisation de l'identité et actions sur et dans la ville

Le dépouillement des archives du MLCW et de la FNSJB a permis de mettre au jour plusieurs projets pilotés ou appuyés par ses membres qui comportent une ou plusieurs dimensions matérielles auxquelles ma recherche s'intéresse. J'ai choisi de répartir ces dimensions en deux grands ensembles: le premier réfère à des projets faisant état des préoccupations pour les éléments structurels de la ville, comme le bâti, les parcs et le logement; le second rassemble les projets qui se préoccupent plutôt de l'entretien ou l'embellissement de la ville. Chacun à leur manière, ces projets témoignent des facettes de l'identité que les femmes bourgeoises des associations montréalaises mobilisent dont il a été jusqu'ici question. Dans le premier ensemble de projets, on retrouve d'abord des propositions pour de nouvelles constructions. L'ouverture de nouveaux hôpitaux afin de mieux répondre aux besoins de la population préoccupe fréquemment les femmes des associations. L'appui au Maternity Hospital, dont le MLCW salue l'ouverture et exalte la modernité des installations (BANQ-Montréal/Fonds 653), rend bien les dimensions de son engagement. À côté de préoccupations à la fois maternalistes pour le soin des mères et réformistes pour le progrès, on retrouve l'idée de la mère «respectable». Il y a aussi la volonté d'ouvrir de nouvelles écoles pour soutenir le développement de la ville, parfois pour former à l'esthétisme et à l'architecture (BANQ-

Montréal/Fonds P653), parfois pour offrir une formation technique qui préparerait adéquatement la jeunesse au monde du travail (BANQ-Montréal/Fonds P653). Ces projets évoquent, entre autres, l'idée que les mères occupent une place privilégiée dans l'éducation de leurs enfants, idée qui est ici appliquée à l'ensemble de la prochaine génération. L'aménagement de parcs et de terrains de jeu sont d'autres projets appartenant à la catégorie des éléments structurels. Face à l'urbanisation rapide, les femmes de l'élite souhaitent que soient réservés des espaces verts pour la détente, la récréation et le jeu (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/février 1894). L'idée d'un esprit sain dans un corps sain motive pour beaucoup ces projets, engageant les dimensions maternaliste et réformiste. Le mémoire de Sarah Schmidt (1996) démontre que ce sont aussi des lieux contrôlés et de contrôle qui engagent des discours sur la classe et la «race», à travers notamment le choix de l'emplacement de ces espaces et la récréation supervisée qui véhicule des normes de l'élite anglo-saxonne. On retrouve aussi des préoccupations pour le logement, notamment pour les ouvrières, à qui l'on propose des établissements comme le Patronage D'Youville (BANQ-Montréal/Fonds P120) ou le Working Girls Hotel (BANQ-Montréal/Fonds P678) dans le double but maternaliste et réformiste de préserver des dangers de la ville et de leur offrir un logement adéquat qui respecte un certain niveau d'hygiène de base (BANQ-Montréal/Fonds P120). Les projets qui relèvent davantage de l'embellissement, l'entretien ou l'amélioration de structures existantes, s'inscrivent surtout dans l'idée réformiste de la ville belle et de la ville saine, qui évoque particulièrement bien le maternalisme des femmes des associations. Il y a des projets relevant de l'esthétisme, comme les graines qui sont fournies aux enfants des classes populaires pour embellir leurs maisons avec des plantes et des fleurs (BANQ-Montréal/Fonds P653), la décoration florale pour orner les lieux de culte (BANQ-Montréal/Fonds P120) ou encore l'art urbain (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/mai 1895). Attachés à cet aspect de l'esthétisme, on retrouve des projets qui tiennent de la mémoire matérielle et publique. La FNSJB va, par exemple, considérer appuyer financièrement l'érection d'un monument à la mémoire de Dollard des Ormeaux (BANQ-Montréal/Fonds P120). Ce projet qui vise le renforcement de l'identité et la présence canadienne-française dans l'espace public constitue un exemple qui s'inscrit dans la marginalisation raciale, Dollard étant une figure qui évoque aussi la colonisation et la violence à l'égard des peuples autochtones (Gordon, 2001: 109 et 115). La dimension de la ville saine, quant à elle, rejoint des considérations pour l'hygiène. On retrouve ainsi des demandes en faveur de l'inspection des conditions matérielles dans les usines (BANQ-Montréal/Fonds P653), dans les boutiques (BANQ-Montréal/Fonds P653) et dans les écoles médicales (BANQ-Montréal/

Fonds P653) pour lesquelles on réussit à faire nommer des inspectrices, appelées à faire respecter les règlements et à proposer des améliorations. La ventilation, l'éclairage et la qualité des installations sanitaires font partie des préoccupations qui reviennent fréquemment dans les rapports des inspectrices et des associations. Finalement, nous retrouvons des projets et des préoccupations visant les conditions de la ville. Certains relèvent de conditions sanitaires, comme la propreté des rues (BANQ-Montréal/Fonds P653) ou encore la pollution de l'air (BANQ-Montréal/Fonds P653). D'autres s'inscrivent dans un aspect physique, comme l'enjeu de l'absence des descentes de trottoirs (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/avril 1894). Ce dernier, qui touche plus particulièrement les femmes enceintes ou avec enfants et les personnes à mobilité réduite, exemplifie comment l'identité de genre des femmes des associations oriente leurs préoccupations. Ces projets, et d'autres encore, ont été sélectionnés non seulement pour les dimensions matérielles qui en ressortent, mais aussi parce qu'ils évoquent particulièrement bien les mécanismes discursifs dont les femmes du MLCW et de la FNSJB se servent pour justifier et promouvoir leur action dans et sur la ville.

Conclusion

Mes recherches à ce jour font ressortir le fait que les membres de la FNSJB et du MLCW négocient une identité revendicatrice qui reprend certains codes servant leur marginalisation. Savoir si la reprise de ces codes constitue une stratégie délibérée ou l'expression de considérations identitaires réelles est une autre question. Le fait est que le langage qui est utilisé dans les communications officielles des associations se sert des idées de la maternité attachées à la famille et au foyer pour projeter et justifier l'action des femmes sur les développements urbains. Cette agentivité emprunte des tactiques et des avenues similaires à celles des hommes réformistes, tout en permettant aux femmes des associations montréalaises de conserver une indépendance quant aux projets qu'elles souhaitent mener à bien et qui sont nourris par leurs interactions spécifiques avec la ville, en lien avec leurs rôles et fonctions de mères et gestionnaires de foyer. L'identité mobilisée par ces femmes inclut aussi des discours marginalisant sur la classe et la « race » qui, comme leur maternalisme et leur réformisme, informent les projets qu'elles souhaitent mener à bien et comment ils doivent l'être. Ces dernières considérations soulèvent enfin la nécessité de se demander quelle ville les femmes du MLCW et de la FNSJB travaillent à développer en mobilisant leur identité maternaliste et réformiste, pour qui et ce qu'elles lèguent dans le tissu matériel de la ville.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

FONDS D'ARCHIVES DE LA FÉDÉRATION NATIONALE SAINT-JEAN-BAPTISTE (P120) disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal (BANQ-Montréal/Fonds P120).

FONDS D'ARCHIVES DU MONTREAL LOCAL COUNCIL OF WOMEN (P653), *Annual Reports and Year Books* (S3 SS1 D1) disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal (BANQ-Montréal/Fonds P653).

FONDS D'ARCHIVES DE L'IMPERIAL ORDER DAUGHTERS OF THE EMPIRE (P678) disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal (BANQ-Montréal/Fonds P678).

REVUE *LA BONNE PAROLE*, mars 1913 à 1958, disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec numérique (BANQ-Numérique/La Bonne Parole/date).

REVUE *LE COIN DU FEU*, janvier 1893 à décembre 1896, disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec numérique (BANQ-Numérique/Le Coin du feu/date).

Études

BAILLARGEON, Denyse (2019). *Repenser la nation: l'histoire du suffrage féminin au Québec*. Montréal: Remue-ménage.

BAILLARGEON, Denyse (2012). *Brève histoire des femmes au Québec*. Montréal: Éditions du Boréal (coll. « Brève histoire »).

BRADBURY, Bettina, et Tamara MYERS (ed.) (2005). *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal: a collection of essays by the Montreal History Group*. Vancouver: UBC Press.

BRADBURY, Bettina, et Tamara MYERS (2005). « Introduction: Negotiating Identities in Nineteenth- and Twentieth-Century Montreal », dans Bettina Bradbury et Tamara Myers (ed.), *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal: a collection of essays by the Montreal History Group*. Vancouver: UBC Press, p. 1-21.

COOLE, Diana (2005). « Rethinking Agency: A Phenomenological Approach to Embodiment and Agentic Capacities », *Political Studies*, vol. 53, n° 1, p. 124-142.

DAGENAIS, Michèle (2014). « Saisir les ressorts de la gouvernance urbaine par sa matérialité: Montréal dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La gouvernance montréalaise: de la ville frontière à la métropole*. Montréal: Éditions MultiMondes (coll. « Cahiers de l'Institut du patrio- moine de l'UQAM »), p. 43-55.

DAGENAIS, Michèle (2000). *Des pouvoirs et des hommes: l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*. Montréal: McGill-Queen's (coll. « Administration publique canadienne »).

DEUTSCH, Sarah (2000). *Women and the City: Gender, Space, and Power in Boston, 1870-1940*. New York: Oxford University Press.

ESTE, David, Christa SATO et Darcy MCKENNA (2017). «The Coloured Women's Club of Montreal, 1902-1940. African-Canadian Women Confronting Anti-Black Racism», *Canadian Social Work Review/Revue canadienne de service social*, vol. 34, n° 1, p. 81-99.

FLANAGAN, Maureen (2002). *Seeing with their Hearts: Chicago Women and the Vision of the Good City, 1871-1933*. Princeton & Oxford: Princeton University Press.

GERMAIN, Annick (1981). *Mouvements sociaux de réforme urbaine à Montréal, de 1880 à 1920*. Thèse de doctorat (sociologie), Université de Montréal.

GORDON, Alan (2001). *Making Public Pasts: The Contested Terrain of Montreal's Public Memories, 1891-1930*. Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press.

HÉBERT, Karine (1997). *Une organisation maternaliste au Québec, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (1900-1940)*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal.

KIRKLAND, Elizabeth (2011). *Mothering Citizens: Elite Women in Montreal 1890-1914*. Thèse de doctorat (histoire), Université McGill.

LAVIGNE, Marie, et Yoland PINARD (dir.) (1983). *Travailleuses et féministes: les femmes dans la société québécoise*. Montréal: Boréal express (coll. «Études d'histoire du Québec»).

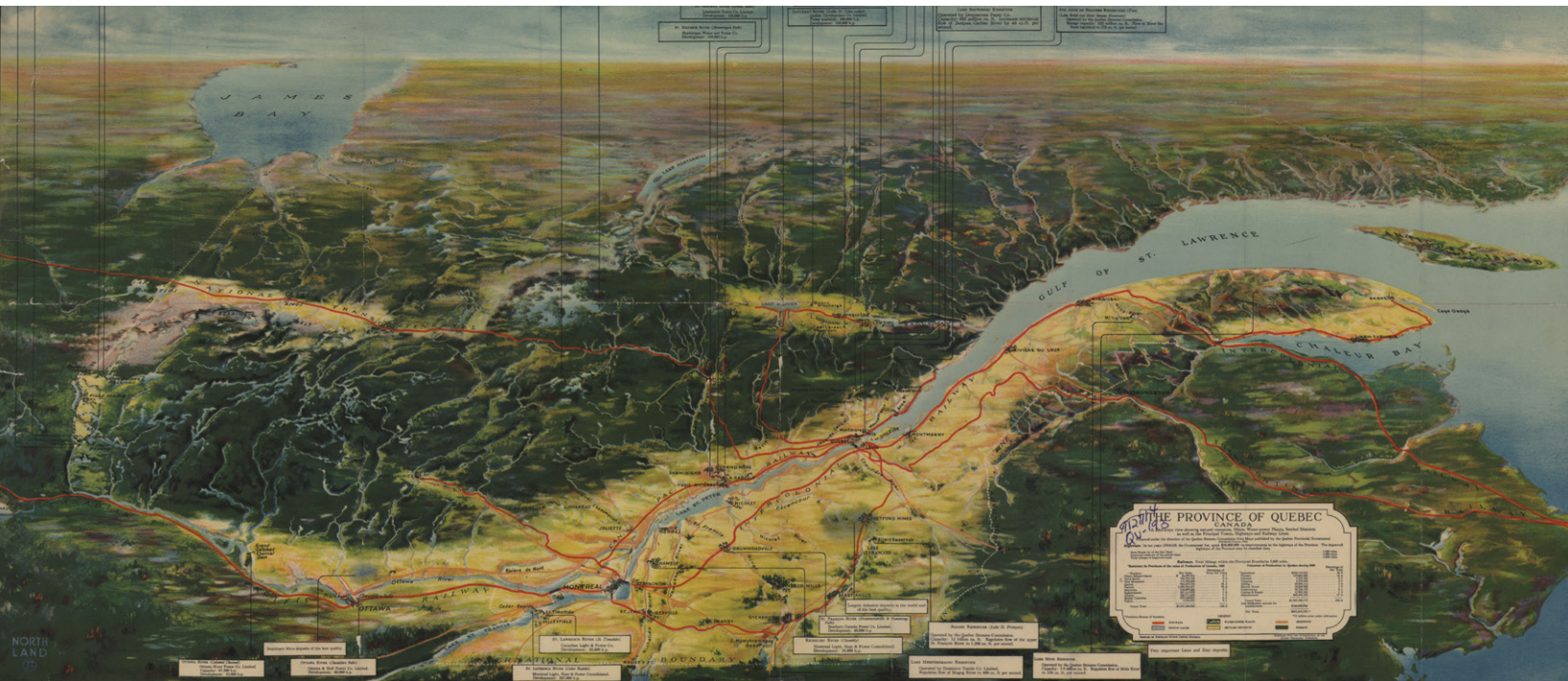
LINTEAU, Paul-André (2017). *Une histoire de Montréal*. Montréal: Éditions du Boréal.

MYERS, Tamara (2006). *Caught: Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*. Toronto: University of Toronto Press (coll. «Studies in Gender and History»).

ROBERTSON, Beth A. (2019). «Performative (Ir)rationality: Rethinking Agency in Canadian Histories of Gender, Religion, Reason, and Beyond», dans Nancy Janoviček et Carmen Nielson (ed.), *Reading Canadian Women's and Gender History*. Toronto: University of Toronto Press (coll. «Studies in Gender and History»), p. 130-150.

ROBICHAUD, Léon, Harold BÉRUBÉ et Donald FYSON (dir.) (2014), *La gouvernance montréalaise: de la ville frontière à la métropole*. Montréal: Éditions MultiMondes (coll. «Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM»).

SCHMIDT, Sarah (1996). *Domesticating Parks and Mastering Playgrounds: Sexuality, Power and Place in Montreal, 1870-1930*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill.



La formation de villes papetières au Québec à travers l'analyse morphologique

Entre planification centralisée et initiatives locales, 1880-1950

Par **Maxime Nadon-Roger**, étudiant à la maîtrise en sciences de l'architecture à Université Laval

Les pâtes et papiers sont considérés comme le secteur le plus dynamique au Canada à la fin du XIX^e siècle (Fortier, 1996: 21). Son déclin actuel conteste l'avenir des sites spécialisés qui étaient autrefois, pour la plupart, à la périphérie des villes et qui sont maintenant relativement centraux. Entre 1805 et 2020, 125 établissements papetiers sont édifiés au Québec. En 2001, 62 étaient en exploitation, tandis qu'en 2020 il n'en restait que 38 (figure 1) (Gilbert, 2015¹; MEQ, 2001). Doit-on effacer toutes traces sur ces espaces en friche ou faut-il plutôt les

sauvegarder comme un patrimoine matériel et immatériel symbolique de la construction du Canada moderne? Comment comprendre et encadrer la transformation du tissu spécialisé lorsque l'usine perd de l'importance et, plus encore, lorsqu'elle ferme? D'une part apparaît la requalification de la friche industrielle et, de l'autre, la friche urbaine s'impose dans le quartier désormais sans raison d'être.

Cette étude vise la caractérisation urbaine et architecturale de seize milieux de vie édifiés entre 1880 et 1930 au Québec. Les industries papetières ont parfois généré et d'autres fois stimulé le développement des quartiers urbains limitrophes à l'usine. Outre la compréhension du processus de production de l'espace qui informe

1. Les données de Gilbert (2015) ont été actualisées par l'auteur en validant si les établissements en exploitation en 2015 l'étaient toujours en 2020.

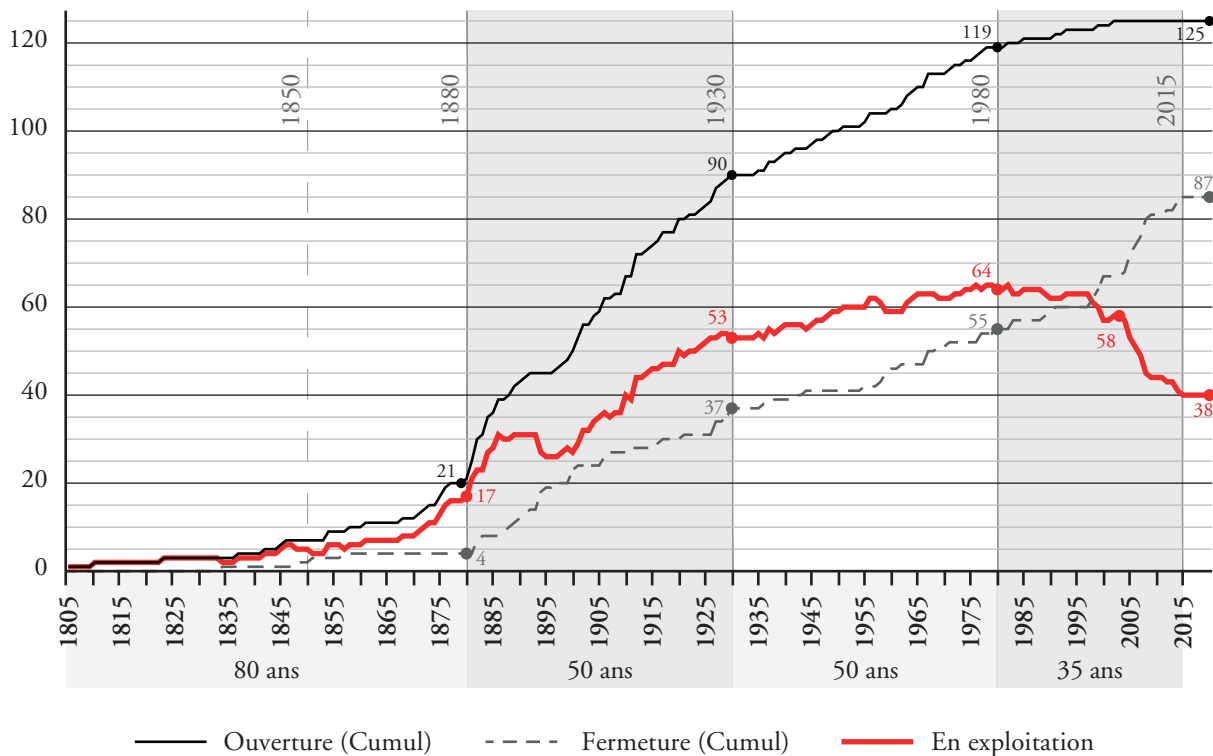


Figure 1 Évolution du nombre d'usines de pâtes et papiers en exploitation, des fermetures cumulatives et des ouvertures cumulatives au Québec entre 1805 et 2015
Source : Gilbert, 2015.

architectes et urbanistes, l'objectif est d'explorer comment la morphologie urbaine peut compléter l'analyse sociale, économique et politique sur l'industrialisation liée à la deuxième révolution industrielle au Québec. Est-ce que les papetières entraînent une forme typique d'urbanisation associée aux «villes de compagnie» ou, au contraire, présentent-elles plusieurs cas de figure nous informant sur la genèse de la ville québécoise dans la première moitié du XX^e siècle? Ces informations doivent guider les professionnels de l'aménagement pour pouvoir mieux y intervenir.

L'article se déploie en trois temps. Nous aborderons d'abord le cadre d'analyse à la fois conceptuel, contextuel et méthodologique. Ensuite, l'approche historico-descriptive permettra de situer la genèse de l'industrie papetière au Québec et, finalement, une approche davantage géographique vise à combler les lacunes d'une histoire de la planification des villes industrielles au Canada ayant priorisé les cas exceptionnels plutôt que les exemples plus récurrents.

Les relations entre industrie et urbanité

Un cadre conceptuel : l'établissement industriel

La relation entre l'établissement industriel et le milieu urbain, à travers la géographie historique, fait référence à des «villes de compagnie», des «villes d'entreprise», des «villes-usines» et, d'autres fois, des *corporate town*, des *resource town*, des *frontier town*, ou même simplement des villages ouvriers. La littérature ne présente pas de définition commune, mais peut-être existe-t-il, en effet, plusieurs formes de dépendances entre industrialisation et urbanisation. Certaines industries consolident une ville existante, d'autres sont géographiquement très éloignées en milieu rural ou forestier et demandent de créer la ville de toutes pièces. Certaines de ces agglomérations indépendantes sont le produit d'un seul industriel, tandis que d'autres sont celles de plusieurs entrepreneurs regroupés de façon progressive. Dans tous les cas, elles sont étroitement liées aux conditions structurelles : l'accès à une ressource première à mettre en valeur – matérielle ou humaine, la relation avec les réseaux d'exportation et la

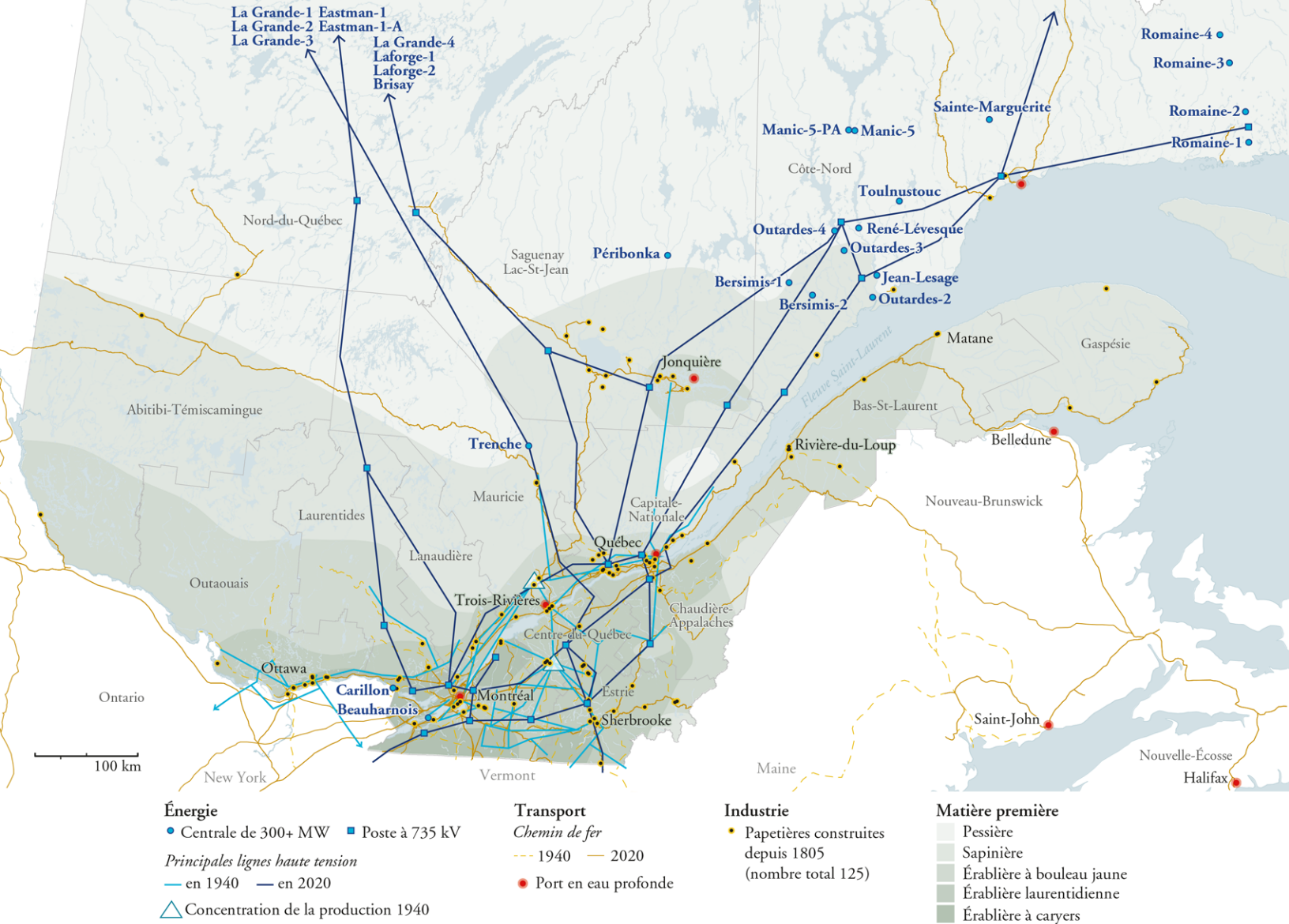


Figure 2 Carte synthèse montrant le croisement entre les variables structurelles territoriales et la géolocalisation des 125 établissements papetiers édifiés au Québec depuis 1805

Source: Par l'auteur, à partir de sources diverses (Dales, 1957; Dion, 1981; Gilbert, 2015; Hydro-Québec, 2015; Lloyd, 1925; MERNQ, 2019).

proximité d'une source d'énergie. La figure 2 montre une synthèse des trois variables territoriales ayant structuré l'implantation de l'industrie sur le territoire depuis plus d'un siècle. Il est possible d'observer sur cette carte la concentration de réseaux d'infrastructures le long de la voie maritime du Saint-Laurent.

Récemment, le géographe français Simon Edelblutte (2018a) proposait une synthèse comparée entre la littérature francophone, anglophone et germanique, de part et d'autre de l'Atlantique. Il observe que les industries légères et manufacturières sont situées plus dans les centres urbains, là où se concentrent marché, main-d'œuvre et réseau de distribution. Lorsque le procédé industriel est lourd et très dépendant des ressources naturelles d'un territoire, les établissements ont tendance à prioriser l'avantage territorial face aux milieux urbains établis. Il faut alors faire venir une main-d'œuvre spécialisée de l'extérieur et les industries adaptent leur niveau de planification en fonction des ressources locales. Les industries fondées sur l'extraction de ressources, comme

les alumineries, les mines et les papeteries, en sont des cas d'espèce.

Il est dès lors possible de distinguer deux typologies dans les formes territoriales autour de l'organisme en question: la «ville industrielle» et la «ville-usine» (Edelblutte, 2018b). Les Nord-Américains utilisent «ville de compagnie» ou *company town* pour définir ce que les géographes européens nomment «ville-usine». Le terme «ville de compagnie» sera retenu dans cette étude. En complément à ces deux types, le géographe français propose de distinguer deux stratégies urbaines: les villes de compagnie planifiées et non planifiées.

La ville industrielle

Le premier type traite de l'implantation d'une industrie contiguë à un établissement humain préexistant. Bien qu'une présence proto-industrielle ait favorisé l'arrivée d'une entreprise, cette dernière tend à s'installer en périphérie des noyaux centraux. La formation de tissus urbains distincts est composée d'une trame souvent

autonome des quartiers anciens et caractérisés par une architecture propre.

Dans certains cas, il est possible de confondre ce type de ville avec le modèle suivant en raison de transformations importantes que la compagnie engendre dans les quartiers originaux. Edelblutte évoque les exemples européens de Roubaix, Turin, Manchester et Dunkerque (Edelblutte, 2018b : 6) qui rappellent au Québec les cas de Trois-Rivières, Hull et Québec. L'industrie devient partie intégrante de l'organisme urbain préexistant et prend en charge la nouvelle structure de la ville. Il devient parfois difficile de distinguer le tissu ancien des quartiers conçus spécifiquement pour l'usine.

La ville de compagnie

Le deuxième type fait référence à une ville conçue dans le but de rentabiliser la force de travail que sont les travailleurs au profit d'une économie locale centralisée autour de rendement d'une entreprise (Galantay, 1975; Garner, 1984). Cela a conduit des compagnies prospères à créer des villages, à agir en tant que promoteurs et banquiers et, en outre, à veiller à ce que les travailleurs et leurs familles soient divertis, soignés et éduqués. Dans certains cas, un seul industriel met à profit l'extraction d'une ressource, comme à Témiscaming et à Arvida au Québec ou, par exemple, à Saltaire en Angleterre. Dans d'autres cas, des industries se rassemblent à proximité d'un atout particulier. L'énergie hydroélectrique offerte à Shawinigan Falls dès 1898 en est un exemple, attirant des industries énergivores à la source, telles que l'électrometallurgie et les pâtes et papiers.

Ce type d'établissement industriel entraîne souvent une forme de « villes industrielles planifiées » (Fortier et collab., 1996). Ces villes nouvelles proposent une forme de contrôle, de paternalisme et une trame urbaine ordonnée en contraste avec le caractère inhospitalier des milieux naturels. On met à profit des espaces vierges près d'une ressource à exploiter et moins densément peuplés, sans égard au régime politique, en Sibérie comme en Amérique (Edelblutte, 2018b : 8). À cet effet, un urbanisme rationalisé contrôle l'urbanisation comme un corolaire de l'industrie.

Malgré la présence de ces projets industriels et urbains hautement planifiés, on constate la présence de villes de compagnie au développement organique, là où l'industrie n'est pas, ou peu, intervenue sur le dessein urbain et architectural (Edelblutte, 2018b : 7). On observe une variété de contrôles de la planification, constatant en milieu souvent rural ou agricole une forme parfois très spontanée (Del Biondo et Edelblutte, 2016). De plus, la dimension temporelle peut compliquer notre lecture : un milieu industriel et urbain peut être planifié de manière centralisée pendant une période, pour ensuite être confié aux acteurs locaux et vice-versa (Paşcu, 2018).

L'analyse du plan « pour la ville » versus celui « de la ville »

Dans le contexte québécois, on compte quelques travaux sur la ville industrielle publiés à partir des années 1990. Ils portent sur l'histoire sociale en s'intéressant aux archétypes synonymes de progrès. L'étude des villes papetières a révélé que ces cas sont plutôt des exceptions que des cas exemplaires : Arvida (Igartua, 1996; Morisset, 1998), Riverbend (Côté, 1994), Shawinigan (Bellavance, 1994; Bellavance et Guérard, 1993; Dupont, 1982), Témiscaming (Trépanier, 1996). Or, ces recherches ont peu traité les logiques spatiales ayant guidé la planification urbaine et les choix architecturaux.

L'ouvrage intitulé *Énergie et aménagement : villes industrielles planifiées* (Fortier et collab., 1996) présente le contexte de l'exposition du même nom organisée par le Centre canadien d'architecture (CCA) et analyse les villes de Shawinigan Falls, Témiscaming et Arvida en tant qu'étude de cas. Quatre auteurs sont historiens et le cinquième est géographe. Le propos est moins d'analyser la forme urbaine et architecturale que de tirer un discours positiviste lié à l'histoire de la planification et au développement de la modernité. On analyse le projet derrière la planification (« plan pour la ville ») et l'on conteste accessoirement l'avenir de ces milieux de vie en déclin (« plan de la ville »). L'attention porte sur la « valorisation » de ces milieux, première étape de la « patrimonialisation » qui exige de rendre exceptionnels les objets étudiés. Ces analyses négligent les récurrences des processus territoriaux, urbains et architecturaux.

Cadre méthodologique : une combinaison d'approches

Cette recherche explore le croisement de l'approche historico-descriptive et celle historico-géographique (Kropf, 2017) pour mieux saisir la relation entre industrie et urbanité. La morphologie urbaine porte sur l'étude des milieux bâtis et des processus de genèse et de transformation. La recherche est menée de manière cohérente selon les « quatre échelles dimensionnelles concurrentes » de Caniggia et Maffei (2000) : édifice, tissu urbain, organisme urbain et territoire. Cette analyse-ci est à l'échelle de l'organisme urbain et consécutive à l'analyse territoriale présentée au colloque virtuel du CIEQ en mars 2021.

La forme urbaine est en constante transformation, elle est fondamentalement dynamique. Selon l'échelle de ses composantes, leur inertie diffère (Romice et collab., 2020 : 26-29). Le temps nécessaire pour traverser les quatre étapes du processus de formation et transformation des établissements humains – implantation, consolidation, récupération et restructuration (Caniggia et Maffei, 2000) – varie selon le niveau hiérarchique de la composante. L'analyse aux différentes échelles est un outil puissant du point de vue morphologique, mais également historique, sociale et politique, afin de comprendre le passé et ainsi de mieux intervenir sur le présent.

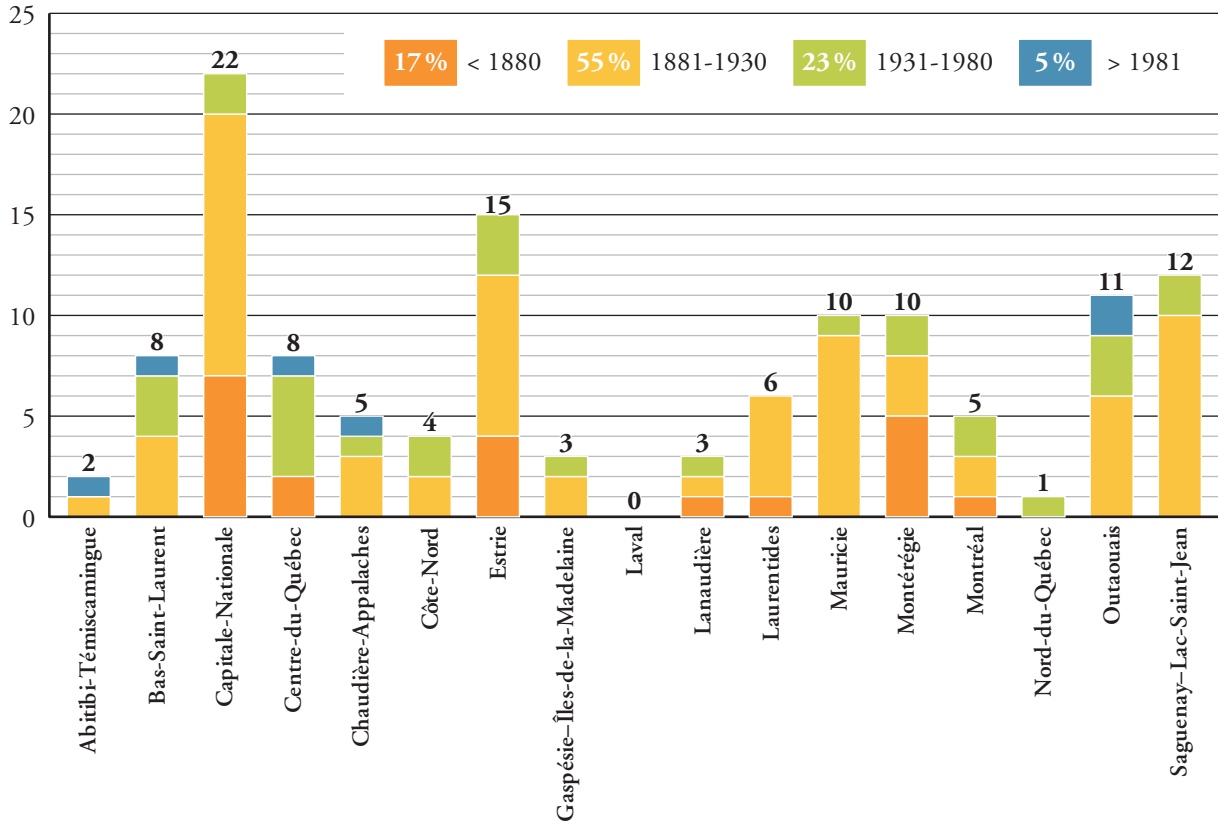


Figure 3 Distribution régionale par période d'étude à partir des régions administratives de 2015 (basé sur Gilbert, 2015)
 Source: D'après Gilbert, 2015.

Période et objet d'étude

L'analyse territoriale a permis de reconnaître, dans les grandes phases de développement de l'industrie (Gilbert 2015), des mutations importantes au sein des trois conditions structurelles: l'énergie, le transport et la ressource première (Nadon-Roger, 2021). La période de construction des usines retenue dans la recherche (1880-1930) se traduit par un processus industriel en voie d'unification et d'urbanisation avec des caractéristiques communes. La croissance favorisera le regroupement des pulperies et papeteries dans de grands ensembles industriels (Charland, 1990).

Premièrement, l'approche descriptive tente d'expliquer la genèse de l'industrie à travers le rôle des conditions structurelles qui soutiennent à la fois les projets de papetière et le développement urbain. Il s'agit de reconnaître les «avantages initiaux» ayant favorisé le développement papetier au Québec (Muller, 1977). Deuxièmement, l'approche géographique (Oliveira, 2019) a inspiré des méthodes associées au *town-plan analysis* (M. P. Conzen, 2018; M. R. G. Conzen, 1960). L'analyse comparée vise l'analyse synchronique de deux variables: le système parcellaire industriel et le périmètre d'urbanisation vers 1950. Cela intègre au moins un cycle de vie utile

(25 à 30 ans) suivant la construction de l'usine, mais peu avant la démocratisation de l'automobile individuelle.

L'échantillonnage urbain est intentionnel (n = 16, N = 125) et répond à quatre critères afin d'assurer sa représentativité: premièrement, l'année de construction; deuxièmement, la disponibilité des sources cartographiques; ensuite, la distribution régionale représentative de la répartition historique et, finalement, une variété d'études de cas en milieux urbains et ruraux. Les seize cas sont répartis dans quatorze villes.

Sources et documentation

Les cartes topographiques du Système national de référence cartographique (SNRC) ont permis de reconstituer les limites de l'urbanisation à l'époque voulue. Les atlas d'assurance incendie de type Goad permettent de dimensionner sommairement les usines. Avec leur précision relative, les ortho-photographies de la Base de données sur les photographies aériennes (BDPA), largement réalisées à l'échelle nationale dans la période d'après-guerre, ont permis de limiter le vide cartographique que pouvaient représenter les atlas pour certaines villes.

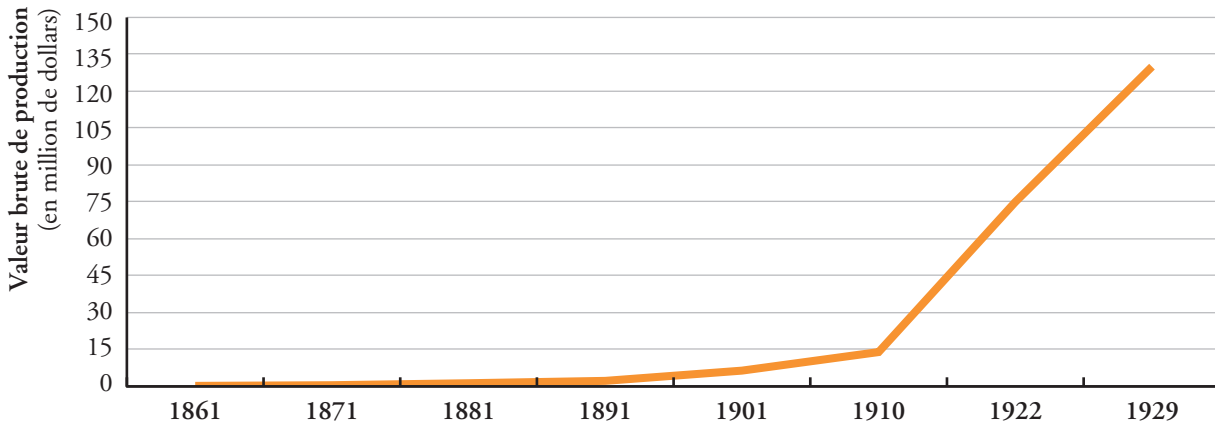


Figure 4 La valeur brute de la production des pâtes et papiers au Québec entre 1861 et 1929 (Roby, 1976: 267, cité dans Dion, 1981: 15).

Source: D'après Roby, 1976: 267, cité dans Dion, 1981: 15.

L'industrie papetière au Québec: genèse et conditions structurelles

La genèse d'une industrialisation fondée sur la ressource

Il est possible de synthétiser la genèse de l'industrie papetière au Québec selon cinq grandes étapes (Brouillette, 1944; Charland, 1990; Gilbert, 2015). Bien qu'une longue tradition de coupe de bois marque le Québec, la fabrication de pâtes et papiers sur le territoire débute en 1805 (figure 3). Pendant les 50 premières années, la majeure partie des établissements sont de petite envergure, suivent des pratiques artisanales et sont situés dans le triangle reliant les villes de Québec, Montréal et Sherbrooke. La production de papier fin est destinée au marché intérieur.

À partir de 1850, le bois devient une matière première à travers le procédé de pâte mécanique qui passe par le déchiquetage de la fibre dans les pulperies. Cet avantage relatif du Québec devient plus décisif après 1880. L'industrie se transforme avec la production en grande quantité, rendue possible par «l'industrie chimique, les moteurs à propulsion, le perfectionnement des procédés hydrauliques de production d'énergie» (Charland, 1990: 26). L'électrification des entreprises facilite une production de masse. Le krach de 1929 engendre une consolidation de l'industrie et une série de regroupements industriels. Finalement, depuis 1980, on observe des changements liés aux méthodes de communication et de transport qui ont modifié les conditions de production, affectant les besoins et l'origine de la demande.

L'industrie papetière comme vecteur d'industrialisation s'impose à partir de 1880 avec la deuxième génération d'établissements papetiers. Ces usines sont construites sur la base de capitaux souvent étrangers, principalement américains. Les larges complexes industriels nécessitent une importante masse ouvrière et intègrent la production à la fois de pâtes et de papiers, autrefois distincts. Selon

Charland, la Laurentide Pulp Company à Grand-Mère, construite en 1887, est le premier établissement de cette génération au Québec. Au début, les pulperies dominent en raison du procédé simple de fabrication d'un produit semi-brut. Toutefois, des changements structurels et les bénéfices liés à l'exportation d'un produit fini vont favoriser la production de papier intégrant la pâte à partir des années 1900.

On voit alors apparaître plusieurs grands complexes papetiers, entre autres à Shawinigan (1902), à Val-Jalbert (1902), à La Tuque (1910), à Kénogami (1912), à Trois-Rivières (1912, 1920 et 1920), à Témiscaming (1920), à Alma (1925), à Dolbeau (1926), à Québec (1928) et à Masson-Angers (1930).

La figure 4 montre la valeur brute de la production des pâtes et papiers avant la période de croissance et jusqu'à la crise de 1929 (Brouillette, 1944: 203). On remarque que c'est à partir de 1881 qu'une croissance effrénée s'installe jusqu'à la crise. Entre 1891 et 1901, la valeur croît de 180 % et, entre 1901 et 1910, de 116 %. Au cours des dix années suivantes, les données montent en flèche (416 %) et continuent de monter plus modestement (73 %) jusqu'au krach de 1929.

Les conditions structurelles: le Québec versus l'est des États-Unis

Les avantages naturels du Canada prennent un nouvel élan au début du XX^e siècle. L'Ontario impose un embargo sur l'exportation du bois de pulpe en 1900, permettant au Québec de prendre une large part des exportations vers les États-Unis. Pendant une dizaine d'années, jusqu'en 1911, année où le Québec impose la même réglementation, la province profite judicieusement de ce commerce de bois et forge une relation étroite avec ses clients américains (Dion, 1981). En réponse à l'embargo, les entreprises états-uniennes en profitent pour se procurer de larges



Belgo Paper Co à Shawinigan entre 1912 et 1955
BANQ-Rosemont-La-Petite-Patrie, CP 021164 CON.

territoires sur lesquels ils ont des droits de coupe protégés, s'assurant une matière première à prix compétitif. De plus, maintenant incapables d'alimenter en bois leurs usines au sud de la frontière, les compagnies investissent au Québec dans la construction de complexes monofonctionnels industriels afin d'exporter un produit semi-fini ou fini. Selon Brouillette (1944: 193), la capacité de construire des usines à proximité d'une ressource première abondante et d'une force hydraulique importante a permis à l'industrie canadienne – surtout québécoise – de l'emporter sur la concurrence américaine.

Plusieurs facteurs d'ordre politico-économique ont fait croître rapidement l'industrie papetière au Québec au tournant du XX^e siècle. La croissance de la demande américaine en papier journal a alimenté la forte capitalisation des usines québécoises. En plus de la baisse importante en matière ligneuse dans l'est des États-Unis, la consommation américaine dépassait sa capacité de production, vu l'augmentation du nombre de lecteurs avec une forte immigration et une natalité élevée conjuguées aux progrès de l'alphabétisation (Charland, 1990: 134). De plus, on abolit le tarif douanier sur le papier journal à l'aube de la Première Guerre mondiale, favorisant une production bon marché tout en restant connectée par chemins de fer aux pôles économiques (Kuhlberg, 2015).

Ainsi, outre les avantages naturels, un ensemble de décisions coordonnées ont encouragé les investissements dans de nouvelles usines. C'est ce qui permet au Québec

de développer cette industrie d'exportation à l'échelle mondiale, avec des investissements britanniques et européens, comme dans le cas de la Belgo à Shawinigan. La transformation de la pulpe en papier permet la production d'un produit fini de grande valeur et offre du travail industriel au Québec à une main-d'œuvre qui s'exilait en Nouvelle-Angleterre dans le dernier quart du XIX^e siècle (Charland, 1990: 88-89).

Le développement urbain, conséquence de l'extraction de la ressource, rappelle les logiques de la ville coloniale (King, 1985). L'investissement est stratégique autant dans l'emplacement des usines et des infrastructures d'exportations que dans l'effort consenti pour le développement urbain. Or, le coût de la ressource, de l'énergie et du transport pèse lourd sur la distribution territoriale.

La ville industrielle: un étroit calcul cout-avantage

Bien que l'archétype de la ville de compagnie ait été étudié de façon à présenter le «paternalisme industriel» comme un contrôle absolu d'une compagnie sur ses travailleurs, la littérature le présente comme une forme d'autocratie exercée sur l'ensemble du milieu. Mais qu'en est-il lorsque l'effet urbain d'une industrie est négligeable sur le milieu résidentiel?

Effectivement, Témiscaming, Shawinigan et La Tuque sont relativement conformes à cet archétype, mais sont loin d'être des cas récurrents. À vrai dire, il s'agit d'occurrences marginales dans le corpus des villes papetières:

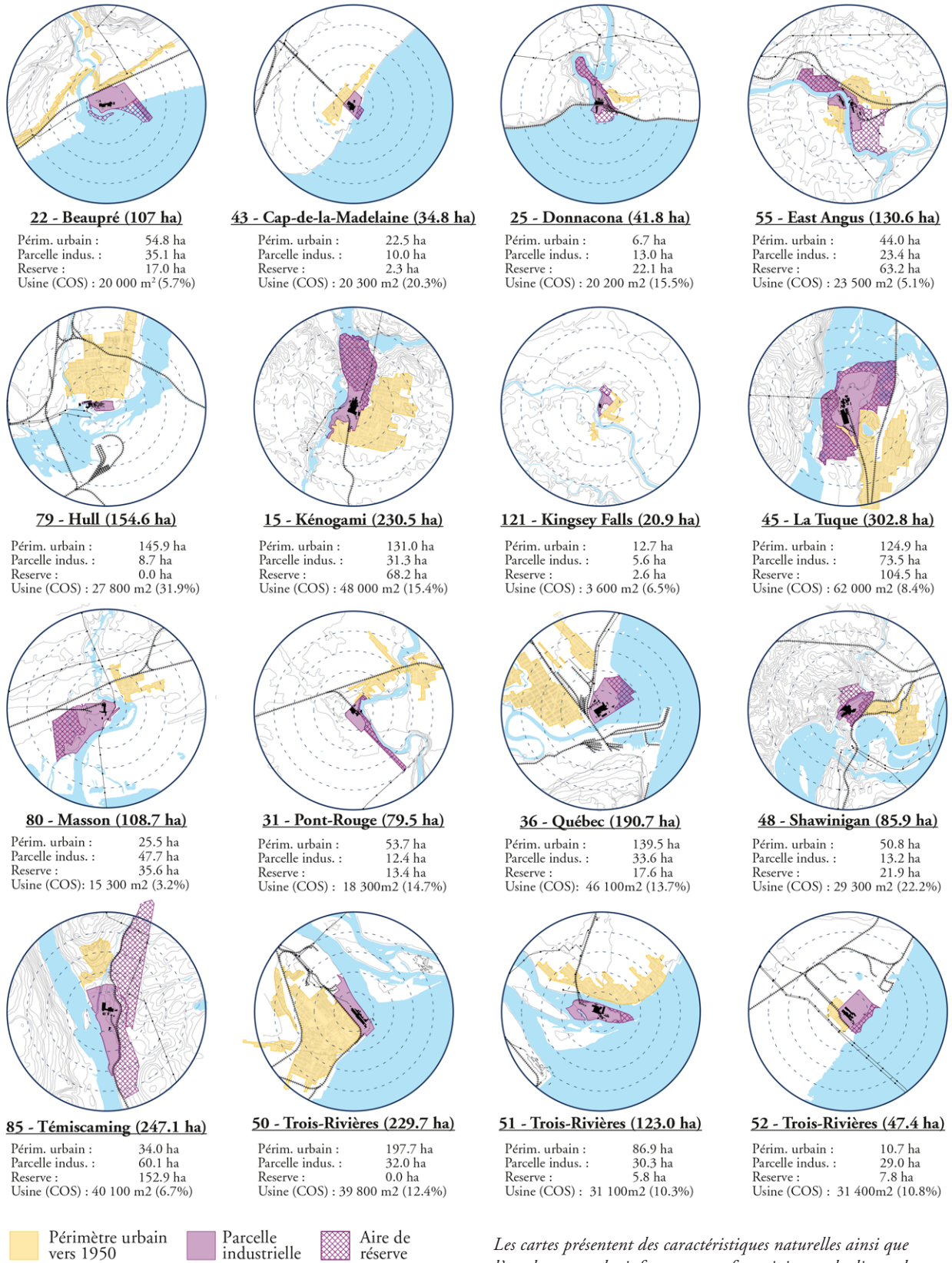
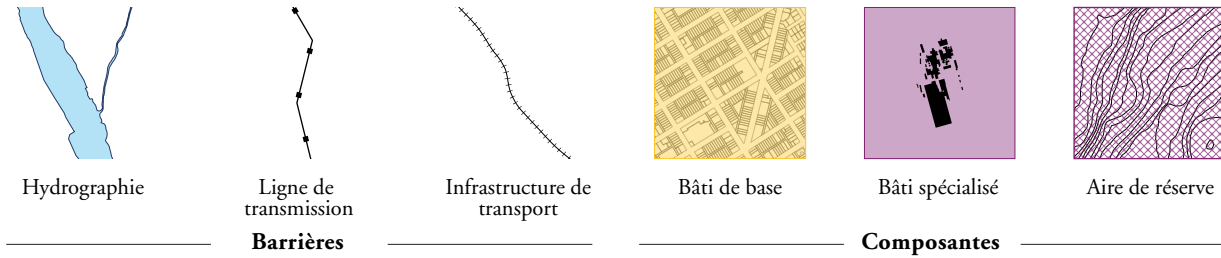


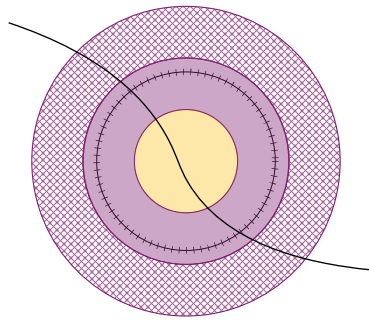
Figure 5 Comparaison de l'utilisation des sols vers 1950 (Nadon-Roger, 2021).

Réalisation: Maxime Nadon-Roger, 2021.

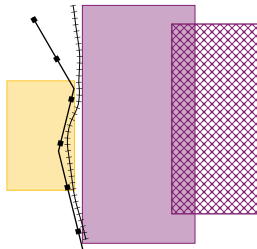
Les cartes présentent des caractéristiques naturelles ainsi que l'emplacement des infrastructures ferroviaires et des lignes de transport. Chaque cas est représenté dans un cercle de 2 km de rayon divisé en tranches de 400 m.



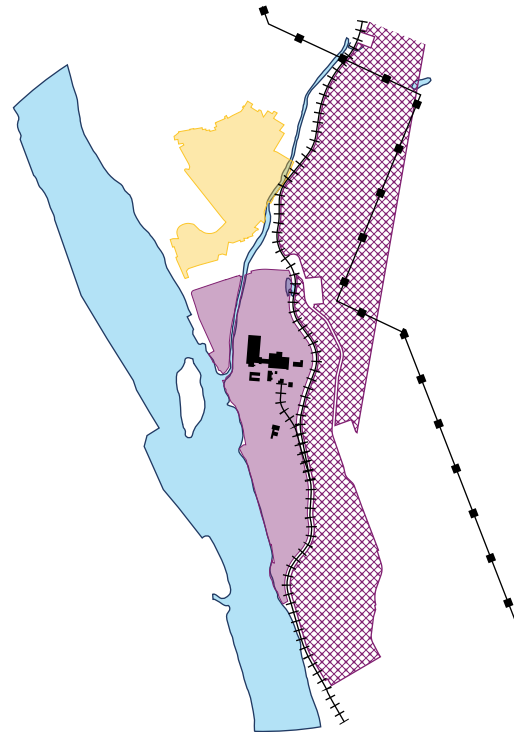
▲ Composantes et limites morphologiques du tissu urbain industriel



▲ Schématisation du modèle théorique de la croissance continue
Basé sur Caniggia, 1983



▲ Schématisation de la coprésence organique



▲ Schématisation de Témiscaming autour de 1950

Figure 6 Composantes morphologiques et limites urbaines, schématisation du modèle théorique de la croissance contenu de Caniggia (1983) et schématisation de la coprésence organique. Le tout exemplifié à l'aide du cas de Témiscaming. Réalisation: Maxime Nadon-Roger, 2021.

on estime à 11 sur 125 les cas de villes de compagnie². Le niveau de contrôle sur l'aménagement urbain, les ressources humaines et la force motrice de production sont variables d'une ville industrielle à l'autre.

Une hypothèse typologique émerge à la lumière de ces observations. Le premier type présente un contrôle quasi total sur l'ensemble des composantes de la cité

tant matérielles que sociales, comme à Témiscaming. Ensuite, on distingue la typologie où la compagnie définit seulement le lotissement, le système viaire et l'organisation des groupes sociaux – cadres, ouvriers qualifiés, ouvriers non qualifiés –, mais laisse aux acteurs locaux la construction des nouveaux quartiers et de l'habitat, comme à Kénogami, Québec, Port-Alfred et Shawinigan Falls. Enfin, l'entreprise industrielle laisse le processus d'urbanisation à l'initiative locale; il s'agit des cas de développement organique tels que *Masson-Angers*.

2. À première vue, on estime que les villes de Clarke City, Dolbeau, Gatineau Mills, Grand-Mère, Kénogami, La Tuque Falls, Mont-Rolland, Port-Alfred, Shawinigan Falls, Témiscaming et Val-Jalbert pourraient être associées au concept de «ville de compagnie», mais la démonstration morphologique reste à faire pour plusieurs d'entre elles.

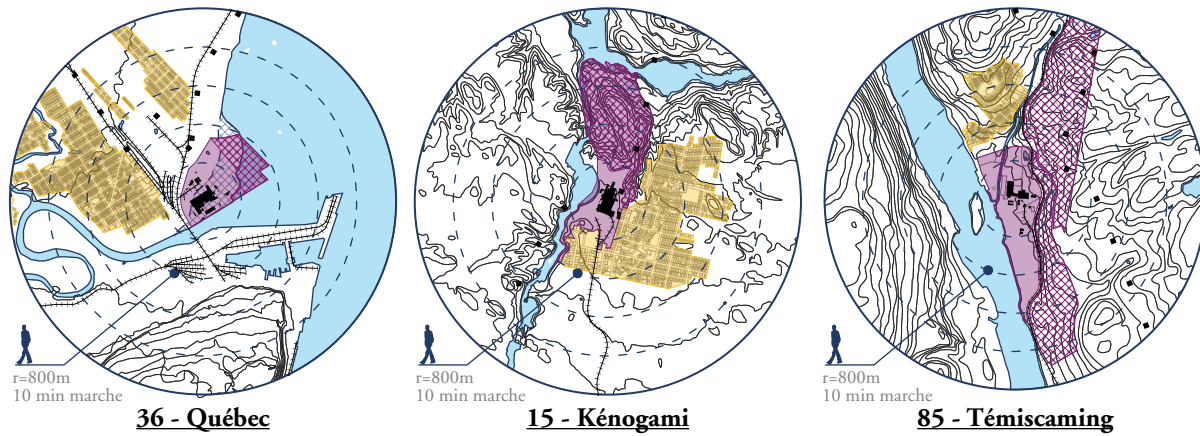


Figure 7 Trois modes d'implantation illustrés par les exemples de Québec (type 1), Kénogami (type 2) et Témiscaming (type 3)
Réalisation: Maxime Nadon-Roger, 2021.

	Type 1 (7 occurrences)			Type 2 (6 occurrences)			Type 3 (3 occurrences)			Tout l'échantillon		
	TS	ZU	%	SA	UA	%	SA	UA	%	SA	UA	%
Moyenne	26,0	91,7	87 %	21,7	48,2	63 %	48,9	69,9	87 %	28,7	71,3	78 %
Médiane	30,3	86,9	35 %	17,9	34,7	44 %	60,1	50,8	59 %	29,6	52,2	44 %

TS: tissu spécialisé industriel en hectares; ZU: zone d'urbanisation en 1950; %: TS/ZU.

Tableau 1 Parcelles industrielles en relation avec la zone d'urbanisation en 1950 en fonction des trois typologies d'implantation industrielle

Town-plan analysis: analyse comparée du système parcellaire

Un modèle de coprésence organique

Le concept de la croissance urbaine continue propose un modèle concentrique où l'expansion se traduit par l'ajout d'anneaux d'urbanisation périphériques. Contrairement au modèle traditionnel de développement suivant les cycles de vie des bâtiments et les cycles économiques (Caniggia, 1983), les villes papetières présentent un caractère anti-nodal marqué par le cycle de vie des processus de production et de la machinerie; l'industrie et la ville croissent de façon parallèle (figure 6).

Dans ce contexte technique et social, les définitions de centre et de périphérie sont relatives. Un regard sur la position relative des composantes dans une structure urbaine ainsi que sur les relations qu'elles établissent entre-elles permet un deuxième niveau d'analyse. L'usine est au cœur du développement urbain, mais elle n'est pas centrale sur le plan géographique. D'une part, la nature du système viaire québécois ne répond que rarement au modèle de ville concentrique, telles les structures médiévales construites autour d'un centre historique. De l'autre, les barrières morphologiques naturelles – topographie et

hydrographie – et anthropiques – chemin de fer, port et ligne de transmission hydroélectrique – ont favorisé les sites riverains le long de ces barrières, limitant le développement urbain dans cette orientation.

Une exploration typologique d'implantation papetière

L'échantillon actuel distingue trois modes d'implantation illustrés par les exemples de Québec, Kénogami et Témiscaming (figure 7 et tableau 1).

Le premier mode présente l'implantation industrielle aux limites d'une ville existante. Le terrain occupé par des activités rurales rend les grandes parcelles plus rares et, par conséquent, plus onéreuses. Ainsi, à Hull (1889), Trois-Rivières (1910, 1920 et 1920), Donnacona (1914), Beupré (1927) et Québec (1928), les usines s'installent sur des sols remblayés sur le cours d'eau ou sur les zones de battures. Il s'agit de produire un terrain de superficie suffisante et libre de contraintes financières et légales.

Selon le deuxième mode, l'usine s'installe en milieu agricole, à proximité d'un noyau villageois. La faible capacité agricole marquée par la nature du sol et la topographie se traduit par une faible intensité d'occupation. Les sites privilégiés sont délimités par des cours

	Type 1 (n=7) (7 zones)			Type 2 (n=6) (6 zones)			Type 3 (n=3) (3 zones)			Échantillon (n=16) (total des 16 zones)		
	SSU	API	COS	SSU	API	COS	SSU	API	COS	SSU	API	COS
Moyenne	3,5	32,9	14,5 %	2,7	24,0	11,7 %	2,3	28,1	11,8 %	3,0	28,7	13,0 %
Médiane	3,1	29,0	13,7 %	2,6	30,8	11,4 %	2,4	23,4	10,1 %	2,9	29,6	11,6 %
Minimum	1,8	8,7	6,7 %	0,4	5,6	5,7 %	1,5	13,2	3,2 %	0,4	5,6	3,2 %
Maximum	6,2	73,5	31,9 %	4,8	35,1	20,3 %	2,9	47,7	22,2 %	6,2	73,5	31,9 %

SSU: superficie d'implantation au sol de l'usine en hectares; API: aire de la parcelle industrielle constructible en hectares; COS: coefficient d'occupation au sol en pourcentage

Tableau 2 La superficie d'implantation au sol des usines en relation avec l'aire de la parcelle industrielle en fonction des trois typologies d'implantation industrielle

d'eau, nécessaires au processus de production, mais aussi découpant un terrain irrégulier face à un cadastre agricole orthogonal, long et étroit: Kingsey Falls (1873), East Angus (1882), Pont-Rouge (1905), Cap-de-la-Madeleine (1911), Kénogami (1912) et Masson-Angers(1930).

Finalement, les « villes de compagnie », planifiées et édifiées sur des territoires vierges et impropres à l'agriculture, détiennent un accès au bois favorable, à une source hydroélectrique abondante et une présence ferroviaire efficace. Shawinigan Falls (1902), La Tuque (1910) et Témiscaming (1920) ressemblent effectivement à l'archétype de la « ville de compagnie. »

Le site industriel

Pour l'emplacement de l'usine, les entreprises papetières ont favorisé les terrains plats afin de maintenir un processus de production horizontal. Lorsque les terrains sont escarpés, comme à Témiscaming et à La Tuque, la plaine est laissée à l'usine et le tissu de base urbain est planifié dans les zones de forte topographie.

Tous les cas d'étude présentent des « zones de réserve », à l'exception de Hull et de l'usine à Trois-Rivières située sur l'île de La Potherie. Dans le premier cas, le contexte urbain particulier, le faible potentiel de remblayage sur la rivière des Outaouais et la forme restreinte de la parcelle ont contraint l'expansion de l'usine. Le second, édifié sur une petite île à l'embouchure de la rivière Saint-Maurice, présente une limite naturelle évidente.

Quatre des seize cas montrent des parcelles acquises par l'entreprise, mais non exploitées et non aménagées, adjacentes à la parcelle industrielle. Bien qu'elles soient très vastes (allant jusqu'à 152,9 hectares), ces réserves ne peuvent pas suffire à l'approvisionnement en bois. Or, avec leur position relative, elles offrent une limite urbaine supplémentaire. À Témiscaming, à La Tuque et

à East Angus, ces secteurs de réserve auraient très bien pu constituer une deuxième phase de développement urbain. Ailleurs – Kénogami, Masson-Angers et Donnacona –, les parcelles industrielles sont tellement vastes qu'elles intègrent plusieurs hectares de terrains escarpés et boisés, peu propices au prolongement des activités de production papetière. La zone de réserve répond à une stratégie de planification encore à comprendre.

Le coefficient d'occupation des sols (COS) correspond au rapport entre la superficie d'implantation au sol de l'usine et l'aire de la parcelle industrielle constructible. Dans les cas où une zone de réserve était présente sur la parcelle et déformait la zone considérée « constructible » – Kénogami et La Tuque –, la superficie de réserve interne a été retirée du lot industriel. Le COS moyen de l'échantillon est de 13,0 % (tableau 2). L'implantation au sol des usines varie de 3 600 m² à 62 000 m². Malgré la forte variation dans la taille des sites, comme dans la superficie des usines, un COS faible suggère que les parcelles industrielles rendent possibles d'éventuelles expansions.

Discussion

Exception ou marginalité?

L'étude transversale d'un phénomène urbain comme celui des papetières et leur effet urbain permet de comprendre ce qui est propre à chaque site, mais aussi ce qui est partagé par l'ensemble de ces établissements industriels. Elle évalue ce qui est, d'une part, en rupture avec les modèles théoriques et, de l'autre, ce qui présente des continuités dans le temps. Or, on remarque que l'implantation des papetières n'a que très rarement suivi le modèle canonique rapporté dans la littérature sous le concept de « ville de compagnie. » En réalité, seulement trois villes pourraient satisfaire cette conception paternaliste de la ville planifiée au sein de l'échantillon analysé:

La Tuque, Témiscaming et Shawinigan. Même parmi celles-ci, le niveau de contrôle de l'entreprise est variable. Avons-nous affaire à un modèle ou à des cas marginaux? Qu'en est-il d'une ville comme Trois-Rivières que nous définissons dans la littérature comme la « capitale mondiale du papier » (Bourgeois, 2009), mais qui voit l'industrie s'installer dans une ville préexistante et en diriger l'expansion. Selon le cadre d'analyse d'Edelblutte (2018b), nous avons affaire à un phénomène tout aussi riche, mais qui se rapproche davantage des exemples de Manchester, Roubaix et Turin, à la limite entre la « ville industrielle » et la « ville de compagnie. Alors que la compagnie structure la ville et en est devenue la colonne vertébrale, il est parfois difficile de distinguer le tissu ancien des quartiers conçus spécifiquement pour l'usine (Edelblutte, 2018b: 6).

La combinaison des approches historico-descriptive et historico-géographique à la morphologie urbaine permet de remettre en question les règles et les dynamiques de la genèse et de la transformation des cas de villes industrielles négligés jusqu'à maintenant. Qu'en est-il des cas moins planifiés, comme les villes de Beupré, Donnacona, Kingsey Falls, Masson-Angers et Pont-Rouge? Ces cas ont connu un essor industriel plutôt modeste en milieu rural, à proximité d'un village agricole marqué par une humanisation préindustrielle. On pourrait leur attribuer la définition de « villes de compagnie non planifiées » (Edelblutte, 2018b).

Les stratégies urbaines des villes papetières suggèrent une part d'adéquation fondamentale avec le contexte local qui nuance l'importance accordée aux modèles théoriques auxquels certains chercheurs tentent de correspondre. Nous avons convenu dans cette étude que les entrepreneurs locaux étaient nécessaires à la réalisation de ce type de projet urbain et ont eu un rôle capital à jouer dans d'éventuels réaménagements urbains en cas de déclin.

Un modèle atypique d'*urban fringe belt*

Les parcelles industrialisées forment généralement des régions morphologiques propices à subir la pression du développement urbain. Le concept d'*urban fringe belt*, issu de l'école britannique en morphologie urbaine, relève de ces zones urbanisées, autrefois en périphérie, désormais englobées dans la zone urbaine. Ces secteurs hétérogènes demeurent toutefois lisibles dans la forme urbaine séparant les anciens des nouveaux secteurs résidentiels (Whitehand et Morton, 2004: 275). Plus récemment, ce concept est utilisé en planification urbaine (Gallent et collab., 2006; Gu, 2010; Whitehand et Morton, 2004).

On retrouve effectivement ces zones industrielles enserées dans le tissu urbain à Québec, Trois-Rivières, Hull et Cap-de-la-Madeleine et aussi dans des sites autrefois ruraux, comme Kénogami. La friche industrielle apparaît avec la fermeture de l'usine qui serait en principe l'occasion d'une requalification, d'autant plus que l'abondance

de terrain permettrait un vaste éventail de milieux de vie. L'analyse montre toutefois des limites à cette hypothèse.

Dans sept des seize établissements papetiers à l'étude (44 %), les parcelles industrielles, incluant les zones de réserve, sont de dimensions semblables ou plus grandes que la zone urbaine en 1950. Le milieu urbain, généré par l'activité industrielle, est dépendant et sans autonomie pour envisager la reconversion des sites industriels délaissés. Par ailleurs, la stratégie de reconversion privilégie la démolition des bâtiments industriels – Beupré, Port-Alfred, Trois-Rivières, Shawinigan –, laissant la friche industrielle dénudée et anonyme, tout en laissant le milieu urbain dépossédé de son patrimoine industriel fondateur. En ce sens, la parcelle industrielle et le tissu urbain demeurent dépendants, dans une coprésence souvent irrésolue, chacun devenant la friche de l'autre.

Dans les milieux urbains plus vastes à l'économie plus diversifiée, la reconversion se bute à trois contraintes principales. Premièrement, les constructions et les usages projetés sur les sites industriels sont rarement intégrés à la revitalisation de l'ensemble urbain adjacent. Ensuite, la planification de vastes parcelles présente un défi pour les administrations municipales qui comptent sur les promoteurs immobiliers en leur déléguant l'équilibre entre l'intérêt privé et public, dans une logique calquée sur l'initiative du développement urbain avant 1950. Enfin, depuis 1960, les enjeux politiques, légaux et fiscaux favorisent l'étalement urbain et le développement de nouvelles banlieues-dortoirs en milieu rural (Généreux et Dufaux, 2019). La reconversion d'un site enclavé ou adjacent au tissu urbain, même lorsqu'il est central, se trouve ainsi désavantagée face à l'urbanisation excentrique.

Conclusion

Cette étude visait à explorer comment la morphologie urbaine pouvait compléter l'analyse sociale, économique et politique sur l'industrialisation liée à l'exploitation des ressources naturelles au Québec à partir de la fin du XIX^e siècle. L'analyse de la formation des papetières et du développement urbain qu'elles soutiennent permet d'expliquer les logiques de distribution régionale en fonction des ressources, des infrastructures et de l'accès à l'énergie, en plus de mesurer l'effet des mesures politiques et économiques coordonnées entre les gouvernements et les investisseurs étrangers. Dans le mémoire de recherche en sciences de l'architecture, ces informations doivent éventuellement guider les professionnels de l'aménagement pour mieux pouvoir mieux y intervenir.

Les formes de l'aménagement industriel et urbain montrent plusieurs degrés de planification et de contrôle. En effet, on planifie les dynamiques territoriales et urbaines en ce qui a trait à l'industrie, mais le contrôle demeure fort relatif aux conditions et aux ressources locales lorsqu'il est question de l'habitat et du développement urbain. Il y a donc une histoire sociale et

économique intermédiaire à faire entre le grand capital et le discours ouvrier. L'organisation de l'espace public et privé, de même que les choix de typologies résidentielles participent à la création d'une classe moyenne, dans des logiques qui ne sont pas sans rappeler les observations de David B. Hanna (1986) à Montréal.

Le croisement des approches historico-descriptive et historico-géographique permet de mieux cerner les choix retenus à différentes échelles et les acteurs concernés. Il permet de discerner la part idéalisée des modèles théoriques des observations empiriques.

Enfin, cette compréhension nuancée des processus d'urbanisation, des parcelles industrielles et urbaines, permet de baliser les stratégies d'appropriation et de transformation, elles-mêmes souvent dictées par des archétypes internationaux. Dans ces deux cas, l'expérience locale nuance les concepts théoriques et permet de distinguer les choix récurrents et ceux qui sont plus singuliers. Il offre aussi l'occasion de mieux situer les choix urbains et architecturaux retenus au Québec dans la vaste croissance des pâtes et papiers au XX^e siècle à travers le monde.

REMERCIEMENTS

Cet article s'appuie sur des recherches financées en partie par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et les Presses de l'Université Laval (PUL). Un merci spécial est adressé à François Dufaux et Marc St-Hilaire pour leurs précieuses collaborations.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Série de cartes topographiques du Canada

CANADA DEPT. OF MINES AND RESOURCES (1948). *La Tuque, Quebec (Provisional edition)* [document cartographique]. Édition 1, 1: 126 720, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-P SE. Notice détaillée BANQ: 0002670244.

CANADA DEPT. OF MINES AND RESOURCES (1949). *Shawinigan, Quebec* [document cartographique]. Édition 4, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-I/10. Notice détaillée BANQ: 0002670251.

CANADA DEPT. OF MINES AND TECHNICAL SURVEYS (1959). *St-Joachim, Quebec* [document cartographique]. Édition 1, 1:50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 21-M/02 West. Notice détaillée BANQ: 0002670767.

CANADA DEPT. OF MINES AND TECHNICAL SURVEYS (1960). *La Tuque, Champlain County-Comté de Champlain* [document cartographique]. Édition 1, 1: 50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-P/7 West. Notice détaillée BANQ: 0002670999.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1944). *Portneuf, Quebec* [document cartographique]. Édition 3, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 21-L/12. Notice détaillée BANQ: 0002670177.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1944). *Quebec, Quebec* [document cartographique]. Édition 5, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 21-L/14. Notice détaillée BANQ: 0002670164.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1944). *Sherbrooke, Quebec* [document cartographique]. Édition 4, 1: 62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 21-E/05. Notice détaillée BANQ: 0002670167.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1948). *Ottawa, Ontario-Quebec* [document cartographique]. Édition 3, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-G/05. Notice détaillée BANQ: 0002670241.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1950). *Drummondville, Quebec* [document cartographique]. Édition 5, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-H/16. Notice détaillée BANQ: 0002685456.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1952). *St-Raymond, Quebec* [document cartographique]. Édition 1, 1:50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 21-L/13 East. Notice détaillée BANQ: 0002670323.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1956). *Arvida, Quebec* [document cartographique]. Édition 1, 1:50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 22-D/6. Notice détaillée BANQ: 0002685632.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE, (1960). *Temiscaming, Ontario-Quebec* [carte topographique du Canada]. Édition 2, 1:50 000, Cartes topographiques du Canada, Feuillet 31-L/11 East. Notice détaillée BANQ: 0002685864.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1941). *Three Rivers, Quebec* [document cartographique]. Édition 5, 1:62 360, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-I-07. Notice détaillée BANQ: 0002685138.

CANADA DEPT. OF NATIONAL DEFENCE (1952). *Thurso* [document cartographique]. Édition 2, 1: 50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-G/11 West. Notice détaillée BANQ: 0002670328.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES DU CANADA (1969). *Trois-Rivières, Quebec* [document cartographique]. Édition 5, 1:50 000, Cartes topographiques du Canada, feuillet 31-I/07. Notice détaillée BANQ: 0002687517.

Série des plans d'assurance incendie

GOAD, Charles Edward (1895, rev. 1901). *Hull, Quebec* [Plan d'assurance incendie]. 18 feuilles, éch. 1: 600, 1:1 200 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: Chas. E. Goad Co. *Numéro d'identification BAC: 3821551*.

GOAD, Charles Edward (1897, rev. 1906), *Kingsey Falls, Quebec* [Plan d'assurance incendie]. 1 feuille, éch. 1: 600 et 1:1 200. Toronto, Montréal, London: Chas. E. Goad. Notice détaillée BANQ: P600,S4,SS1,D36.

GOAD, Charles Edward (1906). *East Angus, Quebec* [Plan d'assurance incendie]. 2 feuilles, éch. 1: 1 200 et 1:6 000. Montréal: Chas. E. Goad. Notice détaillée BANQ: 0003028235.

GOAD, Charles Edward (1914). *La Tuque, Quebec* [Plan d'assurance incendie]. 1 feuille, éch. 1: 600, 1:1 200 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: Chas. E. Goad Co. Notice détaillée BANQ: 0003028995.

GOAD, Charles Edward (1914). *Pont Rouge, Que., Ste Jeanne de Neuville* [Plan d'assurance incendie]. 2 feuilles, éch. 1: 600, 1:1 200. Montréal: The Company. Notice détaillée BANQ: 0000225140.

Underwriters Survey Bureau Limited (1921), *Cap de la Madeleine, Que.* [Plan d'assurance incendie]. 5 feuilles, éch. 1: 600, 1:1 200 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: The Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000223567.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1921), *Insurance plan of the property of the Riordon Company Limited, Kipawa, Que. (including Lumsden's Mills)*. 3 feuilles, éch. 1: 600, 1:1 200 et 1: 6 0 (Dales, 1957; Gilbert, 2015; Hydro-Québec, 2015; Lloyd, 1925. Montréal, Toronto: The Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000309334.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1922), *East Angus, Que.* [Plan d'assurance incendie]. 4 feuilles, éch. 1: 600, 1:1 200 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: The Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000225132.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1922), *Jonquièrre, Que. including Kenogami village* [Plan d'assurance incendie]. 4 feuilles, éch. 1: 600 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: The Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000225107.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1927), *Donnacona, Quebec* [Plan d'assurance incendie]. 3 feuilles, éch. 1: 600, 1: 1 200 et 1: 4 800. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000223546.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1929), *Insurance plan of the city of Three Rivers, Que.* 29 feuilles, éch. 1: 600, 1: 1 200 et 1: 9 800. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: 0003852634.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1929), *Ste. Anne de Beaupré, Que.* [Plan d'assurance incendie]. 3 feuilles, éch. 1: 1 200 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: P600,S4,SS1,D14.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1933), *Village of Masson, Que.* [Plan d'assurance incendie]. 6 feuilles, éch. 1: 2 400 et 1: 6 000. Montréal, Toronto: The Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000223551.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1955), *Insurance plan of the town of La Tuque Que.* 19 feuilles, éch. 1: 1 200, 2 400 et 1: 12 000. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000185855.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1955), *Insurance plan of the city of Shawinigan Falls, Que.* 48 feuilles, éch. 1: 1 200, 2 400 et 1: 12 000. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000135776.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1957), *Insurance plan of the city of Quebec, volume 1.* 198 feuilles, éch. 1: 1 200, 2 400 et 1: 12 000. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau, 1957-1961. Notice détaillée BANQ: 0000174294.

UNDERWRITERS SURVEY BUREAU LIMITED (1958), *Insurance plan of the city of Cap de la Madeleine, Que.* 64 feuilles, éch. 1: 1 200, 2 400 et 1: 12 000. Montréal, Toronto: The Underwriters Survey Bureau. Notice détaillée BANQ: 0000174353.

Orthophotographies

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES (1960), Orthophotographie en noir et blanc de Pont-Rouge A16848 (020) [orthophotographie]. 1: 35 000, fichier TIF, 16.2 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1959), Orthophotographie en noir et blanc de Témiscaming R1374 (052, 054 & 081) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 11.7 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1960), Orthophotographie en noir et blanc d'East Angus R6013 (089) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16.1 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1960), Orthophotographie en noir et blanc de Kingsey Falls R6005 (047) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16.2 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de Cap-de-la-Madelaine Q64543 (032) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de La Tuque Q64133 (200) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de La Tuque Q64206 (066) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de La Tuque Q64206 (066) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de Shawinigan Q64548 (059) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS (1964), Orthophotographie en noir et blanc de Trois-Rivières Q64542 (197 & 199) [orthophotographie]. 1: 15 840, fichier TIF, 16 Mo, photo-cartothèque provinciale, Québec.

Cartographie

LLOYD, F. P. (1925). Lloyd's new map of province of Quebec showing railways, counties, cities & towns, index with populations, natural resources, highways [document géographique]. 1:890 000, Angus Mack & Co., Toronto. Notice détaillée BANQ: 0000541005.

Données géospatiales

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (2018), Hydrographie [fichier d'ordinateur]. 1: 20 000, Géoboutique Québec, Québec.

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (2018), Hypsométrie [fichier d'ordinateur]. 1: 20 000, Géoboutique Québec, Québec.

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (2018), Polygone de lot [fichier d'ordinateur]. 1: 20 000, Géoboutique Québec, Québec.

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (2019), Réseau ferroviaire (AQRéseau+) [fichier d'ordinateur]. 1: 20 000, Géoboutique Québec, Québec.

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (2020), Limites des régions administratives (AQcarto) [fichier d'ordinateur]. 1: 20 000, Géoboutique Québec, Québec.

Sources secondaires

BELLAVANCE, Claude (1994). *Shawinigan Water and Power, 1898-1963: Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*. Montréal: Boréal.

BELLAVANCE, Claude, et François GUÉRARD (1993). «Ségrégation résidentielle et morphologie urbaine, le cas de Shawinigan, 1925-1947». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 4, p. 577-605.

BOURGEOIS, Valérie (2009). «La capitale mondiale du papier journal». *Revue d'histoire du Québec / Cap-aux-Diamants*, n° 98, p. 9-21.

BROUILLETTE, Benoît (1944). «Chapitre VI: L'industrie des pâtes et du papier», dans Esdras Minville (dir.), *La Forêt*. Montréal: Éditions Fides et École des hautes études commerciales (coll. «Études sur notre milieu» n° 3), p. 171-231.

CANIGGIA, Gianfranco (1983). «Dialettica tra tipo e tessuto nei rapporti preesistenza-attualità, formazionemutazione, sincronia-diacronia» (P. Laroche et C. Iamandi, trad.). *Studi e documenti di architettura*, n° 11, p. 25-36.

CANIGGIA, Gianfranco, et Gian Luigi MAFFEI (2000). «Composition architecturale et typologie du bâti» (Pierre Laroche, trad.; 2^e éd. orig. en italien 1979). Québec: École d'architecture, Université Laval.

CHARLAND, Jean-Pierre (1990). *Les pâtes et papiers au Québec, 1880-1980: technologies, travail et travailleurs*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture (coll. «Documents de recherche» n° 23).

CONZEN, Michael P. (2018). «Core Concepts in Town-Plan Analysis», dans Vitor Oliveira (dir.), *Teaching Urban Morphology*. Cham: Springer International Publishing (coll. «The Urban Book Series»), p. 123-143.

CONZEN, Michael Robert Günter (1960). *Alnwick, Northumberland: A Study in Town-Plan Analysis*. Londres: The Institute of British Geographers (coll. «Transactions and Papers» n° 27).

CÔTÉ, Dany (1994). *Riverbend: splendeur et déclin d'une ville de compagnie*. Alma: Société d'histoire du Lac-Saint-Jean.

DEL BIONDO, Lucas, et Simon EDELBLUTTE (2016). «Le paysage des anciennes villes-usines européennes: un nouveau patrimoine entre négation, alibi, reconnaissance et complexité des jeux d'acteurs». *Annales de géographie*, vol. 711, n° 5, p. 466-489.

DION, Alain (1981). *L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie, 1887-1929*. Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières.

DUPONT, Louis (1982). «Morphogénèse du milieu construit du centre-ville de Shawinigan». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 26, n° 67, p. 103-119.

EDELBLUTTE, Simon (dir.) (2018a). «Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise... Approches croisées du fait industrialo-urbain.» *Revue géographique de l'est*, vol. 58, n° 3-4.

EDELBLUTTE, Simon (2018b). «Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise... Introduction à des approches croisées du fait industrialo-urbain». *Revue géographique de l'est*, vol. 58, nos 3-4.

FORTIER, Robert (1996). «Le pouvoir de bâtir: société et aménagement de la ville industrielle au Québec 1890-1950», dans Robert Fortier, *Villes industrielles planifiées*. Montréal: Centre canadien d'architecture / Boréal, p. 17-48.

FORTIER, Robert, Normand BROUILLETTE, José Eduardo IGARTUA, Lucie K. MORISSET, Luc NOPPEN, et Paul TRÉPANIÉ (1996). *Villes industrielles planifiées*, Montréal: Centre canadien d'architecture / Boréal.

GALANTAY, Ervin Y. (1975). «Industrial towns», dans *New towns: Antiquity to the present*. New York: George Braziller, p. 38-52.

GALLENT, Nick, Johan ANDERSSON et Marco BIANCONI (2006). *Planning on the edge: The context for planning at the rural-urban fringe*. New York: Routledge, Taylor et Francis Group.

GARNER, John S. (1984). *The model company town: Urban design through private enterprise in nineteenth-century New England*. Amherst: University of Massachusetts Press.

GÉNÉREUX, Laurent, et François DUFAUX (2019). «Impôt foncier et territoire: équité environnementale et modèle social – Une étude de cas de la ville de Québec». *Éthique publique*, vol. 21, n° 2.

GILBERT, Jean-Paul (2015). *Survol de l'industrie des pâtes et papiers au Québec, 1805-2015*. Québec: Société d'histoire forestière du Québec.

GU, Kai (2010). «Exploring the fringe belt concept in Auckland: An urban morphological idea and planning practice.» *New Zealand Geographer*, vol. 66, n° 1, p.44-60.

HANNA, David B. (1986). *Montreal, A City Built by Small Builders, 1867-1880*. Thèse de doctorat (géographie), Université McGill.

IGARTUA, José Eduardo (1996). *Arvida au Saguenay: naissance d'une ville industrielle*. Montréal / Buffalo: McGill-Queen's University Press.

KING, Anthony D. (1985). «Colonial Cities: Global Pivots of Change», dans Robert ROSS et Gerard J. Telkamp (dir.), *Colonial cities: Essays on Urbanism in a Colonial Context*. Dordrecht: Martinus Nijhoff Publishers (coll. «Comparative studies in Overseas History», n° 5), p. 7-32.

- KROPF, Karl (2017). *The handbook of urban morphology*. Chichester: Wiley.
- KUHLBERG, Mark (2015). *L'encyclopédie canadienne: industrie des pâtes et papiers*, [En ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/industrie-des-pates-et-papiers-1> (page consultée le 4 juin 2020).
- MEQ (2001). «Bilan annuel de conformité environnemental: secteur des pâtes et papiers». Rapport. Québec: ministère de l'Environnement du Québec (MEQ), [En ligne], <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/17310>.
- MORISSET, Lucie K. (1998). *Arvida, cité industrielle: une épopée urbaine en Amérique*. Québec: Septentrion.
- MULLER, Edward K. (1977). «Regional urbanization and the selective growth of towns in North American regions.» *Journal of Historical Geography*, vol. 3, n° 1, p. 21-39.
- NADON-ROGER, Maxime (2021, juin 29). *Industrialization and its Urban Impact: Morphological Analysis of the Pulp and Paper Industrial Landscape in Quebec (1880-1930)* [colloque virtuel]. Glasgow: 28th International Seminar on Urban Form (ISUF).
- NADON-ROGER, Maxime, et François DUFAUX (2020). «The role of Pulp and Paper mills in the Quebec City's urban development: The first observations», dans Giuseppe Strappa, Paolo Carlotti, et Matteo Leva (dir.), *Proceedings: Urban substrata et city regeneration: Morphological legacies and design tools*. Rome: U+D editions, p. 271-278.
- OLIVEIRA, Vitor (dir.). (2019). *J.W.R. Whitehand and the Historico-geographical Approach to Urban Morphology*. Cham: Springer International Publishing.
- PAȘCU, Gabriela (2018). «Retour sur la genèse, l'évolution et la préservation des villes et villages miniers de Roumanie.» *Revue géographique de l'est*, vol. 58, n°s 3-4.
- ROMICE, Ombretta, Alessandra FELICOTTI, et Sergio PORTA (2020). *Masterplanning for change: Designing the resilient city*. Londres: RIBA Publishing.
- TRÉPANIÉ, Paul (1996). «Témiscaming: une cité-jardin du Nord», dans Robert Fortier (dir.), *Villes industrielles planifiées*. Montréal: Centre canadien d'architecture / Boréal, p. 116-152.
- WHITEHAND, Jeremy W. R. (1967). «Fringe Belts: A Neglected Aspect of Urban Geography». *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 41, n° 223.
- WHITEHAND, Jeremy W. R. (1994). «Development Cycles and Urban Landscapes». *Geography*, vol. 79, n° 1, p. 3-17.
- WHITEHAND, Jeremy W. R., et Nick MORTON (2004). «Urban morphology and planning: The case of fringe belts». *Cities*, vol. 21, n° 4, p. 275-289.

PARTIE 2

CONSOMMATION DE MASSE: PUBLICITÉS ET SOCIABILITÉS



Promouvoir des idées par la publicité: l'étude d'une campagne de propagande de guerre de l'Alcan (1939-1945)

Par **Myriam Gauthier**, diplômée de la maîtrise
en études et interventions régionales à l'Université
du Québec à Chicoutimi

La publicité, étroitement associée à la dynamique de l'économie de marché, peut à elle seule proposer une lecture des rapports économiques et sociaux d'une période (Côté et Daigle, 1999). Elle est utilisée abondamment pour vendre des objets et des services aux consommateurs et sa force réside également dans sa capacité à promouvoir des idées. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la compagnie Alcan a exploité la publicité dans cet objectif, afin de mobiliser les travailleurs de son usine d'Arvida au Saguenay-Lac-Saint-Jean. La production d'aluminium y était alors névralgique pour l'effort de guerre allié (Martin, 2005).

Dans les mois qui ont suivi la grève des travailleurs de juillet 1941, qui a paralysé l'usine d'Arvida et donné lieu à une intervention de l'armée (Igartua, 1996), l'Alcan a déployé au Saguenay-Lac-Saint-Jean une importante

campagne de propagande adaptée aux enjeux régionaux. Cette campagne relevée dans les journaux *Le Progrès du Saguenay* et *Le Lac-St-Jean* mettait en vedette un personnage de propagande, un travailleur fictif des salles de cuves nommé Jos Alco. À partir de décembre 1941, le cuviste a notamment été au cœur d'une quarantaine de publicités proposant des dialogues du personnage de l'Alcan. L'analyse thématique du contenu des dialogues publiés sur un peu plus d'un an a permis d'étudier le discours d'un acteur industriel canadien d'importance auprès de ses employés pendant la guerre.

Cet article propose une réflexion sur le potentiel de ce type de documents d'archives afin d'étudier la propagande de guerre en région. Il est d'abord question de l'intérêt de l'étude de la propagande de guerre à l'échelle régionale. Les stratégies de recherche déployées, la métho-

dologie et l'analyse des données seront ensuite présentées. Le contexte et le contenu de la campagne de propagande régionale menée par l'Alcan au Saguenay–Lac-Saint-Jean sont par la suite brièvement abordés. Une réflexion sur la démarche effectuée, en regard des avantages et des limites d'un corpus publicitaire comme source d'analyse de la propagande régionale, complète enfin l'analyse.

La propagande en région: un terrain d'étude non exploré

La propagande de guerre au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale demeure un terrain de recherche qui n'a pas été exploré à l'échelle régionale. Son déploiement aux échelles canadienne et québécoise est cependant bien connu. Le constat d'échec tiré par Young (1995) sur l'adaptation des stratégies gouvernementales auprès des Canadiens français peut expliquer cette absence d'intérêt des chercheurs jusqu'à maintenant envers le déploiement de la propagande dans les régions du Québec. Un bref portrait des objectifs gouvernementaux permet tout d'abord de mieux comprendre l'ampleur des opérations de propagande gouvernementale lors de la Seconde Guerre mondiale.

Le Canada, à l'image des autres démocraties engagées dans le conflit, a misé sur la propagande afin de convaincre sa population du bien-fondé des sacrifices humains et matériels exigés par cette guerre totale (Young, Cook et Lacelle, 1978). Deux agences d'information gouvernementale ont été créées pendant la guerre: le Bureau de l'information publique, en 1939, remplacé par la Commission d'information en temps de guerre en 1942. Leur fondation marque le déploiement d'une stratégie gouvernementale de propagande sans précédent, qui dépasse tous les efforts investis en ce sens pendant la Grande Guerre (Young, 1978).

Les deux agences ont produit et diffusé pendant la guerre nombre d'émissions de radio, de pamphlets, de publicités, d'affiches et de livrets de référence, en plus de films réalisés par l'Office national du film (Côté et Daigle, 1999; Evans, 1984; Choko, 1994; Legris, 2011; Young 1995). Ces stratégies avaient pour objectif de générer le soutien nécessaire de la population envers l'effort de guerre. Les effets escomptés ne se font cependant pas sentir au Québec, alors que l'appréhension grandissante d'une conscription outre-mer ravive le souvenir de la conscription de 1917 et mine l'appui des Canadiens français à l'effort de guerre (Granatstein, 1973).

Au printemps 1941, une division francophone semi-indépendante du Bureau de l'information publique est mise sur pied afin d'adapter les stratégies gouvernementales jusqu'alors déployées. Cette adaptation se traduit principalement par un ajustement des thèmes mis de l'avant. On insiste alors auprès des francophones sur un nationalisme canadien-français appuyé sur la tradition

et la race ou encore en mettant de l'avant la menace que représentent les nazis pour les catholiques et l'Église canadienne-française. L'exercice se solde toutefois par un échec, les activités de propagande gouvernementale étant reçues par les Canadiens français comme une propagande irritante (Young, 1995: 234). La section francophone de la Commission d'information en temps de guerre, qui succède à la première agence gouvernementale, échoue ensuite pour les mêmes raisons dans sa tentative de rejoindre les Canadiens français.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean, territoire névralgique de l'effort de guerre

L'échec des stratégies gouvernementales de propagande pourrait laisser croire que la même approche infructueuse a simplement été déployée en région. Or, on peut se demander si la même situation aurait pu inciter certains acteurs régionaux à diffuser une propagande de guerre adaptée aux enjeux locaux, en particulier au sein de territoires ayant accueilli des installations névralgiques pour l'effort de guerre canadien. La recherche menée vise ainsi à répondre à la question suivante: retrouvait-on, dans les territoires ayant accueilli des installations stratégiques, une propagande de guerre distincte, adaptée aux enjeux régionaux pendant la Seconde Guerre mondiale au Québec?

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'essor sans précédent des installations de production d'aluminium de l'Alcan¹ (Campbell, 1985; Gagnon, 2013) fait de cette région un territoire dont les efforts matériels et humains ont été particulièrement sollicités. L'importance de l'Alcan pour l'effort de guerre justifie d'ailleurs en 1942 l'inauguration de la base militaire aérienne de Bagotville, chargée d'assurer la protection des installations de la compagnie (Bergeron et Chamberland, 1998). Afin de répondre à l'accélération brusque de l'effort de guerre canadien (Goette et Johnston, 2013) et à l'important besoin d'aluminium des Alliés, des milliers de travailleurs sont mobilisés au Saguenay–Lac-Saint-Jean dans le but d'augmenter la production d'aluminium.

En 1942, on estime que 23 000 travailleurs sont mobilisés par les projets d'Alcan dans la région, autant en usine que sur les chantiers de construction hydroélectrique. L'usine Arvida devient en quelques années le plus important complexe de production d'aluminium au monde (Gagnon, 2013: 209-210). En 1943, près de 20 % de la production mondiale d'aluminium de première fusion se trouvait au Saguenay, soit «le quart de toute la

1. Le nom Alcan a été préféré dans cet article afin de faciliter la compréhension. Au début de la guerre, le nom de l'entreprise était en fait Aluminum Company of Canada. L'acronyme Alcan devient en 1944 la principale marque de commerce de cette compagnie parente de l'Aluminum Company of America (Alcoa), avant d'être adopté officiellement par la compagnie en 1966.

production alliée, incluant celle de l'Union soviétique» (Martin, 2005: 103).

Cette course contre la montre a des répercussions sur les conditions de travail des ouvriers. Soumis au rythme effréné demandé par la production de guerre, ils déclenchent une grève le 24 juillet 1941. Après quelques jours, quelque 400 soldats et policiers encerclent les installations occupées par les travailleurs pour les forcer à reprendre le travail. Bien qu'il soit de courte durée, le conflit a d'importantes répercussions à l'échelle nationale. L'événement fait la manchette partout au pays et jusqu'aux États-Unis. Après avoir laissé entendre qu'un sabotage ennemi serait à l'origine de la grève, le ministre fédéral des Munitions et des Approvisionnements, C. D. Howe, saisit l'occasion pour obtenir des pouvoirs accrus permettant d'assurer le rythme de la production de guerre (Igartua, 1996).

L'étude de publicités pour analyser le discours d'un acteur

Ce contexte historique nous amenait à croire qu'une propagande de guerre distincte pouvait avoir été déployée à l'époque au Saguenay-Lac-Saint-Jean. La grande entreprise, l'Alcan en particulier, ainsi que les autorités politiques ou cléricales étaient pressenties comme des acteurs qui pouvaient avoir été impliqués dans la diffusion d'une propagande de guerre régionale. Dans le but d'expliquer le rôle de la propagande de guerre dans cette région, mais également de connaître les acteurs et leurs stratégies, d'analyser leur discours et d'en comparer le contenu à la propagande déployée à l'échelle nationale, des journaux saguenéens et jeannois ainsi que différents fonds d'archives régionaux ont été dépouillés.

Des éditions des journaux régionaux *Le Progrès du Saguenay*, *Le Lac St-Jean*, ainsi que des journaux d'entreprise de l'Alcan, *La Sentinelle* et *Le Lingot du Saguenay*, ont tout d'abord été consultées. Différents fonds et documents d'archives ont parallèlement été dépouillés à la Société historique du Saguenay, à la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean et à l'évêché de Chicoutimi, notamment. Il n'a par ailleurs pas été possible pendant la période réservée à la collecte de données d'obtenir un accès aux archives de l'Alcan, qui appartiennent aujourd'hui à Rio Tinto, la société anglo-australienne qui a acquis l'entreprise canadienne en 2007.

L'Alcan s'est imposée dans nos recherches comme un acteur de premier plan de la propagande de guerre régionale. La compagnie a publié de nombreuses publicités dans *Le Progrès du Saguenay* et dans *Le Lac-St-Jean*. Au total, 79 publicités et documents ont été relevés de 1941 à 1945. Des vérifications ciblées dans des journaux de la Mauricie², où la première aluminerie de l'Alcan au

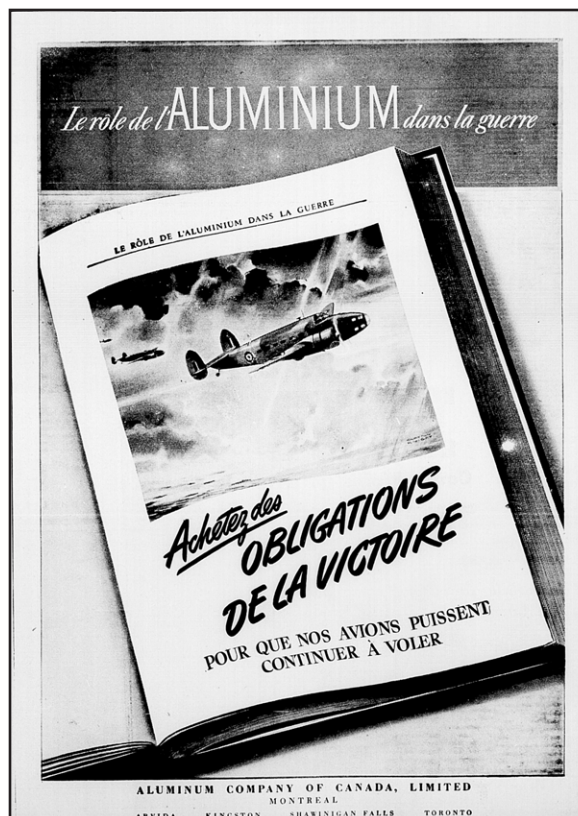


Figure 1 Exemple d'une publicité de l'Alcan associée à la campagne provinciale de propagande de la compagnie
Source: *Le Progrès du Saguenay*, 19 février 1942: 5.

Canada a été mise en exploitation en 1901 à Shawinigan Falls (Campbell, 1985: 63), ont ensuite été menées. Elles avaient pour but de vérifier si certaines des publicités de l'Alcan qui semblaient reliées à une campagne nationale (voir exemple à la figure 1) y avaient également été publiées. Nous y avons retrouvé la majorité de ces publicités. À l'inverse, aucune des publicités liées à la campagne du personnage Jos Alco n'a été retrouvée.

Cet exercice a permis de diviser les 79 publicités et documents composant le corpus étudié en deux campagnes de propagande distinctes. Quinze publicités ont été associées à une campagne nationale (1941-1945), alors que 64 publicités et documents composent une campagne régionale dédiée au Saguenay-Lac-Saint-Jean (1941-1942). Une grille d'analyse qualitative, construite en suivant les 10 critères d'analyse de la propagande proposés par Jowett et O'Donnell (2019), a d'abord été utilisée afin de relever des informations sur le contexte de production des campagnes, les stratégies et les techniques employées. Quelques informations sur la réception des campagnes ont également pu être colligées.

Une analyse thématique du contenu des documents selon la méthode de Mucchielli et Paillé (2012) a été effectuée à l'aide du logiciel NVivo. Un arbre thématique

2. *The Shawinigan Standard*, *Le Nouvelliste*, *L'Écho du St-Maurice* et *La Revue de Shawinigan Falls/The Shawinigan Falls Review*.

relevant les thèmes abordés a été construit en suivant une logique de thématisation séquentielle. Deux exercices de catégorisation ont été menés, le premier par le classement des publicités selon le thème principal de chaque publicité, et le second plutôt par le relevé de la fréquence de mentions des thèmes dans les publicités. Ces deux exercices ont permis d'apporter un éclairage différent sur les données.

Le cuviste Jos Alco, personnage de propagande de l'Alcan

Nous nous concentrerons dans cet article sur l'analyse de la campagne de propagande de l'Alcan au Saguenay–Lac-Saint-Jean et son personnage Jos Alco. La parution des 64 publicités et documents dans les journaux régionaux a été concentrée sur un peu plus d'un an, de décembre 1941 à décembre 1942. L'Alcan a ainsi déployé en un an dans cette région une campagne quatre fois plus importante que sa campagne nationale, sur une période environ quatre fois plus courte.

Tout porte à croire que la grève des travailleurs de l'aluminerie d'Arvida de juillet 1941 est à l'origine de cette importante campagne de propagande déployée par la compagnie. Même si la grève n'a duré que quelques jours, les pertes causées par la solidification des cuves et la lente reprise ainsi obligée ont été estimées à 10 000 tonnes d'aluminium (Igartua, 1996: 216). Ni la compagnie ni le gouvernement n'avaient alors intérêt à ce qu'une nouvelle situation perturbe de nouveau la production de guerre.

D'une part, l'Alcan avait des engagements de production envers les Alliés à satisfaire. La compagnie, qui a développé ses infrastructures régionales grâce à des investissements de 200 M\$ pendant la guerre, avait à l'époque bénéficié d'avantages économiques prenant la forme de prêts à long terme des gouvernements britannique, canadien et américain (Campbell, 1985; Gagnon, 2013; Massell, 2011) pour soutenir son expansion. D'autre part, le gouvernement devait s'assurer du respect de ses engagements envers les Alliés. Cette responsabilité incombait alors au ministre des Munitions et des Approvisionnements, C. D. Howe, qui s'était « engagé personnellement à livrer aux Britanniques l'aluminium commandé au Canada pour leur effort de guerre » (Igartua, 1996: 210).

Dans les journaux *Le Progrès du Saguenay* et *Le Lac-St-Jean*

Cette vaste campagne de propagande adressée aux travailleurs de la compagnie au Saguenay–Lac-Saint-Jean est lancée plus précisément le 4 décembre 1941, lorsque le personnage fictif de Jos Alco est présenté pour la première fois dans *Le Progrès du Saguenay*. « C'est un homme intelligent, fier, honnête, dévot. C'est un ouvrier compétent, consciencieux, qui travaille dur », peut-on lire dans cette première publicité sans illustration. « Mais c'est

aussi un bon citoyen et il sait faire la différence entre des opinions personnelles et les devoirs dus à son pays, y souligne également l'Alcan. [...] En un mot, il ressemble à s'y méprendre à la majorité des ouvriers de l'aluminium. » Le nom du personnage a d'ailleurs été choisi dans cette intention. Son prénom, diminutif de Joseph, est le prénom le plus populaire à l'époque au Saguenay (Gauthier, 1997: 206-208), tandis que le nom Alco est le résultat de la contraction d'« Aluminum Company ».

L'apparence du personnage de l'Alcan se veut elle aussi à l'image de ses travailleurs.

Jos Alco fait sa première sortie la semaine suivante, dans l'édition du 11 décembre 1941. L'illustration du personnage, pipe à la bouche, lunettes de cuviste relevées sur sa casquette d'ouvrier apparaît à droite de la publicité (voir **figure 2**) qui occupe environ un quart de la page. La publicité est accompagnée d'un dialogue dans lequel Jos Alco échange, sur un ton humoristique, avec un collègue de travail afin de le convaincre de l'importance d'augmenter la production d'aluminium et faire valoir le rôle de l'aluminium dans l'effort de guerre allié. Quarante dialogues dans lesquels Jos Alco fait valoir le « gros bon sens » sont ainsi publiés dans *Le Progrès du Saguenay*. Dans *Le Lac-St-Jean*, 33 dialogues sont publiés à partir de la fin du mois de janvier.

À la station de radio CBJ de Radio-Canada

Sous l'illustration de Jos Alco, ces publicités invitent également les lecteurs à écouter une émission de radio associée au personnage diffusée à la station CBJ de Radio-Canada à Chicoutimi. La campagne associée aux émissions de radio du personnage prend en fait une ampleur plus importante que les publicités publiées dans *Le Progrès du Saguenay* et *Le Lac St-Jean*. Selon nos estimations, 133 émissions diffusées sur un peu plus de 26 semaines, totalisant plus de 33 heures de contenu, ont ainsi occupé l'antenne à Radio-Canada³.

Du 8 décembre 1941 au 19 juin 1942, trois programmes sont proposés aux auditeurs. Elles sont axées sur le divertissement, proposant principalement des sketches historiques et des prestations musicales. Elles prennent le titre de *La Vedette du jour*, *Artisans du Saguenay* puis le nom générique de Programme Jos Alco. Les émissions de 15 minutes chacune sont habituellement diffusées du lundi ou vendredi à heure de grande écoute. Le journal de compagnie de l'entreprise au Saguenay, *La Sentinelle* (voir **figure 3**), publie dans ses pages plusieurs publicités invitant les ouvriers à écouter l'émission de radio. Quelques communiqués, dont un signé par le personnage fictif, ont également paru dans les pages du *Progrès du Saguenay*.

3. Il n'a pas été possible de retracer ces émissions de radio auprès de Radio-Canada, dont les archives radio remontent à octobre 1943 pour la station de Chicoutimi.

“Il faut que chacun fasse un EFFORT SUPRÊME...”

Le premier ministre
Mackenzie King,
18 septembre 1941



ALBERT: Dis-moi, Jos, quand Mackenzie King a dit ça en revenant d'Angleterre, qu'est-ce qu'il voulait dire au juste?

JOS ALCO: Pour nous, ça revenait à dire qu'il faut produire autant d'aluminium qu'il y a moyen de produire.

ALBERT: On en produit donc pas assez actuellement?

JOS ALCO: On en a jamais assez. Les besoins augmentent de jour en jour, à mesure qu'on produit plus d'avions, plus de munitions, plus de tout ce qu'il faut pour la guerre. Il faut qu'on fasse plus d'aluminium que Hitler.

ALBERT: Tout de même, tu me feras pas croire que Hitler produit plus d'aluminium que toutes les démocraties ensemble, y compris Arvida?

JOS ALCO: Peut-être que non, mais oublie pas que ça faisait dix ans qu'il préparait la guerre. Ses usines fonctionnent sans arrêt. Et je t'assure que si un ouvrier allemand osait dire qu'il a trop de travail, ça pourrait lui coûter un peu cher!

ALBERT: Bien moi, je te dis rien qu'une chose: c'est que les ouvriers allemands, ils sont pas de force avec nous. On va en faire plus qu'eux autres de l'aluminium. T'as encore rien vu! Avant longtemps, on va en faire tellement d'aluminium qu'il va falloir des avions spéciaux pour diriger la circulation des bombardiers au-dessus de Berlin! . . .

JOS ALCO: Y a pas à dire, tu vois grand, toi Albert! Tâche de t'arranger pour que ce jour-là vienne au plus vite: j'ai hâte de voir la tête que fera Hitler!



Votre ami, Jos Alco,
vous invite à l'écouter à la radio tous les soirs (sauf le samedi et le dimanche) à CBJ, votre poste de Chicoutimi. Son programme, "La Vedette du jour", où vous entendrez les vedettes les plus

Figure 2 Première publicité où figure le personnage Jos Alco
Source: *Le Progrès du Saguenay*, 11 décembre 1941: 5.



JOS ALCO
vous invite à écouter
"ARTISANS DU SAGUENAY"

Connaissez-vous bien la vie aventureuse et romanesque des hardis pionniers du Saguenay? Vous revivrez avec eux des heures dramatiques et passionnantes. Faites la connaissance de vos propres ancêtres!

CBJ • 7H.30
TOUS LES SOIRS (sauf le samedi et le dimanche)

Figure 3 Publicité annonçant l'une des émissions de radio du personnage Jos Alco
Source: *La Sentinelle*, 17 avril 1942: 3.

L'effort de guerre et les relations de travail au sein du discours

L'analyse du discours des dialogues du personnage Jos Alco a permis de relever que l'effort de guerre et les relations de travail constituaient les deux grands thèmes abordés, dans des proportions presque égales. Par la bouche de son personnage de propagande, l'Alcan souhaite projeter une image d'entreprise bienfaitrice dont l'engagement bénéficie autant aux Alliés, au Canada, au Saguenay–Lac-Saint-Jean qu'à Arvida, ville de compagnie fondée par l'entreprise. En adaptant son message selon cette logique, l'Alcan mise par le fait même sur les niveaux d'appartenance que peuvent avoir ses travailleurs. Citoyens du monde touchés par le conflit, les ouvriers sont également citoyens canadiens, habitants du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mais aussi travailleurs et citoyens arvidiens.

Sans pouvoir aborder le détail de chacun des thèmes mis de l'avant par la compagnie par l'intermédiaire de son personnage, soulignons rapidement que les enjeux locaux sont ceux ayant fait l'objet du plus grand nombre de publicités, soit 17. Par l'entremise de ces publicités, l'Alcan tente de convaincre ses ouvriers qu'ils ont la chance de bénéficier de conditions de travail avantageuses. L'entreprise consacre également plusieurs publicités aux prélèvements effectués sur la paie des travailleurs liés à l'assurance chômage, à la caisse de retraite et à l'assurance vie. Ils sont présentés comme étant des protections offertes par la compagnie aux travailleurs et à leur famille.

C'est d'ailleurs principalement au chapitre des relations de travail que le discours de Jos Alco se démarque par rapport à la propagande de guerre déployée dans les publicités des entreprises publiées dans les journaux nationaux québécois, un thème qui n'a pas été relevé dans l'étude de Côté et Daigle (1999). Le discours de la compagnie, qui ne peut être détaché des enjeux nationaux, présente des similitudes avec le discours national lorsqu'il est plutôt question de l'effort de guerre. Côté et Daigle soulignent dans leur étude que les entreprises dédiées à la production de guerre, n'ayant plus de produits à offrir aux consommateurs, consacrent alors leurs publicités à faire valoir une image d'entreprise patriotique :

Ce soin de leur image publique, ces firmes le manifestent notamment en livrant à leur public lecteur un plaidoyer en faveur de l'effort de guerre, en faisant de la privation, du sacrifice, de la discipline, de l'épargne (sous la forme d'achats de bons de guerre), de la conservation, du recyclage et de la productivité les principales marques du patriotisme (Côté et Daigle, 1999: 247).

L'Alcan reprend donc le même leitmotiv, mais en l'adaptant à la réalité régionale, tout en s'en distinguant par l'importance accordée aux relations de travail. En jouant sur ces deux plans, la compagnie souhaite visiblement éviter un autre conflit de travail en voulant

convaincre les ouvriers qu'il est de leur devoir d'augmenter la production d'aluminium, sans se plaindre de leurs conditions de travail.

Intérêt et limites du corpus publicitaire

Au terme de cette analyse, il est possible d'évaluer l'intérêt de l'utilisation de publicités publiées dans les journaux afin d'étudier le discours d'acteurs de la propagande de guerre régionale, mais également les limites posées par un tel corpus. Les publicités d'entreprises offrent pendant la guerre un contenu riche dont l'intérêt dépasse la simple compréhension de l'offre marchande et des stratégies de séduction du consommateur. Elles laissent cependant le chercheur sans information sur la planification des campagnes de propagande et leur réel effet sur le public cible visé.

Un discours idéologique facilement accessible

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les publicités publiées par les entreprises dans les journaux sont avant tout idéologiques. Selon Côté et Daigle (1999: 245), cette « mobilisation des forces économiques et sociales à des fins militaires influe grandement sur la rhétorique publicitaire marchande, au point de faire des années 1939-1945 une époque unique dans l'histoire de la publicité ». Publicité marchande et propagande politique ne font alors qu'un, faisant de la publicité le véhicule d'un discours de masse. Les enjeux collectifs en viennent à subordonner la vie privée, individuelle et familiale.

L'analyse du contenu de publicités issues de cette période afin d'étudier la propagande de guerre déployée dans les régions offre donc un accès à un discours livré sans intermédiaire ou traitement journalistique. Or, dans un contexte où les archives industrielles sont parfois difficilement accessibles aux historiens, les publicités diffusées dans les journaux régionaux offrent une première compréhension des intentions et des intérêts de joueurs industriels d'importance auprès de la population et de ses employés pendant le conflit, comme l'Alcan au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Dans le cas de l'Alcan, en particulier, les publicités liées aux dialogues du personnage Jos Alco proposent un contenu riche et diversifié.

Les journaux régionaux ont l'avantage de représenter une source facilement accessible pour les historiens, plusieurs titres ayant été numérisés avec reconnaissance de texte par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). Les éditions du *Progrès du Saguenay*, du *Lingot du Saguenay*, du *Nouvelliste* et de *L'Écho du St-Maurice* ont par exemple été consultées et téléchargées grâce à BANQ numérique pour ce projet de recherche.

Une stratégie et un accueil qui demeurent flous

L'étude de publicités d'acteurs industriels ne permet cependant pas de bien évaluer certains éléments derrière la stratégie élaborée ou encore de connaître les effets de

la campagne de propagande. Dans le cas de la campagne régionale d'Alcan que nous avons étudiée, des conclusions partielles ne peuvent par exemple qu'être tirées au sujet de la structure organisationnelle derrière la campagne déployée au Saguenay–Lac-Saint-Jean, de même qu'en ce qui concerne la réaction de la population à cette campagne de propagande.

Bien que l'Alcan s'affiche clairement au bas de chacune des publicités, la structure précise derrière cette importante campagne, visiblement mise sur pied en quelques mois, demeure difficile à évaluer. Les seuls indices à ce sujet repérés dans la littérature proviennent des écrits d'Aimé Gagné, ancien directeur du Service des relations publiques de l'Alcan à Arvida, fondé en 1943. Celui qui était directeur du même service à Shawinigan Falls, avant d'être promu à Arvida, mentionne que les émissions de radio du personnage Jos Alco diffusées avant son arrivée au Saguenay avaient à l'époque été conçues par une agence de publicité montréalaise (Gagné, 1994 : 6).

La campagne entière du personnage aurait donc pu être élaborée par cette agence de publicité montréalaise, qui avait probablement reçu le mandat du siège social de la compagnie situé à Montréal. Aimé Gagné mentionne d'ailleurs que le siège social comptait pendant cette période un service du nom de Department of Education, qui occupait des fonctions liées à la publicité. Ce service aurait donc également pu se charger de la préparation des publicités publiées dans les journaux, tout en confiant la conception des émissions de radio à une agence externe.

Dans une telle situation, un accès aux archives de la compagnie aurait permis par exemple d'en apprendre davantage sur la planification de la campagne, sur l'ampleur des moyens investis et sur la nature des mandats octroyés. La compagnie était-elle seule derrière la planification de cette importante campagne de propagande régionale? Le gouvernement du Canada, par le Bureau de l'information publique, aurait-il pu participer à sa préparation, étant donné l'importance névralgique de la production d'aluminium au Saguenay–Lac-Saint-Jean? Les informations détenues actuellement ne permettent pas de répondre à ces questions.

Dans le même ordre d'idées, les publicités à elles seules ne permettent pas d'évaluer la réception de cette campagne et son effet sur les travailleurs, ce qui oblige à se tourner vers d'autres sources. Deux réactions à la campagne relevées dans *Le Progrès du Saguenay* offrent quelques informations à ce sujet. La première prend la forme d'un court commentaire éditorial publié en première page le 11 décembre 1941. On y accueille positivement le début des émissions de radio de Jos Alco, en soulignant qu'elles permettront d'assurer les «meilleures relations possibles» et la «plus franche collaboration» entre les patrons de l'Alcan et les ouvriers membres du syndicat catholique. Ce commentaire est peu étonnant, sachant qu'à l'époque *Le Progrès du Saguenay*

était l'organe officiel du clergé régional (Beaulieu et Hamelin, 1977, t. 3 : 421).

La seule désapprobation envers la campagne régionale identifiée provient de la Société historique du Saguenay, qui publie le 7 mai 1942 une mise au point dans les pages du journal afin de se dissocier du contenu diffusé dans la programmation *Artisans du Saguenay*. La société historique y indique recevoir des questions «et observations qui arrivent d'un peu partout» au sujet des émissions. «La composition de ce programme est l'œuvre de gens de l'extérieur tout à fait étrangers de la région», peut-on lire dans la mise au point. Les informations présentées sont qualifiées de «compositions fantaisistes qui n'ont rien d'historique» et l'organisme prévient qu'elles ne doivent pas être considérées comme une «interprétation de l'histoire du Saguenay». Cette dernière réaction laisse penser que ces émissions de radio, média qui entre dans 71 % des foyers au Québec en 1941 (Legris, 1981 : 15), étaient populaires auprès de la population saguenéenne.

Ce premier pas afin d'étudier la propagande de guerre dans une région du Québec a permis de mettre en relief une campagne régionale d'envergure déployée au Saguenay–Lac-Saint-Jean par un acteur industriel au rôle névralgique pour l'effort de guerre canadien et allié pendant la Seconde Guerre mondiale. L'intérêt de cette opération de communication déployée par l'Alcan, dans les mois qui ont suivi la grève de juillet 1941 à l'usine d'Arvida, repose non seulement dans les proportions qu'elle a prises, mais, avant tout, dans l'adaptation de son contenu à la réalité régionale, en se distinguant par l'attention accordée aux relations de travail.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean n'est pas le seul territoire d'intérêt pour l'étude de la propagande de guerre régionale. Le survol de journaux de la Mauricie pour ce projet de recherche a permis d'y constater la présence de plusieurs publicités d'industriels qui insistent sur leur contribution patriotique à l'effort de guerre et incitent la population régionale à participer à l'épargne de guerre. La Shawinigan Power and Water en est un exemple. La même méthodologie d'analyse thématique du discours et d'étude du contexte de production et de diffusion des publicités pourrait être appliquée dans cette région et d'autres démontrant un potentiel de recherche.

Une telle démarche permettrait, à l'image de celle qui a été menée au Saguenay–Lac-Saint-Jean, de contribuer aux connaissances sur le déploiement de l'effort de guerre auprès de populations régionales dont le territoire a accueilli des installations stratégiques pendant la guerre. La publicité a visiblement joué un rôle de premier plan pour les industriels qui souhaitaient vendre l'idée de la productivité et du sacrifice comme idéal patriotique auprès de leurs travailleurs et des populations régionales.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Journaux

LA REVUE DE SHAWINIGAN FALLS/SHAWINIGAN FALLS REVIEW. Shawinigan Falls, 1939 et 1944.

LA SENTINELLE. Arvida, 1939-1943.

LE LAC ST-JEAN. Alma, 1941-1945.

LE LINGOT DU SAGUENAY. Arvida, 1943-1945.

LE NOUVELLISTE. Trois-Rivières, 1939-1945.

LE PROGRÈS DU SAGUENAY. Chicoutimi, 1939-1945.

L'ÉCHO DU ST-MAURICE. Trois-Rivières, 1939-1945.

THE SHAWINIGAN STANDARD. Shawinigan Falls, 1939-1945.

Fonds d'archives

Société d'histoire du Lac-Saint-Jean

La compagnie Alcan, F1000, S21

- Documents d'ensemble – Brochures et documents d'informations – 1938-[199-], SS1, D4.
- Ressources humaines – Les grèves – 1941-1976, SS5, D2.
- Ressources humaines – Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida, SS5, D5.

Politique, comités, députés, F1000, S8

- Deuxième Guerre mondiale – 1929-1977, SS1, D4.
- Martel, Gaston. *La Deuxième Guerre mondiale par le journal Le Lac-St-Jean*, SS1, D4F.1.
- Gouvernement fédéral, Service de l'information, SS1, D4A.2.

Évêché de Chicoutimi

Spicilège, Textes et documents émanant de ou se rapportant à : Monseigneur Georges Melançon – Cahier 1, 1940-1951.

Études

BEAULIEU, André, et Jean HAMELIN (1977). *La presse québécoise: des origines à nos jours*, t. 3, 1880-1895. Québec, Presses de l'Université Laval, 421 p.

BERGERON, Michel, et Claude CHAMBERLAND (1998). «La base militaire de Bagotville, 1942-1945: une histoire méconnue». *Saguenayensia*, vol. 40, n° 2 (avril-juin), p. 33-54.

CAMPBELL, Duncan C. (1985). *Global Mission: The Story of Alcan*, vol. 1. Toronto, Ontario Publishing Company, 438 p.

CHOKO, Marc-H. (1994). *Affiches de guerre canadiennes: 1914-1918, 1939-1945*. Laval, Éditions du Méridien, 199 p., [En ligne], <http://publications.gc.ca/site/fra/470394/publication.html> (page consultée le 20 octobre 2017).

CÔTÉ, Luc, et Jean-Guy DAIGLE (1999). *Publicité de masse et masse publicitaire: le marché québécois des années 1920 aux années 1960*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, 362 p.

EVANS, Gary (1984). *John Grierson and the National Film Board: The Politics of Wartime Propaganda, 1939-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 329 p.

GAGNÉ, Aimé (1994). «À l'Alcan... 50 ans déjà. Début des relations publiques au Saguenay-Lac-Saint-Jean». *Saguenayensia*, vol. 36, n° 1 (janvier-mars), p. 3-7.

GAGNON, Gaston (2013). *Au royaume du Saguenay et du Lac-Saint-Jean: une histoire à part entière, des origines à nos jours*. Québec, Les Éditions GID, 494 p.

GAUTHIER, Josée (1997). «Les modèles de prénomination au Saguenay entre 1880 et 1970: analyse des premiers résultats», dans Gérard Bouchard, *Une langue, deux cultures: rites et symboles en France et au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 201-233.

GOETTE, Richard, et Paul JOHNSTON (2013). «L'expérience canadienne de la Seconde Guerre mondiale». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 250, n° 2, p. 21-40, [En ligne], DOI: 10.3917/gmcc.250.0021 (page consultée le 15 avril 2018).

GRANATSTEIN, Jack Lawrence (1973). «Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 1, p. 43-62, [En ligne], DOI: 10.7202/303231ar (page consultée le 4 octobre 2018).

IGARTUA, José E. (1996). *Arvida au Saguenay: naissance d'une ville industrielle*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 273 p.

JOWETT, Garth, et Victoria O'DONNELL (2019). *Propaganda and Persuasion*, 7^e éd. Thousand Oaks, SAGE, 400 p.

LEGRIS, Renée (2011). *Histoire des genres dramatiques à la radio québécoise, 1923-2008: sketch, radioroman, radiothéâtre*. Sillery, Septentrion, 512 p.

LEGRIS, Renée (1981). *Propagande de guerre et nationalismes dans le radio-feuilleton (1939-1955)*. Montréal, Fides, 1981, 526 p.

MARTIN, Jean (2005). «La Bataille d'Angleterre a-t-elle été gagnée au Québec?» *Saguenayensia*, vol. 47, n° 1 (janvier-mars), p. 102-106.

MASSELL, David Perera (2011). *Quebec Hydropolitics: The Peribonka Concessions of the Second World War*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 242 p.

MUCCHIELLI, Alex, et Pierre PAILLÉ (2012). «L'analyse thématique». *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^e éd., Paris, Armand Colin, p. 231-313.

YOUNG, William Robert (1995). «Le Canada français et l'information publique pendant la Seconde Guerre mondiale». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3 (numéro spécial), nos 3-4 (printemps-été), Actes du colloque du 6 au 9 octobre 1994 «La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale: mythes et réalités», p. 227-241.

YOUNG, William Robert (1978). *Making the Truth Graphic: The Canadian Government's Home Front Information Structure and Programmes During World War II*. Thèse de doctorat (histoire), The University of British Columbia, 1978, 447 p., [En ligne], dans *UBC Thesis and Dissertations* (page consultée le 26 octobre 2017).

YOUNG, William Robert, Terry Cook, et Claudette Lacelle (1978). «Academics and Social Scientists versus the Press: the Policies of the Bureau of Public Information and the Wartime Information Board, 1939 to 1945». *Historical Papers*, vol. 13, n° 1, p. 217-240, [En ligne], DOI: 10.7202/030485ar (page consultée le 26 octobre 2017).



Pour une histoire des festivals de musique au Québec de la Révolution tranquille à nos jours

À la recherche de la sociabilité musicale québécoise

Par **Jean-François Veilleux**, étudiant au doctorat en études québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Depuis le XIX^e siècle, les festivités prennent plusieurs formes au Québec: les fêtes se vivent en famille ou entre voisins (fêtes de quartiers, fêtes communautaires), ou pour célébrer la fin des travaux aux champs jusqu'aux grandes occasions, comme la noce ou les cérémonies de piété (fêtes religieuses), sans oublier les soirées-bénéfice pour le bien de la communauté (fêtes de solidarité). On prend plaisir à fêter en groupe dans un lieu transformé à cet effet, un moment qui donne envie d'embellir le quotidien (Chicoine et collab., 1982: 7-9).

Depuis un siècle, les événements de masse, comme les festivals, ont trouvé une place de plus en plus importante au cœur de la société québécoise. Considérant la croissance du nombre de fêtes populaires et de festivals au

Québec (Huard, 2001: 4), il importe de se pencher sur la fonction précise de ces rassemblements festifs et de leur évolution dans le temps. Or, l'histoire culturelle axée sur le développement des festivals de musique au Québec, en tant qu'écosystème festif, est un champ d'études presque entièrement inexploité, surtout par les historiens. D'où la pertinence de rendre compte de ce phénomène omniprésent dans nos sociétés contemporaines. Cependant, avant de pouvoir formuler des questions de recherche et des hypothèses, nous devons inscrire le phénomène du festival dans le contexte, plus large, du développement de la culture du spectacle au Québec.

Après la lecture de nombreuses études européennes sur les festivals, nous avons procédé à une recension des écrits,

en particulier les thèses et les mémoires écrits en français au Québec depuis 1997¹. Selon Nhiêm (2013 : 35), le festival est l'un des trois types d'événements spéciaux les plus étudiés aujourd'hui, avec les événements commerciaux et les événements sportifs. Nos recherches ont été effectuées sur les portails des dépôts institutionnels des bibliothèques universitaires québécoises et à partir des articles sur les festivals cités dans les bibliographies des publications gouvernementales. Notre corpus de 24 études totalise près de 4 700 pages, ce qui démontre une certaine popularité des festivals comme objet d'étude au Québec.

Par ailleurs, l'ensemble des thèses et des mémoires qui ont été écrits au Québec sur les fêtes populaires et les festivals provient de disciplines situées en dehors de la science historique². Seulement deux mémoires de maîtrise sont spécialisés en histoire, soit celui de Dominic Houde (Université de Sherbrooke, 2014) et celui d'Alex Giroux (UQAM, 2015), tous deux au 2^e cycle. Malgré l'importance de recenser le vaste champ de l'histoire culturelle, le peu d'études historiques sur les festivals nous oblige à intégrer dans nos analyses les données issues de disciplines connexes. Cela permet d'obtenir un portrait plus complet des approches et des points de vue que les chercheurs québécois ont adoptés, en vue de façonner notre regard par la complémentarité de l'information provenant de différentes sciences humaines.

Cet article a pour but de dresser un bilan de l'historiographie québécoise au sujet des festivals de musique au Québec. Trois thèmes émergent de ces recherches et rejoignent les objectifs de notre projet doctoral : les origines et la définition du concept de *festival*, l'ampleur du phénomène festivalier au Québec et le rôle qu'un festival joue dans une communauté, tant locale, régionale que nationale. Ce bilan de la littérature scientifique s'inscrit dans le champ général de l'histoire de la musique au Québec, englobée par l'histoire culturelle, et permet notamment de mieux saisir les divers enjeux reliés aux événements festifs de masse au centre desquels évolue la musique.

Pour une définition opératoire du concept de festival

Dans notre corpus, seulement treize chercheurs universitaires ont jugé nécessaire de définir le mot « festival », soit la moitié du corpus. Pourtant, au-delà de cette apparence de simplicité, le festival est un concept relativement complexe et flou qui mérite une attention particulière.

Le festival : un temps bref de célébration

D'emblée, l'origine latine de *festivus* renvoie à la notion de « fête », de divertissement. C'est pourquoi le festival recouvre un vaste ensemble de manifestations sociales (Berthier, 2015 : 1). Selon Simard, le terme *festival* serait même apparu aux environs de 1850 (Simard, 2010 : 16). Toutefois, le sociologue Janin Huard est le seul à rappeler la véritable origine du mot qui vient d'Angleterre. Il aurait pour origine les lettres que les évêques de la « primitive Église » s'écrivaient à l'occasion des fêtes, alors appelées *Lettres festives* (Huard, 2001 : 114).

En réalité, c'est en matière de temporalité plutôt que d'étymologie que l'on peut mieux saisir ce qui caractérise le moment festif. Benito (2001 ; cité dans Berthier, 2015) rappelle que le festival se veut « une forme de fête unique, célébration publique d'un genre artistique dans un espace-temps réduit » (Berthier, 2015 : 2). En études urbaines, Speck (2015) s'appuie aussi sur cette définition selon laquelle le festival est « une activité éphémère et temporaire malgré sa récurrence cyclique » (Speck, 2015 : 14).

En études en loisir, Brisson Duchesne (2014 : 18) établit une distinction entre « festival » et « événement » (le deuxième n'est pas récurrent), à savoir que le premier constitue la « tenue périodique de manifestations appartenant à un genre donné et se déroulant habituellement dans un endroit précis », contrairement aux événements qui se déroulent « dans un lieu et un temps donnés, un ensemble de circonstances particulières, un contexte remarquable » (*ibid.*)³. La chercheuse choisit finalement de traiter les deux comme faisant partie d'une seule et même grande famille de manifestations reliées à la fête, au festif. Par souci de clarté et d'englober le phénomène, nous nous appuyons sur cette analyse et nous nous inscrivons dans cette ligne interprétative.

Selon Huard (2001), le festival est une fête populaire désacralisée et focalisée, thématique et récurrente, importante et symbolique, organisée et officielle. L'auteur croit qu'il existe deux types de festivals : la **fête populaire**, qui « correspond au moment de réjouissance organisé par et pour la collectivité en raison d'un certain sentiment d'appartenance » (Huard, 2001 : 39) et l'**événement festif**

1. Nous aurions pu reculer plus loin, mais c'est plutôt au tournant des années 2000 que l'engouement des chercheurs pour les festivals s'est fait sentir en Occident et que c'est devenu un véritable objet d'étude scientifique. L'impressionnante quantité de travaux francophones sur la musique québécoise, les espaces musicaux et quelques-uns sur les festivals québécois ne nous a pas permis d'élargir notre corpus aux études québécoises de langue anglaise.

2. Outre deux études en histoire, il s'agit de huit domaines issus des sciences humaines et sociales, telles que la littérature (1), la géographie (1), l'urbanisme et les études urbaines (2), l'ethnologie et l'anthropologie (2), la gestion et l'administration des affaires (3), la communication (4), la sociologie (4) et, enfin, les études en loisir, culture et tourisme (4).

3. Ces deux définitions sont tirées du *Petit Larousse illustré*, Paris, 2008, p. 385, 415.

«qui est produit par un groupe ou une organisation en particulier avec des intérêts tout aussi spécifiques» (*ibid.*)⁴.

Huard (2001) estime que le festival doit être considéré dans son organisation et sa logistique comme un «art social» (Huard, 2001 : 191).

Il n'est pas le seul chercheur à souligner ce fait. La sociologue Anne Julien rappelle également que c'est en raison qu'il touche à divers secteurs d'activité (démocratique, économique, touristique, social, culturel, identitaire, politique, etc.). Ces événements complexes peuvent et doivent alors être conçus comme des «faits sociaux totaux» selon l'expression de Marcel Mauss (1872-1950), c'est-à-dire qu'ils touchent l'ensemble des domaines de la vie sociale. Robineau (2004) souligne aussi qu'on peut parler du festival, ce vecteur d'identité, comme un phénomène social total parce qu'il «mobilise toutes les sphères d'activités sociales» (Robineau, 2004 : 176).

En résumé, en plus d'être associé à plusieurs domaines sociaux, le festival se définit comme une série annuelle de performances artistiques dans un lieu précis et souvent sur un thème particulier.

Le festival: un espace-temps pour vivre une expérience hors du commun

Le festival est un moment qui se définit par sa réalisation en dehors de la vie courante, soit au-delà de la normalité de la vie. C'est la deuxième caractéristique permettant de définir un festival: malgré sa courte période d'activités, cet événement social opère une rupture avec la vie ordinaire, en offrant de «l'extraordinairement» (Wermeille, 2008 : 51, 101, 113, 130, 132). Bref, le festival permet d'offrir de l'inédit ou de la rareté. L'auteure approuve l'idée d'un événement de temporalité réduite qui s'inscrit dans une dynamique d'unicité, acquise par la création d'un temps différent, propre au festival (*ibid.* : 33, 51). De plus, elle précise l'importante notion de «rendez-vous» associée aux festivals, qui permet de fidéliser les spectateurs, même si c'est un public cible.

Les travaux de Simard (2010) se situent dans cette mouvance. Dans toutes les définitions que l'auteure soulève, le sens du festival rejoint celui de l'authenticité de la fête et son sens premier, celui d'être «un moment séparé de la vie quotidienne et de son fardeau» (Simard, 2010 : 23), car «un festival doit sortir de l'ordinaire et de la routine pour s'imposer» (*ibid.* : 136).

Par ailleurs, Simard (2010) souligne la complexité du concept de festival, car son omniprésence dans le paysage montréalais entre en contradiction et rompt avec sa définition ancienne, d'un temps extraordinaire. Comme le calendrier des événements à Montréal s'étend sur plus de 250 jours, les grands festivals «se confondent de plus

en plus avec la vie quotidienne» (*ibid.* : 130). Pour cette raison, ils sont concentrés en plein air dans le centre-ville et «il devient presque impossible d'y échapper» (*ibid.* : 130).

Après avoir défini le concept polysémique de festival, il faut maintenant définir l'objet ou le thème de ces célébrations.

Le festival de musique: un événement pour célébrer la culture et les arts

La définition classique du festival de musique le résume à être un événement public dont le but principal est de diffuser des œuvres musicales. De son côté, Grisel (1993; cité par Cochard, 2007) propose une intéressante distinction entre quatre catégories de festivals de musique, soit ceux visant: a) la création en soutenant la relève; b) les festivals touristiques basés sur un monument ou un cadre prestigieux; c) les festivals d'images fondés pour façonner l'identité d'une ville et, enfin, d) les festivals de diffusion qui proposent des spectacles et des événements culturels en région, comme le Festival de Lanaudière ou l'International de l'art vocal (Cochard, 2007 : 46). Ces catégories nous permettront de mieux distinguer les types de festivals musicaux.

L'importante étude de Huard (2001) repose, quant à elle, sur la distinction majeure que fait la Société des fêtes et festivals du Québec (SFFQ), soit entre deux catégories principales: a) les festivals centrés sur la célébration d'un art en particulier, dits «festivals culturels», et b) ceux centrés sur une spécificité régionale ou un thème générique, dits «fêtes populaires» (Huard, 2001 : 9). Cette précision est primordiale parce qu'elle met de l'avant le rôle que peuvent jouer ces événements dans la société contemporaine. Par exemple, en tourisme, Claveau (2005; cité dans Nhiêm, 2013) rappelle que le festival est autant un «produit d'appel», pour inciter la fréquentation touristique, qu'un «produit de fidélisation». De plus, le festival constitue un phénomène transversal au secteur culturel (Barthon et collab., 2007; cité dans Nhiêm, 2013 : 36).

Ces caractéristiques nous poussent à nous intéresser aux autres dimensions des festivals au Québec. Étant donné que nous venons de préciser les diverses définitions possibles dans le contexte des recherches universitaires, ce qui nous permet d'entrevoir l'éventail des catégories festivalières, nous nous penchons maintenant sur leur ancrage dans l'histoire proprement québécoise.

Le phénomène festivalier au Québec et son ancrage dans l'histoire contemporaine

D'après Perron-Brault (2016), «il n'existe que très peu de recherches au Québec sur les festivals de musique» (Perron-Brault, 2016 : 10), même si quelques auteurs sont allés dans le sens des recherches sur les festivals, tels que Bourdeau, Coster et Paradis (2001); Duchesneau (2004); Rhéaume (2005); Orosa Paleo et Wijnberg (2006); Trottier (2013); Audet et Saint-Pierre (2015); Dantas et

4. Même si nous établissons une différence entre ces termes, les institutions les utilisent encore comme des synonymes.

Colbert (2016). En général, les deux sujets qui ont retenu le plus d'attention sont les motivations des participants à un festival musical et l'étude du profil des festivaliers d'un événement en particulier, le plus souvent dans une logique «marketing».

Malgré le peu de recherches au Québec sur l'histoire des festivals, il est possible d'en brosser un portrait sommaire à partir de travaux universitaires. Afin de mieux en comprendre l'évolution, nous divisons cette histoire en trois périodes: avant les années 1960, durant la Révolution tranquille (1960-1980)⁵ et depuis l'adoption de la première politique culturelle du Québec (1992). Chacune de ces périodes a vu l'émergence de fêtes populaires ou de festivals d'ampleur relative.

Les pionniers pour l'organisation des festivals au Québec

L'esprit festif qui semble caractériser l'identité des «Canadiens français», puis des «Québécois⁶», est ancré dans les mœurs au moins depuis la Nouvelle-France. Constatant qu'il n'existe aucun traité sur l'histoire de la fête au Québec, seul le sociologue Janin Huard remonte à l'*Ordre du bon temps*, fondé par Samuel de Champlain, pendant l'hiver 1606-1607. Par la suite, la tradition des «fêtes d'hiver» persiste et réapparaît avec le carnaval de Montréal et de Québec et l'introduction de manifestations sportives, en 1880. Ces fêtes sont inséparables de la coutume chrétienne du carême, marquée par le jeûne et les privations (Huard, 2001: 16-17). Selon l'auteur, pour comprendre le «caractère festif» des Québécois, il faut se pencher sur la question du climat rigoureux des hivers et jeter un éclairage anthropologique et sociologique sur le phénomène. Cela permet de comprendre l'importance du festival pour les membres de la société québécoise.

Cependant, c'est à un étudiant en littérature qu'on doit une étude sur les Festivals de la chanson et des métiers du terroir de Québec (FCMTQ), tenus en 1927, 1928 et en 1930. Co-fondés par Marius Barbeau et ses collègues du Musée national du Canada, ils ont constitué une plateforme de promotion du folklore musical canadien-français (Lapointe, 2009: 89). Les organisateurs se sont inspirés des festivals qui se faisaient déjà en Europe au même moment.

Outre la fête du 1^{er} mai, célébrée par des groupes socialistes, dès 1891, à Montréal, et la structuration des loisirs par la création de l'Œuvre des terrains de jeux (OTJ), en 1929, la fête est moins présente dans les milieux urbains au début du XX^e siècle. Jusque vers la fin des années 1950, d'après Chicoine et ses collaborateurs (1982), les fêtes restent principalement liées à l'Église, à la famille et à l'organisation des loisirs (Huard, 2001: 20). Dans cette décennie, on voit le retour du Carnaval de Québec (1955) et du Carnaval-souvenir de Chicoutimi (1960). Non seulement le terme «festival» est présent dès 1955 dans la chanson-thème du Carnaval de Québec (Désilets, 2009: 11), mais cet événement⁷ est «le troisième carnaval en importance dans le monde» (Simard, 2010: 26). Selon Martineau (1984; cité dans Désilets, 2009), le carnaval d'hiver a servi de modèle de base à la mise en place des autres festivals au Québec⁸.

Toutefois, c'est à partir de la Révolution tranquille que le phénomène festivalier prend de l'ampleur au sein de la société québécoise.

La montée du nationalisme québécois et les rassemblements collectifs

Le secteur culturel s'institutionnalise au Québec avec la création d'un ministère des Affaires culturelles, le 1^{er} avril 1961. Peu de chercheurs du corpus s'intéressent aux politiques culturelles. Seule Simard (2010) mentionne que «les premières politiques culturelles au Québec remontent aux années 1920» (Simard, 2010: 70). Montréal entre dans l'ère des festivals, dès 1936, avec le festival de Montréal ou le Festival de musique de Montréal, sous la direction de Wilfrid Pelletier. L'événement s'officialise, en 1939, avec la création de l'organisme «les Festivals de Montréal», fondé par Louis-Athanase David et sa femme Antonia Nantel, afin de créer un événement dans la tradition des grands festivals européens. Cet organisme se dissout en 1965 en raison des ressources mobilisées pour l'organisation du Festival mondial de l'Exposition universelle de 1967 et du déficit accumulé pour l'inauguration de la Place des Arts, à Montréal, en septembre 1963 (Simard, 2010: 23-24).

En réalité, la contre-culture, issue des mouvements sociaux états-uniens, est à la base de la conception moderne du festival en tant que phénomène populaire qui exprime les valeurs de la jeunesse. L'historien Alex Giroux écrit qu'Expo 67 est «le premier grand événement contre-culturel québécois» (Giroux, 2015: 57). Ayant accueilli 49 groupes assez diversifiés à la discothèque du Jardin des étoiles, entre le 1^{er} mai et le 27 octobre,

5. La «Révolution tranquille», qui caractérise une période de changements rapides et de modernisation vécue par le Québec à partir de juin 1960, part de l'affirmation d'un État francophone en s'appuyant sur le mouvement nationaliste québécois. Certains historiens, tels que Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, croient que l'échec du référendum de mai 1980 a mis un terme à ce vent de réformes.

6. C'est l'ancien nom des habitants du Québec, qui furent des «Canadiens», de 1534 à 1840, des «Canadiens français», de 1840 à 1967 et, enfin, des «Québécois» depuis les États généraux du Canada français, de 1966 à 1969, à Montréal.

7. Le carnaval tire ses origines de la fin du XIX^e siècle et peut-être même au début de la colonie française en Amérique.

8. Même si Massey (1974) a établi une distinction entre festival et carnaval, les deux événements restent associés.

Expo 67 a un « rôle de catalyseur de la contre-culture québécoise » (*ibid.*: 59, 64).

Selon Houde (2014), c'est plutôt le spectacle *L'Ossidcho*, de juin 1968 à janvier 1969, que l'on doit considérer comme « la première manifestation musicale contre-culturelle au Québec » (Houde, 2014: 8, 65). Or, c'est surtout le festival Woodstock aux États-Unis, en août 1969, qui va exercer une influence considérable dans l'industrie du spectacle musical. Les travaux de Houde (2014) aident à comprendre cette « période des festivals (1967-1970) » dont les rocambolesques aventures du Festival pop de Manseau, le premier événement de ce genre musical au Québec qui se voulait être un Woodstock-Québec, à l'été 1970.

L'émergence du nationalisme québécois permet aussi quatre grands rendez-vous dans la décennie 1970-1980: la Superfrancofête, à Québec, du 13 au 24 août 1974, avec le concert *J'ai vu le loup, le renard et le lion* (Félix Leclerc, Gilles Vigneault et Robert Charlebois) devant plus de 100 000 spectateurs, le spectacle de la Saint-Jean-Baptiste sur le mont Royal, en 1975, où Gilles Vigneault chante pour la première fois *Gens du pays* devant plusieurs centaines de milliers de personnes, et le spectacle de l'année suivante, *Une fois cinq* de Gilles Vigneault, Claude Léveillée, Jean-Pierre Ferland, Yvon Deschamps et Robert Charlebois, qui est présenté le 21 juin 1976, à Québec, devant plus de 150 000 personnes et devant plus de 300 000 deux jours plus tard, à Montréal. Enfin, le spectacle *OK nous v'là!* est présenté le 25 juin 1976 devant une foule estimée à 400 000 personnes. Par la ferveur nationaliste et les chants uniquement en français, ces concerts confirment l'existence d'une contre-culture proprement québécoise en Amérique du Nord. « Proportionnellement et musicalement, ces spectacles sont comparables à Woodstock » (Houde, 2014: 96, 103).

Au tournant des années 1970, de nouvelles politiques de développement régional permettent l'émergence de fêtes populaires à caractère profane: fêtes de région, de municipalités, de quartiers, etc. Tout devient propice à la tenue d'un festival afin de faire la promotion de l'économie des régions et de favoriser l'accroissement du tourisme: la crevette à Matane, la gibelotte à Sorel, l'oie blanche à Montmagny, la galette de sarrasin à Louiseville, le lin à Portneuf, etc. (Huard, 2001: 22). Cependant, il reste maintenant à contextualiser ces événements à l'aide d'une analyse statistique.

La politique culturelle québécoise, source d'engouement pour la formule « festival »

Une donnée pertinente qui nous intéresse particulièrement est l'évolution dans le temps du nombre de festivals au Québec, même si ce chiffre diffère selon les chercheurs ou les critères de sélection.

C'est en 1987 que la Ville de Montréal met sur pied le Bureau des festivals dans le but de favoriser et d'encadrer

la tenue des festivals sur le territoire de l'île (Simard, 2010: 28). Selon l'auteure, c'est seulement dans les années 1990 et 2000 que le nombre de festivals explose partout, dans les petites et moyennes villes. Depuis 1990, « l'émergence d'une nouvelle panoplie de festivals et d'événements vint renforcer cette image festivo-festivalière de Montréal » (*ibid.*). Selon Barette (2011), « le nombre d'événements importants est passé de 11 en 1990 à 36 en 2010, soit une augmentation de vingt-cinq événements » (Barette, 2011: 33-34). De plus, « selon la SFFQ, en 1992, les festivals culturels étaient moins nombreux (48) que les fêtes populaires (215), mais disposaient de près de trois fois plus de budget que ces dernières » (Huard, 2001: 172).

Depuis trente ans, on peut parler d'une « effervescence des festivals et fêtes populaires, voire d'un engouement social incontesté pour la fête » (Huard, 2001: 23). Selon *Festivals et événements Québec* (2015), 65 festivals sont dédiés à la musique, tous genres confondus. Le nombre passe à 84 si l'on inclut les festivals de types ethnique/folklorique, country/western et les événements à thèmes (montgolfières, tradition culinaire). En ajoutant les informations du site *Québec Original*, dédié au tourisme, on dénombre un peu plus de 150 festivals et événements musicaux au Québec (Perron-Brault, 2016: 7).

D'autres chercheurs préfèrent adopter une vision globale. Cette croissance des fêtes est indéniable depuis les années 1960-1970. On dénombrait « une centaine de festivals » au début des années 1970, et au moins 400 festivals sont répertoriés dans le Bottin 2000 des festivals, événements et attractions touristiques au Québec, trente ans plus tard. Mais, comme on ne fait mention que des fêtes et festivals qui désirent s'y abonner pour de la couverture publicitaire, « le nombre réel de fêtes et festivals est difficilement chiffrable au Québec » (Huard, 2001: 23). Il s'agit donc d'un chiffre approximatif, car il n'existe pas de liste « officielle » ou de répertoire global des fêtes et festivals. L'auteur fournit aussi en annexe une liste des 260 membres de la SFFQ⁹, en 1996, puisée dans le mémoire de Beauchamp (1999) sur les festivals de Coaticook et de Victoriaville. Ce chiffre est selon lui « assez fidèle à la réalité » (*ibid.*).

En 2001, « le Québec est vraisemblablement [...] le plus grand producteur per capita de festivals au monde. Avec une population d'environ 7 000 000 d'habitants, le Québec rivalise, en nombre de festivals, avec la France par exemple qui compte presque huit fois plus d'habitants » (Huard, 2001: 185). Cette popularité grandissante du phénomène se reflète dans la structuration d'un réseau comme la SFFQ, la Société des attractions touristiques du Québec (SATQ) ou la Société des événements majeurs internationaux du Québec (SEMIQ). Cette difficulté à chiffrer le nombre de festivals, en raison de nombreux

9. Cette liste de 1996 contient plus de festivals que l'année 2000, qui n'en comptait que 182.

facteurs, nous pousse à nous intéresser à leurs rôles, leurs sens et leurs retombées.

Les rôles, sens et retombées des festivals

Selon Getz (2010; cité dans Perron-Brault, 2016), « la littérature [...] traite de trois principaux axes de recherche: les rôles, sens et impacts des festivals sur la société et sur la culture, le tourisme festivalier et la gestion des festivals » (Perron-Brault, 2016: 9). Pour cette troisième et dernière partie, nous ferons une synthèse des rôles, sens et retombées de semblables manifestations festives, autant pour le Québec que pour d'autres nations.

Le festival comme rassemblement collectif et expérience interindividuelle

Le peu d'études sur les festivals musicaux ne nous permet pas « de déterminer la source de leur succès et, surtout, la variabilité de leurs publics » (Perron-Brault, 2016: III). Par ailleurs, il est possible d'étudier les rôles qu'ils jouent dans la société contemporaine. Le premier est bien sûr sa capacité de rapprocher des gens provenant de divers horizons de la société. Selon Huard (2001), le « rassemblement collectif » est un pilier de l'acte festif, une des six composantes essentielles pour définir un idéal-type, les autres critères étant 1) une thématique, 2) une durée déterminée, 3) un lieu défini, 4) une récurrence, 5) une organisation (Huard, 2001: 31). Le festival est donc une fête importante qui rassemble une part significative de la population locale (*ibid.*: 35).

Benito (2001; cité dans Berthier, 2015) croit que c'est la « motivation de la consommation culturelle » qui semble être l'essence même du dynamisme du festival. Cependant, le festival se veut d'abord une « expérience culturelle », car les interactions sociales sont au cœur même de son élaboration, au dire de Getz (2001). Le festivalier est donc plus qu'un simple consommateur culturel, car, par son expérience sociale, il dévoile son caractère « producteur et co-constructeur de l'événement » (Berthier, 2015: 4, 6).

Les gens assistent aux festivals pour divers motifs, soit parce qu'ils sont « en quête de nouveauté, de détente, qu'ils souhaiteraient élargir leurs horizons intellectuels, se socialiser, s'identifier aux autres et au festival » (Berthier, 2015: 121). En effet, le festival doit être considéré comme un événement qui « contribue à créer du lien social. C'est le véhicule de l'expression d'une relation entre l'identité, l'appartenance collective et le lieu » (Simard, 2010: 19). Cette dimension collective d'un festival est accrue par la participation citoyenne comme le bénévolat (Désilets, 2009: 94).

Les travaux de Julien (2012) ont illustré que les festivals contribuent à bâtir la cohésion sociale, favorisent l'engagement communautaire, le développement des réseaux sociaux et la socialisation (Aldama, 2019: 17). Au-delà des retombées économiques qu'il entraîne, un festival permet aussi d'assurer le développement communautaire en raison

de « la capacité à rassembler, à susciter des rencontres, à impliquer les membres dans l'organisation de ces événements » (chez les bénévoles ou les partenaires), mais aussi d'« actualiser la culture » (Julien, 2012: 211) en présentant des artistes et des genres musicaux. En d'autres mots, il est impossible de penser le festival en dehors de sa sociabilité.

Le festival comme vitrine pour construire une image positive

Comme une des valeurs fondamentales du festival est de « faire image et générer le rassemblement d'une communauté au moins dans la fierté » (Cochard, 2007: 135), on peut affirmer qu'il a une fonction identitaire en tant que vitrine mondiale sur la culture nationale. Par exemple, à propos du FCMTQ, Lapointe (2009) mentionne que, même si les intérêts de certains acteurs ne coïncident pas avec les objectifs de Marius Barbeau, au sujet de la patrimonialisation de la chanson folklorique, ils ont quand même participé à la promotion de la préservation de certaines valeurs de la chanson. Selon l'auteur, ce projet esthétique fondé sur la réappropriation du patrimoine musical du Canada français a permis d'asseoir sa légitimité sur les scènes locale et internationale.

La plupart des chercheurs s'accordent pour affirmer que le festival doit être considéré « en tant que constructeur d'image » (Nhiêm, 2013: 52), car il permet la mise en valeur de la culture, du patrimoine, de la communauté d'hôte, soit un moyen de transfert, de pérennisation et de notoriété de l'identité locale. Ayant démontré « leur apport significatif à la vitalité du territoire » (Brisson Duchesne, 2014: 2), les festivals ont un rôle important à jouer dans l'offre d'une destination, car ils reflètent son dynamisme social, culturel et touristique. Grâce à eux, plusieurs destinations étirent leur saison touristique, attirent de nouvelles clientèles et peuvent promouvoir une image de marque distinctive et positive. En ce sens, Simard (2010) défend l'idée que, par sa politique culturelle et sa volonté de devenir une « ville de festivals » (Simard, 2010: 64-65), Montréal a démontré à sa manière comment le lien entre culture et tourisme fait désormais partie intégrante du développement et de la promotion des festivals face à ceux de Toronto ou Chicago.

Les festivals peuvent aussi valoriser certains types de musique moins connus. Par exemple, fondé en 1983, « le Festival international des musiques actuelles de Victoriaville (FIMAV) a permis aux artistes et diffuseurs d'acquérir une reconnaissance permettant de légitimer leur pratique et développer des infrastructures dans lesquelles ils peuvent s'épanouir » (Robineau, 2004: 152).

Quant au Festival international de jazz de Montréal (FIJM), il est « devenu le paradigme des festivals montréalais » (Kammer, 2006: VI), car la mission des fondateurs était de « redonner la rue aux Montréalais » (*ibid.*: 62). Dès sa fondation, le FIJM a donné à Montréal une identité forte. Kammer (2006) a démontré qu'un festival peut

influencer le devenir d'une ville et sa mise en représentation, en accentuant la métamorphose des espaces publics. Dès 2005, certains acteurs de la scène économique, dont Alain Simard, souhaitent en faire «la ville des festivals» et Montréal s'est auto-proclamée la «capitale mondiale des festivals» (Fléchet et collab., 2013: 11) parce que le FIJM est le plus gros festival de jazz au monde depuis l'obtention d'un record Guinness, pour ses 25 ans, en 2004 (Radio-Canada, 2019).

Dans le cas de Montréal, l'image de marque des espaces festifs sert en premier lieu à attirer une clientèle touristique régionale. De plus, les projets de revitalisation, de requalification et de revalorisation permettent à la ville de se positionner sur l'échiquier touristique mondial. En conséquence, la multiplication des festivals renforce «l'image festivalo-festivalière» des grandes villes.

Le festival comme intermédiaire pour un dialogue entre les peuples

Les festivals peuvent devenir des vitrines pour certaines communautés minoritaires. Ce modèle existe depuis près d'un siècle. Ces types de fêtes à caractère ethnoculturel émergent parallèlement à l'augmentation des vagues migratoires du début du XX^e siècle, selon Cristall (2012). Lee (2012; cité dans Aldama, 2019) démontre les trois rôles principaux de ces festivals multiculturels en fonction des groupes minoritaires ou de la population dominante: «la célébration culturelle, l'expression de l'identité culturelle et l'interaction sociale» (Aldama, 2019: 17, 20).

Par exemple, fondé en 1985 à l'initiative d'un groupe de jeunes déterminés, Innu Nikamu est plus qu'un prétexte pour rassembler les gens. Enraciné dans des valeurs fortes (la fierté identitaire, la jeunesse, la famille intergénérationnelle, la sobriété), ce festival est aujourd'hui «le plus important rassemblement national actuel des Innus» (Audet, 2015: 299, 308) et «le plus important festival de musique autochtone du continent» (Bergeron, 2014). C'était dans l'intention des fondateurs d'avoir un rassemblement annuel innu, mais aussi inter-autochtone autour de la musique populaire.

Ce «lieu de rassemblement» (Julien, 2012: 242) dans lequel la communauté minoritaire peut s'affirmer et s'afficher dans l'espace public peut agir comme «force de mobilisation récurrente et de consolidation identitaire» (*ibid.*). Au-delà de la valeur marchande et des retombées économiques, les festivals servent d'intermédiaire pour créer un contact entre diverses cultures. En plus de devenir un espace pour valoriser la culture d'autrui, par sa capacité de rassembler, le festival est un outil de dialogue et un acteur dans le processus d'intégration sociale. Il donne l'occasion d'apprivoiser et de (re)connaître les autres cultures.

Conclusion: de l'histoire des festivals musicaux au Québec à une étude de cas en région

Nous croyons avoir démontré à quel point le dialogue entre les disciplines est important afin d'avoir un portrait plus juste des recherches universitaires sur l'histoire des festivals au Québec. Non pas que les domaines ont chacun leur vision, mais que celle-ci est complémentaire aux autres.

D'abord, nous avons vu que la plupart des travaux des chercheurs issus d'universités québécoises, depuis deux décennies, sont d'accord pour définir le festival comme un événement éphémère. Toutefois, il tient une place particulière dans nos rapports au quotidien. C'est-à-dire que le festival, qui est la célébration d'un thème ou d'une ou plusieurs disciplines artistiques dans un lieu précis, selon un calendrier défini d'avance, doit être conçu comme une manière de sortir du commun.

Ensuite, il a été établi que les festivals existent au Québec depuis plus d'un siècle, mais que c'est surtout à partir de la Révolution tranquille qu'ils vont s'imposer durablement, entre autres grâce aux subventions étatiques, s'inspirer de Woodstock, en 1969, et s'organiser en grands rendez-vous nationalistes au cours des années 1970. Depuis trente ans, les festivals se comptent par centaines et la multiplication de ces événements de masse complexifie la tâche d'en dresser une liste finale.

De plus, c'est le triple rôle des festivals qui a été mis de l'avant par l'ensemble des chercheurs. En plus de sa fonction originale de rassembler les gens, les festivals permettent de valoriser et de diffuser des produits culturels tant locaux, nationaux qu'étrangers. Ils font rayonner la culture du Québec et son patrimoine culturel immatériel (PCI). Cette rencontre festive avec d'autres cultures permet également aux organisations de s'inscrire dans un réseau international et pousse les festivaliers à s'ouvrir aux autres afin d'appréhender l'universalisme de la société québécoise.

Enfin, nous avons vu que la majorité des études se concentrent sur les grands centres urbains, d'où l'importance d'étudier des festivals dans les petites villes ou dans les régions éloignées de ceux-ci. Sur la quarantaine de festivals québécois mentionnés dans le corpus à l'étude, la plupart des événements se concentrent à Montréal¹⁰.

10. Festival mondial de l'Exposition universelle (1967), le Festival express de Montréal (1970), le Festival de musique de Montréal, le Festival international de jazz de Montréal, le festival Juste pour rire, les Francofolies, le Festival des films du monde, Coup de cœur francophone, Osheaga, Présence autochtone, le Festival international de musique POP Montréal, Vues d'Afrique, le Festival du nouveau cinéma, le festival international Nuits d'Afrique, Montréal en lumière, le festival New Age American (1990), le Festival Fringe, Zoofest.

Seule la moitié sont situés à l'extérieur¹¹, en dépit qu'il existe, selon notre propre recensement, près de 1 500 festivals actifs au Québec depuis deux décennies – dont environ le tiers priorisent la musique – répartis dans plus de 450 municipalités.

Pour la suite de nos travaux au doctorat, nous croyons que le choix de l'étude du Festivoix de Trois-Rivières s'impose pour sortir du cadre montréalais. En plus d'avoir été fondé la même année que la première politique culturelle de l'État du Québec, soit en 1992, c'est le plus vieux et le plus important des 38 festivals musicaux toujours en activité en Mauricie selon notre recensement effectué et mis à jour annuellement, depuis l'hiver 2016. Depuis sa fondation, le Festivoix présente chaque année une centaine de concerts sur 16 scènes pour divertir plus de 300 000 spectateurs, soit davantage que la population de la Mauricie¹². Ce festival est-il un modèle unique? Notre défi sera de déterminer de quelle manière il s'est détaché de la tutelle de l'État québécois au profit de partenariats avec le privé¹³, puis de dévoiler les diverses stratégies que cette organisation va mettre en place pour s'institutionnaliser.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et ouvrages scientifiques

- BARTHON, Céline, Isabelle GARAT, Maria GRAVARI-BARBAS et Vincent VESCHAMBR (2007). «L'inscription territoriale et le jeu des acteurs dans les événements culturels et festifs: des villes, des festivals, des pouvoirs», *Géocarrefour*, vol. 82, n° 3.
- BENITO, Luc (2001). *Les festivals en France: marchés, enjeux, alchimie*. Paris: L'Harmattan.
- BOURDEAU, Laurent, Louis de COSTER et Sylvie PARADIS. (2001). *Measuring satisfaction among festivalgoers: Differences between tourists and residents as visitors to a music festival in an urban environment*. *International Journal of Arts Management*, 3(2), 40-50.
-
11. Le Festival pop de Manseau, *le Carnaval de Québec, la Fête de la diversité culturelle de Drummondville, le Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue, Festivoix et le Festival international de la poésie de Trois-Rivières, Innu Nikamu, le Festival du cochon de Sainte-Perpétue, le Festival de la chanson de Tadoussac, Woodstock en Beauce, les Festivals de la chanson et des métiers du terroir de Québec, le Festif!, le Rockfest, Festivent, Festival Artefact, Envol et Macadam, le Grand Tintamarre à Tadoussac, le Festival OFF de Québec, le Festival international de musique actuelle de Victoriaville, la Fête nationale du Québec ou la Saint-Jean-Baptiste (depuis 1834).*
12. 270 889 habitants en Mauricie en 2019: www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_04/region_04_00.htm.
13. La partie provenant d'investissements privés représente actuellement 80 % de son financement annuel qui totalise 3,2 millions de dollars. «Festivoix: Qui sommes-nous?», 2018, 4 p. Repéré à: festivoix-qui-sommes-nous.pdf.

CHICOINE, Marie, Louise DE GROSBOSIS, Evelyne FOY et Francine POIRIER (1982). *Lâchés louses: les fêtes populaires au Québec, en Acadie et en Louisiane*. Montréal: VLB éditeur.

CLAVEAU, Philippe (2005). *Management de projets événementiels: mode d'emploi pour les associations et les entreprises*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

CRISTALL, Gary. (2012). «The Vancouver Folk Song and Dance Festival with Arts and Crafts Exhibition: The First Ongoing Multicultural Festival in Canada». *Canadian Folk Music*, 46(2), 19-27.

DANTAS, Danilo C. et François COLBERT (2016). «Festival de Lanaudière: différentiation in customer experience». *International journal of arts management*, 18(3), 79-85.

DUCHESNEAU, Michel. (2004). «Montréal Nouvelles Musiques: perspectives». *Circuit*, 14(2), 9- \ 22.

FLÉCHET, Anaïs (dir.), Pascale GOETSCHERL, Sophie JACOTOT, Patricia HIDIROGLOU, Caroline MOINE et Julie VERLAINE (2013). *Une histoire des festivals, XX^e et XXI^e siècles*. Paris: Publications de la Sorbonne.

GALLAT-MORIN, Élisabeth, et Jean-Pierre PINSON (2003). *La vie musicale en Nouvelle-France*. Québec: Septentrion.

GENEST, Bernard-André, Tyra W. HILLARD, Cathy BEAUSOLEIL et François BÉDARD (2009). *Gestion d'événements: principes et pratiques*. Laval: Éditions Sigmal Delta.

GETZ, Donald (2010). «The nature and scope of festival studies». *International Journal of Event Management*, vol. 5, n° 1, p. 1-47.

GRISEL, Anne (dir.) (1993). «Festivals: création, tourisme et image». *Cahier espaces*, vol. 31, Éditions touristiques européennes, p. 94-101.

LEE, Insun, Charles ARCODIA. et Timothy J. LEE. (2012). «Benefits of visiting a multicultural festival: The case of South Korea». *Tourism Management*, 33, 334-340

MARTINEAU, C., V. GASCON et collab. (1984). «Une soupe à l'ancienne servie à la moderne: analyse des contenus traditionnels dans les festivals populaires», Québec, Université Laval, document produit par le Programme d'arts et traditions populaires, 52 p.

MASSEY, Gilberte (1974). *Les festivals populaires du Québec*. Étude réalisée pour la Confédération des loisirs du Québec et le ministère des Affaires culturelles du Québec, UQTR.

MURAY, Philippe (2015). *Après l'histoire [1999-2000]*. Paris: Éditions Gallimard.

NÉGRIER, Emmanuel (dir.), Michel GUÉRIN et Lluís BONET (2013). *Festivals de musique[s]: un monde en mutation – une comparaison internationale*. Paris: Éditions Michel de Maule.

PALEO, Ivan Orosa et Nachoem M. WIJNBERG (2006). «Classification of popular music festivals: a typology of festivals and an inquiry into their role in the construction of music genres». *International Journal of Arts Management*, 8(2), 50-61.

RHÉAUME, Martine. (2005). «Réflexions sur les festivals, la musique contemporaine et l'identité culturelle québécoise». *Circuit*, 15(2), 73-82.

SAINT-PIERRE, Diane et Claudine AUDET (2014). «Les défis méthodologiques d'une étude sur les festivals de musique en Europe et au Québec: leçons d'une enquête de terrain». Dans Marc-Urbain PROULX et Martin ROBITAILLE (dir.), *Sciences du Territoire II: Méthodologies* Québec: Presses de l'Université du Québec, p. 249-273.

TOURNAY, Virginie (2011). *Sociologie des institutions*. Paris: PUF.

TROTTIER, Danick. (2013). «Les applaudissements comme source de tension: étude de la réception des 24 Préludes de François Dompierre lors de leur création au Festival de Lanaudière». *Les cahiers de la Société québécoise de recherche en musique*, 14(2), 59-68.

Mémoires et thèses québécoises

ALDAMA, Amada Francisca (2019). *Le sens de la participation sociale chez les immigrants de première génération dans le cadre d'un festival multiculturel durant leur processus d'intégration : le cas des bénévoles de la Fête de la diversité culturelle de Drummondville*. Mémoire de maîtrise (loisir, culture et tourisme), UQTR.

AUBRY, Geneviève (2009). *Participation et mobilisation dans les événements culturels: le cas du festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue*. Mémoire de maîtrise (gestion de projets), UQAM.

AUDET, Véronique (2015). *La scène musicale populaire autochtone au Québec: dynamiques relationnelles et identitaires*. Thèse de doctorat (anthropologie), UdeM.

BARETTE, Yannick (2011). *Le Quartier des spectacles à Montréal: la consolidation du spectaculaire*. Mémoire de maîtrise (géographie), UdeM.

BEAUCHAMP, Anne-Marie (1999). *Le développement socio-économique régional au Québec par les festivals: analyse comparative des festivals comme dynamique économique et mise en valeur locale à Victoriaville et Coaticook de 1983 à 1997*. Mémoire de maîtrise (sociologie), UQAM.

BERTHIER, Jean-Baptiste (2015). *La motivation des usagers à participer sur Facebook: étude de la promotion numérique du festival Coup de cœur francophone*. Mémoire de maîtrise (communication), UQAM.

BRISSON DUCHESNE, Véronique (2014). *L'estimation de l'achalandage dans les festivals et événements touristiques du Québec*. Mémoire de maîtrise (loisir, culture et tourisme), UQTR.

COCHARD, Magali (2007). *Trois-Rivières et le Festival international de la poésie: l'inscription de la poésie dans la ville industrielle*. Mémoire de maîtrise (urbanisme), UdeM.

DE COSTER, Louis (1998). *L'évaluation des degrés de satisfaction des touristes et des locaux face à un événement culturel*. Mémoire de maîtrise (administration des affaires), UQAM.

DÉSILETS, Francesca (2009). *Le festival du cochon de Sainte-Perpétue comme une mise en scène de l'identité*. Mémoire de maîtrise (ethnologie), Université Laval.

DUSSEAU, Pascale (2017). *L'impact de l'expérience sur l'attachement au lieu: le cas des festivals*. Mémoire de maîtrise (sciences de la gestion), UQAM.

FRANCE, Céline (2008). *La diversité culturelle au sein des festivals internationaux: étude de cas du cinéma marocain*. Mémoire de maîtrise (communication), UQAM.

GIROUX, Alex (2015). *La musique populaire et la contre-culture au Québec (1967-1973)*. Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM.

HOUDE, Dominic (2014). *De Woodstock à Manseau: manifestations musicales et contre-culture aux États-Unis et au Québec (1967-1970)*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke.

HUARD, Janin (2001). *Fête société et culture: les festivals comme profil culturel de la société québécoise contemporaine*. Mémoire de maîtrise (sociologie), UQAM.

JULIEN, Anne (2012). *Les festivals francophones en Ontario: vecteurs de la vitalité culturelle d'une communauté minoritaire – une étude de cas multiples*. Thèse de doctorat (sociologie), UdeM.

KAMMER, Éva (2006). *Usages et représentations de l'espace public urbain dans le contexte du Festival international de jazz de Montréal*. Mémoire de maîtrise (communication), UQAM.

LAPOINTE, Olivier (2009). *Le discours de patrimonialisation de la chanson canadienne-française: identité, légitimité, valorisation. L'exemple des Festivals de la chanson et des métiers du terroir de Québec*. Mémoire de maîtrise (littérature), Université Laval.

MORISSET, Sophie (1997). *L'exotisme à consommer: tourisme chez soi et identité globale: le festival Nuits d'Afrique à Montréal*. Mémoire de maîtrise (anthropologie), Université Laval.

NHIÊM, Công Huyen TồnNúy (2013). *L'influence d'un événement sur l'image d'une destination: le cas du festival de Hué, Vietnam*. Mémoire de maîtrise (tourisme), UQAM.

PERRON-BRAULT, Alexis (2016). *Les festivals de musiques populaires au Québec: des liens entre la programmation musicale d'un festival et ses publics*. Mémoire de maîtrise (loisir, culture et tourisme), UQTR.

ROBINEAU, Anne (2004). *Étude sociologique de la musique actuelle au Québec: le cas des Productions Supermusique et du Festival international de musique actuelle de Victoriaville*. Thèse de doctorat (sociologie), UdeM.

SIMARD, Émilie Julie (2010). «Montréal, ville de festivals» entre culture et tourisme culturel: le cas de Montréal en lumière. Mémoire de maîtrise (sociologie), UQAM.

SPECK, Stefano (2015). *Les grands festivals urbains comme vecteurs de développement durable: le cas des Francofolies de Montréal et du Festival international de jazz de Montréal*. Mémoire de maîtrise (études urbaines), UQAM.

WERMEILLE, Anaïs (2008). *Le «Festivable» ou conceptualisation de l'expérience des festivals de cinéma: exemple du Festival du nouveau cinéma de Montréal*. Mémoire de maîtrise (communication), UdeM.

Articles de journaux

ANONYME. «Une 40^e édition pour le plus grand festival de jazz au monde», 27 juin 2019, *Radio-Canada*.

BERGERON, Mickaël. «Festival Innu Nikamu et musique nomade / Kim Fontaine 30 ans de métissage», *Voir*, 17 juillet 2014.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

DIRECTION DE L'OUVRAGE

Julie Francoeur

Julie Francoeur est présentement étudiante au doctorat à l'Université Laval sous la direction de Johanne Daigle et la codirection de Donald Fyson. Ses recherches portent sur la déviance féminine dans les villes de Québec et de Philadelphie dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Sa thèse porte sur les «maisons pour Madeleines», un modèle d'établissement qui visait à réformer les «femmes perdues» pour qu'elles prennent en société une place conforme aux valeurs et aux codes moraux de leur époque. Son mémoire de maîtrise, déposé en 2018, porte sur la prison des femmes de Québec (Refuge Notre-Dame-de-la-Merci ou Maison Gomin).

Ian Mercier

Détenteur d'une maîtrise en études québécoises décernée par l'Université du Québec à Trois-Rivières, Ian Mercier s'est intéressé d'abord aux enjeux reliés à la propriété et au logement ouvrier en période d'industrialisation au début du XX^e siècle. Il poursuit actuellement un doctorat en histoire, dirigé par Thierry Nootens et Yvan Rousseau, qui traite des mécanismes étatiques de régulation du marché locatif au Québec. Son projet de thèse se concentre sur les conflits judiciaires reliés au logement et vise à mieux comprendre les rapports sociaux, économiques et juridiques qui structurent l'évolution de ce marché entre 1945 et 1985 à Montréal.

LES AUTEURES ET AUTEURS

Geneviève Béliveau

Geneviève Béliveau est étudiante à la maîtrise en histoire à l'Université de Montréal, sous la direction de Michèle Dagenais. Son parcours au premier cycle, où elle a obtenu une majeure en histoire et une mineure en études féministes, des genres et des sexualités, lui a permis d'approfondir et d'outiller son intérêt pour l'histoire de Montréal, des femmes et du genre. Pour sa recherche, elle s'intéresse à l'agentivité des femmes de la bourgeoisie et leur influence sur les développements urbains à Montréal au tournant du XX^e siècle, analysant dans une perspective féministe l'histoire urbaine de cette métropole.

Myriam Gauthier

Myriam Gauthier est titulaire d'une maîtrise en études et interventions régionales ainsi que d'un baccalauréat en histoire de l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle s'intéresse en particulier à l'histoire politique et économique du Québec contemporain. Elle travaille comme journaliste depuis plus de 10 ans au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

LES AUTEURES ET AUTEURS (SUITE)

Maxime Nadon-Roger

Maxime Nadon-Roger est diplômé de la maîtrise professionnelle en architecture (Université Laval), laquelle a été reconnue par plusieurs distinctions, dont l'inscription au tableau d'honneur de l'Institut royal d'architecture du Canada. Il mène actuellement des travaux de recherche (M. Sc., avec mémoire, Université Laval) portant sur le processus de formation et de transformation des milieux bâtis et plus particulièrement sur la caractérisation des friches industrielles urbaines dans le contexte papetier au Québec. Depuis 2020, il a présenté ses résultats dans différents colloques et diverses publications: le colloque ISUFItaly (Rome, 2020), la revue internationale *PORTUSplus* (2020), les colloques du Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD) et du CIEQ (Québec, 2021), le colloque ISUF (Glasgow, 2021), le colloque Space Syntax (Bergen, [2022]). Ses recherches ont mérité les bourses de maîtrise du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et des Presses de l'Université Laval (PUL).

Camille Trudel

Camille Trudel est étudiante au doctorat en études québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) sous la direction de Thierry Nootens. Ses travaux de recherche actuels s'inscrivent dans le large champ de l'histoire sociale et portent plus précisément sur les pratiques de transmission du patrimoine et les mécanismes de reproduction sociale au XIX^e siècle. La réalisation de ses recherches a été rendue possible grâce au généreux soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), du Fonds de recherche du Québec, Société et culture (FRQSC), du programme de soutien à la recherche de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) et de la Fondation de l'UQTR. Camille est assistante de recherche depuis 2014 et coordonne les travaux de recherche de son directeur depuis 2021.

Jean-François Veilleux

Originaire de Cacouna (Bas-Saint-Laurent), Jean-François Veilleux est multi-instrumentiste. Diplômé au collégial en arts et lettres à Rivière-du-Loup (2003) et en musique professionnelle et chansons populaires à Drummondville (2008), il est détenteur d'une maîtrise en philosophie esthétique à l'UQTR (2015). Professeur d'histoire du Québec à l'Université du troisième âge à l'UQTR, il rédige la chronique d'histoire dans la Gazette de la Mauricie et il est aussi membre affilié au laboratoire de recherche sur les publics de la culture. Ses recherches actuelles au doctorat en études québécoises, sous la direction de Maryse Paquin, portent sur l'histoire des festivals de musique au Québec.

cheminements

Le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) présente dans ce nouveau numéro de *Cheminements* les recherches menées par les étudiantes et étudiants membres du centre. Sont rassemblés dans ce numéro cinq articles issus des 25^e et 26^e colloques étudiants du CIEQ, tenus le 3 mai 2019 et le 7 mai 2021. Les articles produits par une étudiante et un étudiant de l'Université du Québec à Trois-Rivières, une étudiante de l'Université de Montréal, un étudiant de l'Université Laval et une étudiante de l'Université du Québec à Chicoutimi sont regroupés en deux sous-parties intitulées «Aménagement de l'espace: production et identités» et «Consommation de masse:

publicités et sociabilités». Les habitudes de consommation dans le district de Trois-Rivières au XIX^e siècle, la construction d'identités à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste entre 1893 et 1914, la formation des villes papetières québécoises entre 1880 et 1950, la campagne de propagande de la compagnie Alcan pendant la Seconde Guerre mondiale et la sociabilité musicale québécoise à travers l'histoire des festivals sont les sujets abordés dans ce numéro. Ces riches études témoignent de la vitalité de la recherche, de la rigueur de la relève scientifique en études québécoises et de l'interdisciplinarité du CIEQ.

Ont contribué à cet ouvrage

Geneviève Béliveau
Myriam Gauthier
Maxime Nadon-Roger
Camille Trudel
Jean-François Veilleux

